

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE	Pages	Pages	
Accord entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement relatif au Bureau et aux activités de ladite Banque au Maroc.			
<i>Dahir n° 1-15-141 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc..</i>	305	<i>Dahir n° 1-18-57 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord relatif au transport routier international de passagers et de marchandises, fait à Rabat le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Slovénie.</i>	332
Royaume du Maroc et République de Slovénie :		Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table.	
• Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.		<i>Dahir n° 1-17-73 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table, fait à Genève le 9 octobre 2015</i>	333
<i>Dahir n° 1-16-170 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention faite à Rabat le 5 avril 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovénie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.....</i>	322	Protocole d'Amendement à la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.	
		<i>Dahir n° 1-17-102 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Protocole d'Amendement à la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du</i>	

<i>Royaume de Bahreïn en vue d'éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Manama le 25 avril 2016.....</i>	367	<i>et de marchandises, fait à Rabat le 8 mars 2018 entre le Royaume du Maroc et la République du Mali.....</i>	369
Accord sur la coopération et l'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.		Accord de Pays Hôte entre le gouvernement du Royaume du Maroc et les Nations Unies représentées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, relatif à l'établissement d'un Bureau national pour le Royaume du Maroc.	
<i>Dahir n° 1-18-60 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord sur la coopération et l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, fait à Rabat le 11 octobre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.....</i>	368	<i>Dahir n° 1-19-103 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord de Pays Hôte fait à Rabat le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et les Nations Unies représentées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, relatif à l'établissement d'un Bureau national pour le Royaume du Maroc.....</i>	379
Accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises entre le Royaume du Maroc et la République du Mali.			
<i>Dahir n° 1-19-55 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant promulgation de l'Accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs</i>			

Dahir n° 1-15-141 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc ;

Vu la loi n° 12-15 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n°1-15-122 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) ;

Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**ACCORD ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET
LA BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION
ET LE DÉVELOPPEMENT
RELATIF
AU BUREAU ET AUX ACTIVITÉS DE LA BANQUE EUROPÉENNE
POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
AU MAROC**

Le Royaume du Maroc (le « Maroc »),

et

**La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
(la « Banque » ou la « BERD »),**

Désignés collectivement ci-après les « Parties »,

CONSIDÉRANT QUE la Banque est une institution financière internationale qui est établie et agit conformément à l'Accord portant création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement en date du 29 mai 1990 (l' « Accord portant création de la Banque »),

CONSIDÉRANT QUE, dans une lettre en date du 10 mars 2011, le Maroc a demandé à se voir accorder le statut de pays bénéficiaire aux termes de l'Accord portant création de la Banque,

CONSIDÉRANT QUE le Maroc est membre de la Banque et partie à l'Accord portant création de la Banque et est donc lié par ses dispositions,

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 33.2 de l'Accord portant création de la Banque, la Banque peut ouvrir des agences ou des succursales (bureaux) sur le territoire de ses membres,

CONSIDÉRANT QUE cet accord (l' « Accord ») a pour objet de confirmer et de compléter les statuts, immunités, priviléges et exemptions accordés à la Banque au Maroc,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1. Définitions

Outre les termes et expressions définis ailleurs dans le présent Accord, les termes et expressions définis ci-après ont les significations suivantes aux fins du présent Accord, à moins que le contexte ne requière une autre signification :

- a) L'expression « **Responsable de Bureau** » désigne le fonctionnaire principal d'un Bureau nommé par la Banque en tant que Directeur ou Responsable de Bureau et notifié, en tant que de besoin, au Maroc ;
- b) L'expression « **Responsable adjoint de Bureau** » désigne le fonctionnaire nommé par la Banque en tant que Directeur adjoint ou Responsable adjoint de Bureau et notifié, en tant que de besoin, au Maroc ;
- c) Le terme « **Personnel** » désigne tous les fonctionnaires et employés de la Banque, les membres du Conseil d'administration de la Banque, leurs suppléants, conseillers et experts techniques, et les experts effectuant des missions pour le compte de la Banque ;
- d) L'expression « **Personnes à charge** » désigne le conjoint et les enfants mineurs du Personnel de la Banque ;
- e) L'expression « **Personnel de maison** » désigne les personnes qui, sans être des ressortissants du Maroc, sont employés de maison dans le foyer d'un membre du Personnel de la Banque ;
- f) Le terme « **Bureau** » désigne chacune et l'ensemble des agences ou succursales de la Banque établies, en tant que de besoin, sur le territoire du Maroc ou désigne, selon le contexte, l'une de ces agences ou succursales ;
- g) L'expression « **Locaux du Bureau** » désigne le(s) bâtiment(s) et annexes ainsi que les terrains sur lesquels ce(s) bâtiment(s) et annexes est (sont) situés, qui servent aux fins officielles du Bureau, ainsi que la résidence principale du Responsable de Bureau (y compris les installations, les meubles, les équipements, les aménagements, le parking, les espaces d'entreposage, les sous-sols et/ou autres pièces annexes ou adjacentes à ces lieux) ;
- h) L'expression « **Biens et Avoirs de la Banque** » désigne tous les biens et avoirs de la Banque, y compris tout moyen de transport de la Banque et du Responsable de Bureau ;

- i) Le terme « **Subsides** » désigne les fonds fournis par la Banque, issus de ses ressources ordinaires en capital et/ou de ses ressources de Fonds Spéciaux, et/ou de fonds mis à la disposition de la Banque par une quelconque entité publique ou privée, qu'ils soient non remboursables, remboursables sous certaines conditions ou remboursables en partie ou en totalité, dans le but de permettre à la Banque de fournir et/ou de financer une coopération technique ou d'autres activités semblables au bénéfice d'entités (publiques ou privées) au Maroc ;
- j) L'expression « **Subventions à l'investissement** » désigne le soutien à des entités publiques et privées au Maroc financé par des Subsides. Ce soutien est fourni par la Banque en préparation ou au support de tous prêts, garanties ou opérations d'investissement de la Banque et/ou de toute autre activité qui favorise la transition vers une économie de marché et promeut l'initiative privée et l'esprit d'entreprise au Maroc. Il est entendu que les Subventions à l'investissement englobent, sans que cette liste soit limitative, les incitations financières au soutien de tous prêts, garanties ou opérations d'investissement de la Banque, et les Subventions à l'investissement (appelées également cofinancement sous forme de subventions) destinées à financer des biens, des équipements, des travaux, des services connexes et/ou des matériaux (provenant du Maroc et/ou importés) ; et
- k) L'expression « **Assistance technique** » désigne le soutien à des entités publiques et privées au Maroc financé par des Subsides. Ce soutien est fourni par la Banque en préparation ou au support de tous prêts, garanties ou opérations d'investissement de la Banque et/ou de toute autre activité conforme à l'objet de la Banque telle que mentionnée aux Articles 1, 2, 8, 9, 11, 13, 20 et 21 de l'Accord portant création de la BERD. Il est entendu que l'Assistance technique englobe, sans que cette liste soit limitative, la fourniture de services de conseil (par des consultants nationaux et/ou internationaux), les études, les évaluations, les formations, les séminaires, les ateliers et/ou les conférences, les travaux, les activités de renforcement des capacités ainsi que les biens et matériels (provenant du Maroc et/ou importés) nécessaires à cet effet.

Article 2. Personnalité juridique

La Banque possède la pleine personnalité juridique et, en particulier, la pleine capacité juridique :

- a) de conclure des contrats ;
- b) d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers ; et
- c) d'ester en justice.

Article 3. Priviléges et immunités de la Banque

1. La Banque jouit sur le territoire du Maroc des statuts, immunités, priviléges et exemptions prévus dans l'Accord portant création de la Banque et dans le présent Accord.
2. Dans le cadre de ses activités officielles, la Banque jouit de l'immunité de juridiction sur le territoire du Maroc, sauf :
 - a) dans la mesure où elle a expressément levé cette immunité dans un cas particulier ou dans un document écrit ;
 - b) dans le cas d'une action civile résultant de l'exercice de son pouvoir d'emprunter des capitaux, de garantir des obligations et d'acheter ou de vendre des valeurs ou d'en garantir la vente ;
 - c) dans le cas d'une action civile intentée par un tiers en raison de dommages résultant d'un accident de la route causé par tout véhicule conduit par un membre du Personnel de la Banque agissant au nom de celle-ci ;
 - d) dans le cas d'une action civile liée à un décès ou un accident corporel résultant directement d'un acte commis ou omis par la Banque au Maroc, à l'exclusion de toute action résultant de ou en relation avec, une relation de travail entre la Banque et tout membre de son Personnel ;
 - e) dans le cas de l'application d'une sentence d'arbitrage prononcée contre la Banque à la suite d'une soumission expresse à l'arbitrage par la Banque ou au nom de celle-ci ;
 - f) dans le cas d'une demande reconventionnelle liée directement à un procès intenté par la Banque ;
 - g) à l'égard des contrats d'assurance, des contrats pour la réalisation de travaux dans les Locaux du Bureau ou autres marchés pour l'acquisition de biens, travaux et services, évalués à un montant inférieur à ₦150.000 équivalent par an que la Banque pourrait être amenée à conclure au Maroc. Le contrat de bail des Locaux du Bureau pourra être soumis au droit marocain mais prévoira que les différends nés du bail ou en relation avec celui-ci seront résolus par voie d'arbitrage.
3. Sans préjudice des statuts, priviléges, immunités et exemptions accordés en vertu du présent Accord, et dans la mesure où cela n'affecte pas leur capacité à accomplir leurs fonctions officielles pour la Banque, les personnes jouissant de ces priviléges, immunités et exemptions devront observer la législation marocaine et se garder d'interférer dans les affaires intérieures du Maroc.
4. La Banque coopérera avec les autorités marocaines compétentes afin d'éviter tout abus d'immunités, priviléges et/ou exemptions prévus par le présent Accord.

Article 4. Inviolabilité des archives au Maroc

Les archives de la Banque et, d'une manière générale, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'elle détient, où qu'ils soient situés et quelle qu'en soit la forme, sont inviolables. Il est entendu que les archives de la Banque englobent, sans que cette liste soit limitative, l'ensemble des papiers, documents, correspondances, dossiers, livres, films, illustrations, photographies, enregistrements sonores, fichiers, disques, registres et/ou autre support, ainsi que tout chiffre et/ou code et le média contenant ou permettant de conserver des données et/ou des informations appartenant à, ou détenues par, la Banque.

Article 5. Immunité des Biens et Avoirs de la Banque au Maroc

Les Biens et Avoirs de la Banque, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exemptés de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute forme de saisie ou de mainmise, de la part du pouvoir exécutif, judiciaire ou législatif.

Article 6. Privilèges et immunités du Personnel de la Banque et de leur Personnes à charge

1. Outre les immunités, privilèges et exemptions dont bénéficie le Personnel de la Banque aux termes du chapitre VIII de l'Accord portant création de la Banque, le Personnel de la Banque bénéficie des immunités, privilèges et exemptions suivants au Maroc :
 - a) Traitement non moins favorable que celui accordé aux membres du corps diplomatique de rang comparable dans le cadre des restrictions de change, comptes en monnaie étrangère ou en Dirham convertibles qu'ils peuvent ouvrir auprès des banques marocaines, sauf pour les membres du personnel de la Banque qui sont ressortissants du Maroc. Par « corps diplomatique » on entend les représentants des Etats dûment accrédités au Maroc (en tant qu'Etat accréditaire) par leur Etat accréditant respectif et les membres du personnel des organisations internationales opérant au Maroc.
 - b) Les mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale, pour le Personnel de la Banque ainsi que pour leurs Personnes à charge, que celles accordées aux agents diplomatiques. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux membres du Personnel de la Banque qui sont ressortissants du Maroc.

- c) L'exonération des droits et taxes à l'importation de leurs effets et objets mobiliers personnels à l'exclusion des véhicules automobiles, sous réserve de la fourniture par le membre du Personnel d'une liste détaillée d'effets et objets mobiliers personnels importés, d'une confirmation écrite de la Banque de l'affectation au Maroc de la personne concernée, membre du Personnel de la Banque, et sur présentation d'un bon de franchise délivré par les services compétents du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. Toute cession même à titre gracieux des effets et objets admis dans ce cadre est subordonnée à l'autorisation préalable de l'administration des douanes et impôts indirects. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux membres du Personnel de la Banque qui sont ressortissants du Maroc.
 - d) Les membres du Personnel peuvent importer au Maroc dans les 6 mois qui suivent leur installation au Maroc, leur véhicule automobile sous le régime de l'admission temporaire pour la durée de l'affectation de ce membre du Personnel. Ces véhicules peuvent être immatriculés dans la série provisoire « Organisation Internationale » (O.I) et ce, sur présentation du bon de franchise délivré par les services compétents du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Maroc. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux membres du Personnel de la Banque qui sont ressortissants du Maroc.
2. Le Responsable de Bureau et le Responsable adjoint de Bureau, ainsi que leur Personnes à charge, bénéficient, sur le territoire du Maroc, des mêmes statuts, droits, immunités, priviléges et exemptions que ceux accordés aux membres du corps diplomatique de rang comparable au Maroc, de même que les Personnes à charge, conformément aux conventions internationales pertinentes auxquelles le Maroc est partie.
 3. La Banque notifie au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Maroc les noms des membres du Personnel de la Banque et d'autres personnes à qui s'appliquent cet article et l'article 7 ci-dessous, les dates de leur arrivée et de leur départ définitif, et/ou de la cessation de leurs fonctions au Bureau, afin de permettre au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Maroc d'assurer que ces personnes se voient accorder les statuts, priviléges, immunités et exemptions conformes à l'Accord portant création de la BERD et au présent Accord.

4. Dès que possible, le Maroc fournit au Responsable du Bureau, au Responsable adjoint du Bureau et au Personnel de la Banque à l'exception des ressortissants du Maroc, qui sont affectés au Bureau, ainsi qu'à leur conjoint respectif toutes pièces d'identité (par exemple, les cartes d'identité diplomatiques), requises ou émises, au Maroc, aux membres du corps diplomatique de rang comparable conformément aux conventions internationales pertinentes auxquelles le Maroc est partie.
5. Les priviléges, immunités, exemptions et facilités accordés dans le présent Accord sont conférés dans l'intérêt de la Banque et non au bénéfice propre des personnes. La Banque a le droit et le devoir de lever l'immunité accordée à un quelconque membre du Personnel de la Banque, conformément aux dispositions de l'Accord portant création de la Banque, lorsque, à son avis, une telle immunité entraverait le cours normal de la justice et qu'elle peut être levée sans porter atteinte aux finalités pour lesquelles les immunités ont été accordées.
6. Les membres du Personnel de la Banque ne jouissent pas de l'immunité de juridiction en cas de mise en œuvre de leur responsabilité civile à l'occasion de dommages provenant d'un accident de la route causé par ces derniers.
7. La Banque maintient son propre régime global d'assurance-maladie /accidents du travail et un régime global d'assurance vieillesse en faveur de ses fonctionnaires et employés de toutes nationalités, y compris ceux de nationalité marocaine. Tant qu'elle maintiendra ces régimes, la BERD et ses fonctionnaires et employés au Maroc, ne seront pas assujettis à une quelconque obligation (inscription, retenue, cotisation, paiement, etc.) vis-à-vis de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ou de tout autre régime d'assurance-maladie/accidents du travail et d'assurance-vieillesse en vigueur au Maroc.

Article 7. Transit et séjour

1. Le Maroc prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'entrée, le séjour et le départ du Maroc des personnes suivantes dans le cadre de leurs fonctions officielles :
 - a) Les gouverneurs de la Banque et leurs suppléants, conseillers et autres membres de leurs délégations officielles, ainsi que leur conjoint ou les personnes à leur charge,
 - b) le Personnel de la Banque, leur Personnes à charge et leur Personnel de maison, et

- c) toutes autres personnes officiellement invitées par la Banque dans le cadre des opérations et activités officielles de la Banque au Maroc. La Banque communique les noms de ces personnes au Maroc.
2. Les personnes auxquelles il est fait référence à l’Alinéa 1 ci-dessus jouissent de la même liberté de mouvement et de déplacement à l’intérieur du Maroc, sous réserve des lois et règlements concernant les zones dont l’accès exige une autorisation spéciale, et du même traitement au regard des facilités de déplacement que ceux qui sont accordés aux membres du corps diplomatique de rang comparable.
 3. Le Maroc exempte de toutes restrictions relatives à l’entrée des étrangers ou aux conditions de leur séjour, les personnes visées à l’Alinéa 1, et les exempt de toutes dispositions limitant l’immigration et l’émigration ainsi que de toutes formalités d’enregistrement des étrangers destinées à contrôler l’immigration et l’émigration. La Banque coopère avec le Maroc pour éviter toute atteinte à la sécurité nationale du Maroc.
 4. Les personnes qui ne font pas partie du Personnel de la Banque, qui sont invitées au Bureau par la Banque dans le cadre de fonctions officielles et qui ne sont pas de nationalité marocaine, se voient accorder les immunités, exemptions et priviléges spécifiés à l’Alinéa 2 ci-dessus de cet Article 7 pendant la durée de leur séjour.

Article 8. Le Bureau

1. Outre le Bureau établi à Casablanca, la Banque peut après consultations avec le Gouvernement marocain, établir des Bureaux supplémentaires dans d’autres lieux au Maroc. Le Maroc s’efforcera de lui faciliter les formalités éventuelles nécessaires pour l’acquisition ou la location des locaux choisis par la Banque, ainsi que, le cas échéant, des équipements et des services d’utilité publique nécessaires aux activités des Bureaux.
2. Chaque Bureau comprend à sa tête un Responsable du Bureau et un Responsable adjoint du Bureau, et du Personnel de la Banque.
3. Chaque Bureau a le droit d’arburer le pavillon et l’emblème de la Banque sur les Locaux du Bureau et sur les moyens de transport de son Responsable.

Article 9. Inviolabilité des Locaux du Bureau

1. Les Locaux du Bureau et tout moyen de transport possédé ou détenu par la Banque et/ou le Responsable de Bureau, où qu'ils se trouvent sur le territoire du Maroc, sont inviolables et sont placés sous le contrôle et l'autorité de la Banque et/ou du Responsable de Bureau, respectivement.
2. Les représentants de toute autorité marocaine ne peuvent pénétrer dans les Locaux du Bureau qu'avec le consentement exprès du Président de la Banque et dans les conditions approuvées par lui. Ce consentement est censé avoir été accordé en cas d'incendie ou autre catastrophe requérant une protection immédiate. La Banque et le Royaume du Maroc s'accordent sur la manière et sur les circonstances dans lesquelles ces représentants peuvent pénétrer dans les Locaux du Bureau sans le consentement préalable de la Banque pour prévenir un incendie, pour appliquer des règlements sanitaires ou en cas d'urgence.

Article 10. Protection du Bureau

Le Royaume du Maroc s'engage à prendre, à la demande du Responsable du Bureau ou du Responsable Adjoint, les mesures de sécurité et de maintien de l'ordre nécessaires pour la protection des Locaux du Bureau et des abords immédiats ainsi que du Personnel de la Banque qui s'y trouve contre tous préjudices, intrusions, dommages.

Article 11. Services

1. Le Maroc facilitera les formalités permettant au Bureau de bénéficier des services publics et autres services nécessaires. Le Maroc accorde à la Banque un traitement équivalent à celui assuré aux locaux des représentations diplomatiques et aux organisations internationales au Maroc. La Banque prend en charge, au même titre que lesdites représentations et organisations, les coûts liés à ces services.
2. A la demande de la Banque, le Maroc s'efforcera de faciliter les formalités administratives éventuelles pour obtenir les services et/ou les travaux nécessaires à la marche et au fonctionnement normaux de la Banque dans les Locaux du Bureau. La Banque prend en charge les coûts liés à ces services.

Article 12. Exonération d'impôts

1. Dans le cadre de ses activités officielles la Banque, ses avoirs, ses biens, ses revenus et ses bénéfices, sont exonérés de tous impôts directs.

2. Lorsque des achats ou des services d'une valeur substantielle et nécessaires à l'exercice des activités officielles de la Banque sont effectués ou utilisés par la Banque et lorsque le prix de ces achats ou de ces services comprend des taxes ou des droits, le membre qui les perçoit prend les mesures appropriées pour accorder l'exemption de ces taxes ou droits ou pour en assurer le remboursement, lorsqu'ils sont identifiables.
3. Les biens importés par la Banque et nécessaires à l'exercice de ses activités officielles sont exonérés de tous droits ou taxes à l'importation.

Toutefois, en ce qui concerne les véhicules automobiles destinés à la BERD, ils bénéficient du régime de l'admission temporaire avec immatriculation dans la série provisoire « Organisation Internationale ».

La mise en œuvre des avantages visés à l'Alinéa 3 se fera sur présentation d'un bon de franchise délivré par les services compétents du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

4. Les biens importés et/ou exportés et nécessaires à l'exercice des activités officielles de la Banque sont exemptés de toutes interdictions ou restrictions à l'importation et à l'exportation.
5. Tous les biens, équipements et matériels reçus à titre de don ou financés par des subsides non remboursables et destinés à l'Etat, aux établissements publics et aux collectivités locales sont exonérés des droits et taxes dus à l'importation. Cet Alinéa ne s'applique pas aux véhicules de tourisme reçus à titre de don par les établissements publics et les collectivités locales.
6. Les intérêts et autres revenus perçus par la Banque sont exonérés de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour autant qu'il s'agisse de prêts (ou d'autres financements) octroyés pour une durée supérieure ou égale à dix ans et accordés dans le cadre de financement de projets approuvés par le Gouvernement du Royaume du Maroc conformément aux procédures d'approbation de projets de la Banque.

Pour les autres opérations, les intérêts et autres revenus payés à la BERD s'entendent nets de la TVA. La TVA correspondant à ces intérêts et autres revenus est prélevée et acquittée par les emprunteurs et autres bénéficiaires de ces financements. A cet égard, la BERD est dispensée de toute obligation de prélèvement, collecte et paiement de cette TVA à condition que cette obligation soit mise à la charge de l'emprunteur ou du bénéficiaire du financement aux termes du contrat de prêt ou de financement octroyé par la Banque.

Article 13. Activités financières

La Banque, conformément aux dispositions de l'Accord portant création de la Banque et sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires du Maroc, pour autant que ces dispositions législatives et réglementaires soient compatibles avec les dispositions de l'Accord portant création de la Banque et avec les autres dispositions du présent Accord, peut librement :

- a) acheter, détenir et disposer de tous fonds, monnaies, instruments financiers et titres et détenir des comptes auprès des banques résidentes au Maroc dans des monnaies étrangères ou en «Dirhams convertibles» ou des comptes «spéciaux» (au sens que donne à ce terme la législation interne du Maroc) pour les besoins de ses activités officielles au Maroc, et effectuer des opérations financières et conclure des contrats financiers ;
- b) transférer ses fonds, monnaies étrangères, instruments financiers et titres, à destination ou en provenance du Maroc, en provenance ou à destination de tout autre pays ou au sein du Maroc et convertir les monnaies étrangères ou les «Dirhams convertibles» qu'elle détient dans toutes autres monnaies ;

sans préjudice des dispositions de l'Article 13(b), en cas de transfert par la Banque d'une hypothèque qu'elle détient, la Banque notifiera aux autorités marocaines compétentes l'identité de l'entité recevant l'hypothèque et informera dûment cette entité qu'elle ne bénéficiera pas des priviléges, immunités et exemptions dont jouit la BERD à l'égard de l'hypothèque ainsi transférée, et/ou

- c) emprunter des fonds et émettre des obligations et d'autres titres, notamment en Dirhams, à condition que :
 - (i) avant de mettre ses obligations en vente sur le territoire du Maroc, la Banque ait obtenu l'assentiment des autorités compétentes du Maroc notifiées par l'entité désignée en vertu de l'Article 34.2 de l'Accord portant création de la Banque ; et
 - (ii) lorsque ses obligations doivent être libellées en Dirhams, la Banque ait obtenu l'assentiment du Maroc ;
- d) prêter des capitaux dans toutes monnaies, notamment en Dirhams :
 - (i) si les prêts sont libellés dans une monnaie étrangère ou en Dirhams obtenus par la Banque par l'échange de monnaies étrangères, les opérations de prêt seront réalisées à travers des comptes en «Dirhams convertibles» ou en monnaie étrangère détenus par la BERD auprès de banques résidentes au

Maroc, et tout paiement reçu par la Banque du principal, intérêts ou autres charges à l'égard des prêts consentis par la Banque depuis ces comptes en «Dirhams convertibles» ou en monnaies étrangères, y compris les prêts libellés en Dirhams, peut être reçu, détenu, utilisé et transféré par la Banque sans aucune restriction ;

(ii) si les prêts sont libellés en Dirhams obtenus par la Banque par l'emprunt de Dirhams au Maroc, ces opérations de prêt seront effectuées à travers un compte «spécial» détenu par la BERD auprès de banques résidentes au Maroc et tout paiement reçu par la Banque au titre des intérêts ou d'autres charges à l'égard des prêts consentis par la Banque depuis ces comptes «spéciaux», peut être reçu, détenu, utilisé et transféré par la Banque sans aucune restriction.

Article 14. Liberté de réunion et de discussion

1. La Banque a le droit de convoquer des réunions et tous comités, commissions ou sous-groupes de l'une quelconque de ces réunions (y compris des conférences internationales et autres rencontres, organisées et/ou convoquées par la Banque) dans les Locaux du Bureau et dans d'autres lieux, à la seule discrétion de la Banque, sur le territoire du Maroc.
2. Lors de réunions convoquées par la Banque, le Maroc ou l'organisme responsable compétent assure qu'aucun obstacle n'entrave la liberté totale de discussion et de prise de décision et que les participants aux réunions qui ne font pas partie du Personnel se voient accorder des priviléges et immunités équivalents à ceux accordés au Personnel en vertu des Articles pertinents de l'Accord portant création de la Banque et de cet Accord.

Article 15. Transport et Communications

1. Toutes les communications à destination ou en provenance du Bureau, par quelque moyen que ce soit ou sous quelque forme qu'elles soient transmises, ne peuvent faire l'objet de censure et de toute autre forme d'interception ou d'interférence.
2. La Banque a le droit au Maroc d'employer, tout en respectant la législation et réglementation en vigueur, dans la mesure où cette législation et réglementation est compatible avec l'Accord portant création de la Banque, des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance et autres communications par courrier ou dans des valises scellées qui jouissent d'immunités, priviléges et exemptions non moins favorables que ceux accordés aux courriers et valises diplomatiques.

3. La Banque et son Personnel ont accès, dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux représentations diplomatiques au Maroc, aux organisations internationales et aux membres du corps diplomatique conformément à la législation et réglementation marocaine en vigueur, aux réseaux et équipements de communication appropriés du Maroc et peuvent aussi utiliser leur propre équipement de communication, y compris le satellite, les équipements de communication mobile et/ou autres équipements de communication.
4. La Banque peut, conformément au dispositif législatif et réglementaire au Maroc concernant la radiocommunication et la réglementation de l'UIT, dans la mesure où ce dispositif législatif et réglementaire et cette réglementation sont compatibles avec l'Accord portant création de la Banque, mettre en place et exploiter au Maroc des installations de télécommunication point à point et d'autres installations de communication et de transmission nécessaires pour faciliter les communications avec le Bureau à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Maroc.

Article 16. Exercice sans restrictions des opérations de la Banque

1. Conformément à la réglementation marocaine en vigueur dans la mesure où cette réglementation n'est pas incompatible avec les dispositions de l'Accord portant création de la Banque, la Banque peut mener librement toutes ses activités officielles sur l'ensemble du territoire du Maroc sans restriction et sans avoir besoin de demander d'autres permis et/ou autorisations aux autorités du Maroc, notamment, sans que cette liste soit limitative, aux autorités en charge de la protection de la concurrence, à la banque centrale et/ou à d'autres instances de réglementation ou entités chargées de surveiller un secteur particulier, des types d'opérations et/ou d'acquisitions.
2. Tout contrat pour la fourniture de biens, la réalisation d'un travail et/ou la prestation de services dans les secteurs privé et/ou public, y compris, sans toutefois s'y limiter, au niveau régional et municipal, qui est financé par la Banque, que ce soit à partir de ses propres ressources ou en utilisant des Subsides, en totalité ou en partie, fait l'objet d'une passation de marchés en stricte conformité avec la Politique et les règles de passation de marchés de la Banque, tels que modifiées en tant que de besoin, sauf si les Parties en conviennent autrement par écrit. En outre, la fourniture par la Banque de services et/ou de prêts à des entités des secteurs privé et/ou public, y compris, sans toutefois s'y limiter, au niveau régional et municipal, n'est pas soumis à appel d'offres.

Article 17. Notifications

Toutes communications dans le cadre du présent Accord sont effectuées aux coordonnées suivantes, sauf notification contraire par écrit de la Partie concernée :

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération : à l'attention du Ministre.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement : à l'attention du Secrétaire Général.

Article 18. Dispositions finales, entrée en vigueur et extinction

1. Le présent Accord s'applique à titre provisoire à compter de la date de sa signature par les deux Parties et entre en vigueur définitivement à la date de réception par la Banque de la notification écrite du Gouvernement du Royaume du Maroc confirmant que les procédures internes requises pour son entrée en vigueur ont été accomplies.
2. Le Maroc prend toutes les mesures nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des dispositions du présent Accord.
3. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord, par écrit, entre les Parties, au moyen de l'instrument approprié. Cette modification entre en vigueur à la date de réception par la Banque de la notification écrite du Maroc confirmant que toutes les procédures internes nécessaires pour son entrée en vigueur ont été accomplies.
4. Le Maroc et la Banque désignent chacun un ministère approprié et un Bureau de la Banque, respectivement, au Maroc pour coordonner les activités relatives à l'initiation, à la préparation et à la mise en œuvre des programmes et des projets de la Banque dans le secteur public.
5. Le présent Accord prend fin selon les modalités suivantes :
 - a) dans le cas où le Maroc n'est plus un pays membre de la Banque ;
 - b) d'un commun accord entre les Parties ; ou
 - c) par notification écrite de l'une des Parties à l'autre Partie, la période de préavis ne pouvant être inférieure à six (6) mois à compter de la réception de la notification.

S'il est mis fin au présent Accord, celui-ci cesse d'être en vigueur à l'issue de la période raisonnable requise pour le règlement des affaires de la Banque au Maroc.

6. L'extinction du présent Accord ne porte pas atteinte à la mise en œuvre par les Parties des projets, programmes et activités de la Banque au Maroc qui sont en cours au moment de l'extinction, à moins que les Parties n'en conviennent autrement par écrit. L'extinction n'affecte pas non plus les statuts, droits, immunités, priviléges et exemptions accordés à la Banque et/ou à son Personnel aux termes de l'Accord portant création de la Banque.
7. Les obligations du Maroc restent en vigueur après l'extinction de cet Accord le temps nécessaire pour permettre un retrait en bon ordre du territoire du Maroc du Personnel de la Banque, des Biens et Avoirs de la Banque et des biens et avoirs de son Personnel, en vertu du présent Accord.

Article 19. Règlement des différends

1. Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tous différends ou divergences nés du, ou en relation avec, le présent Accord. A cette fin, à l'initiative de l'une des Parties, l'autre Partie rencontre rapidement la partie initiatrice pour discuter du différend ou de la divergence et, si la Partie initiatrice le demande par écrit, répond par écrit à toute soumission écrite faite par la partie initiatrice concernant le différend ou la divergence.
2. Si le différend ou la divergence, ou toute autre réclamation s'y rapportant, ne peut être réglé à l'amiable dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle une demande de rencontre a été formulée comme indiqué ci-dessus, ou toute période plus longue convenue entre les Parties, le différend ou la divergence, à moins qu'il ne relève de questions fiscales, est réglé par arbitrage par un tribunal de trois (3) arbitres, comprenant un arbitre nommé par la Banque, un arbitre désigné par le Maroc et un troisième arbitre qui, à moins que les parties n'en conviennent autrement, est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice ou toute autre autorité désignée par un règlement adopté par le Conseil des gouverneurs de la BERD concernant le règlement des différends conformément à l'Article 58 de l'Accord portant création de la Banque. Le tribunal arbitral n'est pas autorisé à prendre de quelconques mesures provisoires de protection ou à prévoir une réparation préalable à la sentence vis-à-vis de l'une ou l'autre des Parties et ne peut adresser à aucune autorité judiciaire une requête pour de telles mesures ou réparations. Les décisions du tribunal des trois arbitres sont sans appel et lient les parties, elles sont prises à la majorité des arbitres. Le troisième arbitre a plein pouvoir pour régler toutes les questions de procédure sur lesquelles les parties seraient en désaccord.

Tout différend, toute divergence ou toute réclamation nés du présent Accord ou en relation avec celui-ci et concernant des questions fiscales sera réglé exclusivement à l'amiable entre les Parties par voie de consultations et de négociations entre les Parties, selon les cas.

Article 20. Interprétation

1. Le présent Accord est interprété en tenant compte de son objectif essentiel, qui est de permettre à la Banque de s'acquitter pleinement et efficacement de ses responsabilités au Maroc, de satisfaire son objet et de remplir ses fonctions.
2. Le présent Accord est destiné à confirmer et à compléter certaines dispositions de l'Accord portant création de la Banque, sans toutefois s'en départir, y renoncer, les modifier ou y déroger, notamment en ce qui concerne le chapitre VIII dudit Accord.

Fait à Rabat, le 24 septembre 2014 en deux (2) exemplaires originaux, en langues arabe, anglaise et française, les trois textes faisant également foi.

POUR
LE ROYAUME DU MAROC

M.Mohamed BOUSSAID
Ministre de l'Economie et des
Finances

POUR
LA BANQUE EUROPÉENNE POUR
LA RECONSTRUCTION ET LE
DÉVELOPPEMENT

Mme, Hildegard GACEK
Directrice Générale, Partie Méridionale
et Orientale du bassin Méditerranéen
(SEMED)

Dahir n° 1-16-170 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention faite à Rabat le 5 avril 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovénie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Rabat le 5 avril 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovénie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n°27-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-16-143 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 5 avril 2016 entre le Royaume du Maroc et la République de Slovénie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET LA REPUBLIQUE DE LA SLOVENIE TENDANT A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET A PREVENIR L'EVASION FISCALE EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU

Le Royaume du Maroc et la République de la Slovénie, désireux de promouvoir et de renforcer leurs relations économiques par la conclusion d'une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) en ce qui concerne le Maroc :

- (i) l'impôt sur le revenu ; et
- (ii) l'impôt sur les sociétés ;
- (ci-après dénommés « impôt marocain ») ; et
- b) en ce qui concerne la Slovénie :
- (i) l'impôt sur le revenu des personnes morales ;
- (ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- (ci-après dénommés « impôt slovène »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, le Maroc ou la Slovénie, suivant le contexte ;

b) le terme «Maroc» désigne le Royaume du Maroc et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, le terme « Maroc » comprend :

- (i) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale ; et
- (ii) les zones maritimes au delà de la mer territoriale, comportant le lit de la mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquelles le Maroc exerce des droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;

c) le terme « Slovénie » désigne la République de la Slovénie et, lorsqu'il est utilisé dans un sens géographique, désigne le territoire de la Slovénie ainsi que les zones maritimes sur lesquelles la Slovénie peut exercer des droits souverains et juridictionnels en conformité avec sa législation interne et le droit international ;

d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;

f) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

g) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;

h) l'expression « autorité compétente » désigne :

(i) dans le cas du Maroc, le ministre des finances ou son représentant autorisé ;

(ii) dans le cas de la Slovénie, le ministère des finances de la République Slovène ou son représentant autorisé ;

i) le terme « national » désigne :

(i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;

(ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu de constitution, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent : si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) :

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

4. L'expression « résident d'un Etat contractant » comprend, lorsque cet Etat s'avère être le Maroc, toute société de personnes ou groupement de personnes qui a son siège de direction au Maroc.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

a) un siège de direction ;

b) une succursale ;

c) un bureau ;

- d) une usine ;
- e) un atelier ;
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'exploration et d'extraction de ressources naturelles ;
- g) un point de vente ; et
- h) un entrepôt mis à la disposition d'une personne pour stocker les marchandises d'autrui.

3. L'expression « établissement stable » englobe également :

(a) un chantier de construction, de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant mais seulement lorsque le chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six (6) mois ;

(b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) sur le territoire de l'Etat contractant pendant une ou des périodes représentant un total de plus de trois (3) mois dans les limites d'une période quelconque de douze mois ;

(c) une entreprise qui fournit dans un Etat contractant des services, des installations, des équipements et engins de location, utilisés dans la prospection, l'extraction ou l'exploitation d'huiles minérales dans cet Etat pour une période ou des périodes totalisant plus de trente (30) jours dans une période quelconque de douze mois commençant ou se terminant dans l'année fiscale en question.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 - agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise d'un autre Etat contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier Etat contractant pour toutes activités que cette personne exerce pour l'entreprise si ladite personne dispose dans cet Etat de pouvoirs, qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens dudit paragraphe.

6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, si elle collecte des primes sur le territoire de cet autre Etat, ou assure des risques qui y sont encourus par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.

7. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité dans cet autre Etat par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise et que des conditions sont convenues ou imposées entre cette entreprise et l'agent dans leurs relations commerciales et financières qui diffèrent de celles qui auraient pu être établies entre deux entreprises indépendantes, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens de ce paragraphe.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque la propriété d'actions, parts sociales ou autres droits dans une société ou une autre personne morale résident d'un Etat contractant donne au propriétaire de ces actions, parts ou autres droits la jouissance de biens immobiliers détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance, sont imposables dans l'Etat contractant où les biens immobiliers sont situés.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable. Toutefois, les bénéfices, provenant de ventes de marchandises ou d'activités d'affaires de même nature ou de nature analogue que celles vendues ou exercées par cet établissement stable, peuvent être imputables à cet établissement stable, s'il est établi que de telles ventes ou activités d'affaires ont été organisées dans l'intention d'échapper à l'imposition dans l'Etat où l'établissement stable est situé.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices de l'établissement stable, des mêmes sommes portées par l'établissement stable au débit du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation, mais uniquement à la fraction des bénéfices ainsi réalisés qui revient à chaque participant au prorata de sa part dans l'entreprise commune.

4. Au sens du présent article, les bénéfices de l'entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation de navires ou aéronefs en trafic international, comprennent les bénéfices provenant de l'usage ou de la location de conteneurs, si de tels bénéfices sont accessoires par rapport aux bénéfices auxquels les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent.

Article 9

Entreprises associées

1, Lorsque :

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pas l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas en cas de fraude, de faute lourde ou d'omission volontaire.

Article 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) sept (7) pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui paie les dividendes ;

b) dix (10) pour cent du montant brut des dividendes.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales et d'autres revenus, soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

6. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant possède un établissement stable dans l'autre Etat contractant, les bénéfices imposables en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, sont soumis à une retenue à la source dans cet autre Etat, et selon sa législation fiscale, lorsque ces bénéfices sont mis à la disposition du siège, mais ladite retenue ne peut excéder sept (7) pour cent du montant desdits bénéfices après en avoir déduit l'impôt sur les sociétés y appliqué dans cet autre Etat.

Article 11

Intérêts

1 Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés au gouvernement ou à la Banque Centrale de l'autre Etat contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat contractant.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question, ou aux activités d'affaires visées à la troisième phrase du paragraphe 1 de l'article 7. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films et enregistrements utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées ou les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, les bandes magnétiques, les disquettes ou disques laser (logiciels), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique (savoir-faire), ainsi que pour l'assistance technique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question, ou aux activités d'affaires visées à la troisième phrase du paragraphe 1 de l'article 7. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation d'actions en capital d'une société, dont les biens consistent à titre principal, directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un Etat contractant, sont imposables dans cet Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat ; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :

a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou

b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale, égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les revenus provenant de l'exercice d'activités mentionnées au paragraphe 1 dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvé et financé en totalité ou en partie par les gouvernements des deux Etats contractants et qui ne sont pas exercées dans un but lucratif, sont exonérés d'impôts dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

Article 18

Pensions, rentes viagères et prestations de sécurité sociale

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les pensions, rentes viagères et autres versements périodiques ou occasionnels effectués par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales pour couvrir les accidents de leurs personnels ne sont imposables que dans cet Etat.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées au titre d'une caisse de retraite publique qui fait partie de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19

Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :

(i) possède la nationalité de cet Etat ; ou

(ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'affaires exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 20

Etudiants et stagiaires

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'applique pas le paragraphe 1, un étudiant ou un stagiaire au sens du paragraphe 1 aura en outre, pendant la durée de ces études ou de cette formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts que les résidents de l'Etat dans lequel il séjourne.

Article 21

Professeurs, enseignants et chercheurs

1. Toute personne physique qui se rend dans un Etat contractant à l'invitation de cet Etat, d'une université, d'un établissement d'enseignement ou de toute autre institution culturelle sans but lucratif, ou dans le cadre d'un programme d'échanges culturels, pour une période n'excédant pas deux ans à seule fin d'enseigner, de donner des conférences ou de mener des travaux de recherche dans cette institution et qui est ou qui était un résident de l'autre Etat contractant juste avant ce séjour, est exemptée de l'impôt dans ledit premier Etat contractant sur la rémunération qu'elle reçoit pour cette activité, à condition que cette rémunération provienne de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public, mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 22

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat.

Article 23

Elimination des doubles impositions

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat.

Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans cet autre Etat.

2. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 1, l'expression « impôt payé dans l'autre Etat contractant » sera considérée comme comprenant les sommes qui auraient été exigibles dans cet autre Etat contractant mais qui ont été exonérées ou réduites conformément à la législation relative aux incitations visant à promouvoir le développement économique dans cet Etat en vigueur à la date de la signature de la présente Convention. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront que pour une période de cinq ans commençant le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit immédiatement celles de l'entrée en vigueur de la Convention.

3. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.

Article 24

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme empêchant l'un ou l'autre Etat contractant de :

- a) percevoir la retenue à la source visée au paragraphe 6 de l'article 10 ; et
- b) d'appliquer les dispositions de sa législation interne relatives à la sous-capitalisation et aux prix de transfert.

7. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26*Echange de renseignements*

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celle de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat Contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 27*Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires*

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28*Entrée en vigueur*

1. Les Etats contractants se notifient mutuellement par écrit et par la voie diplomatique que les procédures requises par leur législation respective pour l'entrée en vigueur de la présente Convention ont été accomplies. La Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière notification. ;

2. Les dispositions de la présente Convention prendront effet :

a) au regard des impôts retenus à la source, pour les revenus perçus à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention ;

b) au regard des autres impôts sur le revenu, pour les impôts dus au titre de tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 29*Désignation*

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimal de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure à la cinquième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

a) au regard des impôts retenus à la source, pour les revenus perçus à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation ;

b) au regard des autres impôts, pour les impôts dus au titre de tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT en deux exemplaires à Rabat, le 5 avril 2016, en langues arabe, slovène, française et anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaudra.

*Pour le Royaume du Maroc
SALAHEDDINE MEZOUAR*

Ministre des affaires étrangères et de la coopération.

*Pour la République de la Slovénie
KARL ERJAVEC
Ministre des affaires étrangères.*

Dahir n° 1-18-57 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord relatif au transport routier international de passagers et de marchandises, fait à Rabat le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Slovénie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord relatif au transport routier international de passagers et de marchandises, fait à Rabat le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Slovénie ;

Vu la loi n°40-16 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-18-49 du 21 ramadan 1439 (6 juin 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord relatif au transport routier international de passagers et de marchandises, fait à Rabat le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Slovénie.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Dahir n° 1-17-73 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord international de 2015**sur l'huile d'olive et les olives de table, fait à Genève le 9 octobre 2015**

LOUANGE A DIEU SEUL !*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table, fait à Genève le 9 octobre 2015 ;

Vu la loi n° 79-16 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-17-59 du 8 hija 1438

(30 août 2017) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc de l'Accord précité, faite à New York le 25 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table, fait à Genève le 9 octobre 2015.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

ACCORD INTERNATIONAL DE 2015 SUR L'HUILE D'OLIVE ET LES OLIVES DE TABLE

Chapitre I Objectifs généraux

Article premier Objectifs de l'Accord

1. En matière de normalisation et de recherche

- œuvrer pour l'uniformisation des législations nationales et internationales relatives aux caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques des huiles d'olive, des huiles de grignons d'olive et des olives de table afin d'éviter tout entrave aux échanges;
- Mener des activités en matière d'analyse physico-chimique et organoleptique pour améliorer la connaissance des caractéristiques de composition et de qualité des produits oléicoles, en vue du regroupement des normes internationales qui permettent :
 - Le contrôle de la qualité des produits;
 - Les échanges commerciaux internationaux et leur développement;
 - La protection des droits du consommateur;
 - La prévention des pratiques frauduleuses et trompeuses et l'adulteration;
- Renforcer le rôle du Conseil oléicole international en tant que forum d'excellence pour la communauté internationale scientifique en matière oléicole;
- Coordonner des études et des recherches sur les valeurs nutritionnelles et autres propriétés intrinsèques de l'huile d'olive et des olives de table;
- Faciliter l'échange d'informations sur les échanges commerciaux internationaux.

2. En matière d'oléiculture, d'oléotechnie et de coopération technique

- Promouvoir la coopération technique et la recherche-développement oléicoles en encourageant la collaboration d'organismes et/ou entités, publics ou privés, nationaux ou internationaux;
- Mener des activités visant à identifier, conserver et utiliser les sources génétiques de l'olivier;
- Étudier l'interaction entre l'oléiculture et l'environnement, en particulier dans l'optique de promouvoir la conservation environnementale et la production durable, et assurer le développement intégré et durable du secteur;

- Encourager le transfert de technologies au moyen d'activités de formation dans les domaines liés au secteur oléicole en organisant des activités internationales, régionales et nationales;
- Promouvoir la protection des indications géographiques des produits oléicoles conformément aux règlements internationaux correspondants auxquels un membre peut être partie;
- Encourager l'échange d'informations et de données d'expérience dans le domaine phytosanitaire concernant l'oléiculture.

3. En matière de promotion des produits oléicoles, de diffusion d'information, et d'économie oléicole

- Renforcer le rôle du Conseil oléicole international en tant que centre mondial de documentation et de diffusion d'information sur l'olivier et ses produits et forum de rencontre entre l'ensemble des opérateurs du secteur;
- Promouvoir la consommation des produits oléicoles, l'expansion du commerce international de l'huile d'olive et des olives de table et l'information relative aux normes commerciales du Conseil oléicole international;
- Soutenir les activités aux niveaux international et régional qui favorisent la diffusion d'informations scientifiques génériques sur les propriétés nutritionnelles, de santé et autres de l'huile d'olive et des olives de table en vue d'une meilleure information des consommateurs;
- Examiner les bilans mondiaux de l'huile d'olive, des huiles de grignons d'olive et des olives de table, entreprendre des études et proposer des mesures appropriées;
- Diffuser des données et analyses économiques sur l'huile d'olive et les olives de table et mettre à la disposition des membres des indicateurs permettant d'assurer le fonctionnement normal des marchés des produits oléicoles;
- Diffuser et utiliser les résultats des programmes de recherche-développement consacrés à l'oléiculture et étudier leur applicabilité pour améliorer l'efficacité de la production.

Chapitre II Définitions

Article 2 Définitions aux fins du présent Accord

1. L'expression « Conseil oléicole international » désigne l'organisation internationale visée au paragraphe 1 de l'article 3, établie dans le but d'appliquer les dispositions du présent Accord.
2. L'expression « Conseil des Membres » désigne l'organe décisionnel du Conseil oléicole international.
3. L'expression « Partie contractante » désigne un État, un observateur permanent à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Union européenne ou une organisation intergouvernementale, au sens du paragraphe 3 de l'article 4, qui a accepté d'être lié par le présent Accord.
4. Le terme « membre » désigne une Partie contractante telle que définie ci-dessus.
5. L'expression « huiles d'olive » désigne les huiles provenant uniquement du fruit de l'olivier (*Olea europaea L.*), à l'exclusion des huiles obtenues par solvant ou par des procédés de réestérification et de tout mélange avec des huiles d'autre nature. Elle fait l'objet des dénominations suivantes : huile d'olive vierge extra, huile d'olive vierge, huile d'olive vierge courante, huile d'olive vierge lampante, huile d'olive raffinée et huile d'olive constituée par un coupage d'huile d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges.
6. L'expression « huiles de grignons d'olive » désigne l'huile obtenue par traitement aux solvants ou d'autres procédés physiques, à l'exclusion des huiles obtenues par des procédés de réestérification et de tout mélange avec des huiles d'autre nature. Elle fait l'objet des dénominations suivantes : huile de grignons d'olive brute, huile de grignons d'olive raffinée et huile de grignons d'olive constituée par un coupage d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges.
7. L'expression « olives de table » désigne le produit préparé à partir des fruits sains de variétés de l'olivier cultivé choisies pour leur production de fruits particulièrement aptes à la confiserie, soumis à des traitements ou opérations appropriés et offerts au commerce et à la consommation finale.

8. L'expression « produits oléicoles » désigne tous les produits oléicoles comestibles, notamment les huiles d'olive, les huiles de grignons d'olive et les olives de table.

9. L'expression « sous-produits oléicoles » désigne notamment les produits dérivés de la taille de l'olivier et de l'industrie des produits oléicoles ainsi que ceux résultant d'autres usages des produits du secteur.

10. L'expression « campagne oléicole » désigne la période allant du 1^{er} septembre de l'année n au 31 août de l'année $n+1$ pour les olives de table et la période allant du 1^{er} octobre de l'année n au 30 septembre de l'année $n+1$ pour l'huile d'olive. Pour l'hémisphère Sud, cette période correspond à l'année civile n pour les olives de table et l'huile d'olive.

11. L'expression « normes commerciales » désigne les normes adoptées par le Conseil oléicole international par l'intermédiaire de son Conseil des Membres, applicables aux huiles d'olive, aux huiles de grignons d'olive et aux olives de table.

Chapitre III Dispositions institutionnelles

Section 1 Institution, organes, fonctions, priviléges et immunités

Article 3 Structure et siège du Conseil oléicole International

1. Le Conseil oléicole international exerce ses fonctions par l'intermédiaire des organes suivants :

- a) Le Conseil des Membres;
- b) Le Président et le Vice-Président;
- c) Le Comité des affaires financières et administratives et tous autres comité et sous-comité; et
- d) Le secrétariat exécutif.

2. Le Conseil oléicole international a son siège à Madrid (Espagne), pour la durée du présent Accord, à moins que le Conseil des Membres n'en décide autrement.

Article 4
Membres au Conseil oléicole international

1. Chaque Partie contractante qui adhère est un membre du Conseil oléicole international en ce qu'elle a accepté d'être liée par le présent Accord.
2. Chaque membre contribue aux objectifs visés à l'article premier du présent Accord.
3. Dans le présent Accord, le terme « gouvernement » est réputé valoir aussi pour les représentants de tout État, pour un observateur permanent à l'Assemblée générale des Nations Unies, pour l'Union européenne et pour toute organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables dans la négociation, la signature, la conclusion, la ratification et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

Article 5
Privilèges et immunités

1. Le Conseil oléicole international a la personnalité juridique. Il a en particulier la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice. Il n'est pas habilité à emprunter des fonds.
2. Le statut, les priviléges et les immunités du Conseil oléicole international, de son Directeur exécutif, de ses hauts fonctionnaires et de son personnel, ainsi que des experts et des représentants des membres qui se trouvent sur le territoire du gouvernement hôte pour exercer leurs fonctions, sont régis par l'Accord de siège conclu entre le gouvernement hôte et le Conseil oléicole international.
3. Dans la mesure où sa législation le permet, le gouvernement de l'État où le Conseil oléicole international a son siège exonère d'impôts les traitements que le Conseil oléicole international verse à son personnel ainsi que les avoirs, revenus et autres biens de celui-ci.
4. Le Conseil oléicole international peut conclure avec un ou plusieurs membres les accords se rapportant aux priviléges et immunités nécessaires à la bonne application du présent Accord.

**Article 6
Composition du Conseil oléicole international**

1. Le Conseil oléicole international se compose de tous ses membres.
2. Chaque membre désigne son représentant au Conseil oléicole international.

**Article 7
Pouvoirs et fonctions des organes**

1. Conseil des Membres

a) Le Conseil des Membres est composé d'un représentant par membre. Chaque membre peut en outre adjoindre à son représentant un ou plusieurs suppléants et un ou plusieurs conseillers.

Le Conseil des Membres est l'autorité suprême et l'organe décisionnel du Conseil oléicole international. Il exerce tous les pouvoirs et s'acquitte de toutes les fonctions qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs du présent Accord.

b) Le Conseil des Membres est chargé d'appliquer les dispositions du présent Accord. À cette fin, il prend des décisions et adopte des recommandations, à moins que les pouvoirs ou les fonctions en la matière ne soient explicitement accordés au Directeur exécutif.

Toute décision ou recommandation qui a été adoptée conformément à l'Accord international antérieur au présent Accord et qui est encore en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord continue à s'appliquer, à moins qu'elle ne soit contraire au présent Accord ou abrogée par le Conseil des Membres.

c) Aux fins de l'application du présent Accord, le Conseil des Membres adopte conformément aux dispositions dudit Accord :

- i) Un Règlement intérieur;
- ii) Un règlement financier;
- iii) Un Statut du personnel, en tenant compte des dispositions applicables aux fonctionnaires d'organisations intergouvernementales similaires;
- iv) Un organigramme et une description des postes;
- v) Toute autre procédure nécessaire au fonctionnement du Conseil oléicole international.

d) Le Conseil des Membres adopte et publie un rapport annuel sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord, ainsi que tous les rapports, études et autres documents qu'il juge utiles et nécessaires.

2. Président et vice-président

a) Le Conseil des Membres nomme pour une année un président et un vice-président parmi les délégations des membres. Dans le cas où le président ou le vice-président est chef de délégation lorsqu'il préside les réunions, son droit de participer aux décisions du Conseil des Membres est exercé par un autre membre de sa délégation.

b) Sans préjudice des pouvoirs ou fonctions dévolus au Directeur exécutif par le présent Accord ou conformément à celui-ci, le président préside les sessions du Conseil des Membres, conduit les discussions en vue de faciliter le processus décisionnel et exerce toutes les autres responsabilités et fonctions correspondantes définies dans le présent Accord et/ou précisées dans le Règlement intérieur.

c) Dans l'exercice de ses fonctions, le président est responsable devant le Conseil des Membres.

d) Le vice-président remplace le président en son absence et, dans ce cas, a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que celui-ci.

e) Le président et le vice-président ne sont pas rémunérés. En cas d'absence temporaire simultanée du président et du vice-président ou en cas d'absence permanente de l'un d'entre eux ou des deux, le Conseil des Membres nomme, parmi les délégations des membres, de nouveaux titulaires, temporaires ou permanents selon qu'il convient.

3. Comité des affaires financières et administratives, comités et sous-comités

Pour faciliter les travaux du Conseil des Membres, le Conseil a le pouvoir de constituer, en plus du Comité des affaires financières et administratives visé à l'article 13 du présent Accord, les comités et sous-comités qu'il juge utiles pour l'assister dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par ledit Accord.

4. Secrétariat exécutif

a) Le Conseil oléicole international est doté d'un secrétariat exécutif composé d'un Directeur exécutif, de hauts fonctionnaires et du personnel nécessaire à la réalisation des tâches découlant du présent Accord. Les fonctions du Directeur

exécutif et des hauts fonctionnaires sont régies par le Règlement intérieur qui établit, en particulier, les tâches qui leur sont assignées.

b) La considération dominante dans le recrutement du personnel du secrétariat exécutif est la nécessité d'assurer à celui-ci les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Le personnel du secrétariat exécutif, en particulier le Directeur exécutif, les hauts fonctionnaires et les fonctionnaires intermédiaires, sont recrutés sur la base du principe de l'alternance proportionnée entre les membres et de l'équilibre géographique.

c) Le Conseil des Membres nomme le Directeur exécutif et les hauts fonctionnaires pour un mandat d'une durée de quatre ans. Il peut décider, conformément aux dispositions du paragraphe 4 b) de l'article 10, de renouveler ou de prolonger tout engagement pour un mandat unique d'une durée maximale de quatre ans.

Le Conseil des Membres fixe leurs conditions d'engagement en tenant compte des conditions d'engagement applicables aux fonctionnaires homologues d'organisations internationales similaires.

d) Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément aux dispositions énoncées dans le présent Accord et dans le Statut du personnel. Il s'assure que toutes les nominations respectent les principes visés au paragraphe 4 b) du présent article et fait rapport à ce sujet au Comité administratif et financier.

e) Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire du Conseil oléicole international; il est responsable devant le Conseil des Membres de l'exercice des fonctions qui lui reviennent dans l'administration et le fonctionnement de l'Accord. Il exerce ses fonctions et prend les décisions de gestion collégialement avec les hauts fonctionnaires conformément aux dispositions du Règlement intérieur.

f) Le Directeur exécutif, les hauts fonctionnaires et les autres membres du personnel ne doivent exercer aucune activité lucrative dans l'une quelconque des diverses branches du secteur oléicole.

g) Dans l'exercice des fonctions qui leur sont conférées par le présent Accord, le Directeur exécutif, les hauts fonctionnaires et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure au Conseil oléicole international. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables seulement envers le Conseil des Membres. Les membres doivent respecter le caractère exclusivement

international des fonctions du Directeur exécutif, des hauts fonctionnaires et du personnel et éviter de les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.

Section 2 **Fonctionnement du Conseil des membres**

Article 8 **Sessions du Conseil des Membres**

1. Le Conseil des Membres se réunit au siège du Conseil oléicole international à moins qu'il n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil des Membres décide de se réunir ailleurs qu'au siège, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le budget du Conseil oléicole international au-delà de ceux qu'entraînerait une session au siège.
2. Le Conseil des Membres se réunit en session ordinaire deux fois par an.
3. Le Conseil des Membres se réunit en session extraordinaire à tout moment à la demande de :
 - a) Son président;
 - b) Trois membres au moins.
4. Les sessions sont annoncées au moins soixante jours avant la date de la première séance en cas de session ordinaire et si possible trente jours mais pas moins de vingt et un jours avant la date de la première séance en cas de session extraordinaire. Les dépenses des délégations au Conseil des Membres sont à la charge des membres concernés.
5. Tout membre peut, par notification écrite adressée au secrétariat exécutif avant ou pendant une session ordinaire ou extraordinaire, autoriser un autre membre à représenter ses intérêts et à exercer son droit de participer aux décisions pendant la session en question du Conseil des Membres. Un membre ne peut représenter plus d'un autre membre à une session du Conseil des Membres.
6. Toute partie tierce ou entité qui a l'intention d'adhérer au présent Accord et/ou qui a un intérêt direct pour les activités du Conseil oléicole international peut, de sa propre initiative ou sur l'invitation du Conseil des Membres et avec l'accord préalable de ce dernier, assister en qualité d'observateur à tout ou partie d'une ou de sessions données du Conseil des Membres.

7. Les observateurs n'ont pas la qualité de membres et n'ont ni pouvoir décisionnel ni droit de vote.

Article 9
Quorum des sessions

1. Le quorum exigé pour une session ordinaire ou extraordinaire du Conseil des Membres est vérifié une fois le jour de l'ouverture de la session. Il est constitué par la présence ou la représentation conformément au paragraphe 5 de l'article 8 des trois quarts au moins de l'ensemble des membres.
2. Si le quorum visé au paragraphe ci-dessus n'est pas atteint à la séance d'ouverture de la session, le Président reporte la session de vingt-quatre heures. Le quorum exigé pour ouvrir la session à la nouvelle heure indiquée par le Président est constitué par la présence ou la représentation des deux tiers au moins de l'ensemble des membres.
3. Le nombre effectif de membres nécessaire pour que le quorum soit atteint est le nombre entier sans décimales résultant de l'application des proportions mentionnées ci-dessus par rapport au nombre total de membres.

Article 10
Décisions du Conseil des Membres

1. Les décisions du Conseil des Membres sont prises par consensus. Toutes les décisions prises en vertu du présent article le sont par les membres présents ou représentés autorisés à voter conformément au paragraphe 6 de l'article 16. Les membres s'engagent à faire tous les efforts pour résoudre par consensus toute question en suspens.
2. Pour qu'une décision du Conseil des Membres soit adoptée, la présence ou la représentation de la majorité au moins de l'ensemble des membres autorisés à voter conformément au paragraphe 6 de l'article 16 est requise.
3. Le consensus s'applique à toutes les décisions prises concernant :
 - L'exclusion des membres, conformément à l'article 34;
 - Les paragraphes 6 et 10 de l'article 16;
 - Les amendements au présent Accord ou la fin dudit Accord, conformément à l'article 32 et à l'article 36 respectivement;

- La coopération avec les autres organisations, conformément au paragraphe 2 de l'article 12.

4. Pour les autres décisions, si le consensus n'est pas atteint dans un délai fixé par le Président, la procédure ci-dessous s'applique.

a) Prise de décisions concernant les normes commerciales et les règles d'exécution visées au paragraphe 1 c) de l'article 7

En règle générale, seules les décisions pour lesquelles un consensus a été atteint au niveau voulu tel qu'établi par le Conseil oléicole international dans son Règlement intérieur sont soumises au Conseil des Membres pour adoption.

Dans le cas où le consensus n'est pas atteint au niveau voulu conformément à la procédure applicable, la décision est renvoyée au Conseil des Membres accompagnée d'un rapport exposant les difficultés auxquelles le processus s'est heurté et de toute recommandation appropriée.

Le Conseil des Membres s'efforce de prendre la décision en question par consensus des membres présents ou représentés autorisés à voter conformément au paragraphe 6 de l'article 16.

Si le consensus ne peut pas être atteint, la décision est reportée à la session ordinaire ou extraordinaire suivante.

Si à la session suivante le consensus n'est toujours pas atteint, la décision est reportée si possible d'au moins vingt-quatre heures.

Si le consensus n'est pas atteint dans ce délai, la décision est considérée comme adoptée à moins d'être rejetée par un quart au moins des membres ou par un ou des membres détenant un total d'au moins 100 quotes-parts de participation.

b) Toute autre décision non visée au paragraphe 4 a) ci-dessus

Si le consensus n'est pas atteint dans un délai fixé par le Président, les membres sont appelés à voter conformément aux dispositions suivantes :

Toute décision est considérée comme adoptée lorsqu'elle a recueilli les voix de la majorité au moins des membres représentant 86 % au moins des quotes-parts de participation des membres conformément au paragraphe 1 du présent article.

5. Les procédures de vote et de représentation visées dans le présent article ne sont pas applicables aux membres qui ne répondent pas aux conditions visées à

l'article 16 du présent Accord, à moins que le Conseil n'en décide autrement conformément au même article.

6. Le Conseil des Membres peut prendre des décisions sans tenir de session, par un échange de correspondance entre le Président et les membres, sous réserve qu'aucun membre, à l'exclusion de ceux qui sont redevables d'arriérés, ne fasse objection à cette procédure. Les règles d'application de cette procédure de consultation sont établies par le Conseil des Membres dans son Règlement intérieur. Toute décision ainsi prise est communiquée à tous les membres par le secrétariat exécutif dans les plus brefs délais et consignée dans le rapport final de la session suivante du Conseil des Membres.

Article 11 Quotes-parts de participation

1. Les membres ont ensemble 1 000 quotes-parts de participation. Les participations sont égales aux contributions financières et aux droits de vote des membres.

2. Les quotes-parts sont réparties entre les membres au prorata des données de base de chaque membre, calculées au moyen de la formule suivante :

$$q = \frac{1}{3} (p_1 + p_2) + \frac{1}{3} (e_1 + e_2) + \frac{1}{3} (i_1 + i_2)$$

Dans cette formule, les paramètres sont des moyennes exprimées en milliers de tonnes métriques, la fraction de millier de tonnes métriques en sus du nombre entier n'étant pas comptée. Il ne peut pas y avoir de fraction de quote-part.

q : Donnée de base utilisée pour le prorata des quotes-parts.

p₁ : Production moyenne d'huile d'olive des six dernières campagnes oléicoles.

p₂ : Production moyenne d'olives de table des six dernières campagnes oléicoles, convertie en équivalent huile d'olive par un coefficient de conversion de 16 %.

e₁ : Moyenne des exportations (douanières) d'huile d'olive des six dernières années civiles correspondant aux années indiquées comme fin des campagnes oléicoles retenues pour le calcul de p₁.

e₂ : Moyenne des exportations (douanières) d'olives de table des six dernières années civiles correspondant aux années indiquées comme fin des

campagnes oléicoles retenues pour le calcul de p2, convertie en équivalent huile d'olive par un coefficient de conversion de 16 %.

i1 : Moyenne des importations (douanières) d'huile d'olive des six dernières années civiles correspondant aux années indiquées comme fin des campagnes oléicoles retenues pour le calcul de p1.

i2 : Moyenne des importations (douanières) d'olives de table des six dernières années civiles correspondant aux années indiquées comme fin des campagnes oléicoles retenues pour le calcul de p2, convertie en équivalent huile d'olivé par un coefficient de conversion de 16 %.

3. Les quotes-parts initiales figureront à l'annexe A au présent Accord. Elles sont fixées compte tenu de la moyenne des données pour les six dernières campagnes oléicoles et années civiles pour lesquelles des données finales sont disponibles.

4. Aucun membre ne peut détenir moins de cinq quotes-parts de participation. Si le résultat du calcul effectué est inférieur à cinq quotes-parts de participation pour un membre, la quote-part de participation de ce membre est portée à cinq et celles des autres membres sont diminuées proportionnellement.

5. Le Conseil des Membres, à sa seconde session ordinaire de chaque année civile, adopte les quotes-parts de participation calculées conformément aux dispositions du présent article. Sans préjudice du paragraphe 6 du présent article, cette répartition est en vigueur pour l'année suivante.

6. Lorsqu'un gouvernement au sens du paragraphe 2 de l'article 4 devient ou cesse d'être partie au présent Accord ou qu'un membre change de statut au sens du paragraphe 8 de l'article 16, le Conseil des Membres redistribue, pour l'année suivante, les quotes-parts de participation proportionnellement au nombre de quotes-parts de participation détenues par chaque membre, sous réserve des conditions fixées dans le présent article. En cas d'adhésions au présent Accord ou de retraits dudit Accord pendant l'année en cours, la redistribution est effectuée uniquement aux fins de vote.

Article 12 **Coopération avec d'autres organisations**

1. Le Conseil oléicole international peut prendre des dispositions pour procéder à des consultations et coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes spécialisés, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le

développement, d'autres organisations intergouvernementales appropriées et organisations internationales et régionales compétentes. Ces dispositions peuvent comprendre des accords de collaboration avec des institutions à caractère financier pouvant contribuer aux objectifs visés à l'article premier du présent Accord.

2. Tout accord de collaboration établi entre le Conseil oléicole international et les organisations et/ou institutions internationales susmentionnées qui implique des obligations importantes pour le Conseil oléicole international reçoit l'approbation préalable du Conseil des Membres conformément au paragraphe 3 de l'article 10.
3. L'application du présent article est régie par le Règlement intérieur du Conseil oléicole international.

Chapitre IV Comité des affaires administratives et financières

Article 13 Comité des affaires administratives et financières

1. Le Conseil des Membres constitue un Comité des affaires administratives et financières composé d'au moins un représentant de chaque membre. Le Comité des affaires administratives et financières se réunit au moins deux fois par an, avant chaque session du Conseil des Membres.
2. Le Comité des affaires administratives et financières est chargé des fonctions décrites dans le présent Accord et dans le Règlement intérieur. Il est chargé en particulier :
 - D'examiner le programme de travail annuel du secrétariat exécutif relatif au fonctionnement de l'institution, notamment en ce qui concerne le budget, les règles financières, les règles internes et statutaires, avant de le présenter pour adoption au Conseil des Membres à sa seconde session ordinaire de l'année civile;
 - De superviser la mise en œuvre des normes de contrôle interne définies dans le Règlement intérieur du Conseil oléicole international et le contrôle de l'application des dispositions financières visées dans le présent Accord;
 - D'examiner le projet de budget annuel du Conseil oléicole international proposé par le Directeur exécutif. Seul le projet de budget proposé par le Comité des affaires administratives et financières est soumis au Conseil des Membres pour adoption;

- D'examiner et de soumettre chaque année les comptes de l'exercice financier précédent au Conseil des Membres pour adoption à sa première session ordinaire de l'année civile, ainsi que toute autre disposition ayant trait à des questions financières et administratives;
 - De formuler des avis et des recommandations sur les questions liées à l'application du présent Accord;
 - D'examiner et de rendre compte au Conseil des Membres en ce qui concerne les demandes d'adhésion de nouveaux membres ou le retrait d'un membre du Conseil oléicole international;
 - D'examiner le respect des principes visés à l'article 7 relatifs à la nomination du personnel du secrétariat exécutif et d'autres questions relatives aux affaires administratives et d'organisation.
3. Outre les fonctions énumérées dans le présent article, le Comité des affaires administratives et financières exerce toute autre fonction qui lui est déléguée par le Conseil dans son Règlement intérieur et/ou son règlement financier.
 4. Le Conseil des Membres établit et adopte des règles détaillées dans son Règlement intérieur pour l'application des présentes dispositions.

Chapitre V Dispositions financières

Article 14 Budget

1. L'exercice financier coïncide avec l'année civile.
 2. Il existe un seul budget composé de deux chapitres :
 - Chapitre I : Administration;
 - Chapitre II : Activités, y compris en particulier la normalisation, la coopération technique et la promotion.
- Le Conseil des Membres décide, au besoin, de subdiviser les chapitres en parties, en tenant compte des objectifs du Conseil oléicole international.
3. Le budget est financé par :

- a) La cotisation de chaque membre, dont le montant est établi proportionnellement aux quotes-parts fixées conformément à l'article 11 du présent Accord;
 - b) Les subventions et les contributions volontaires des membres, qui sont régies par des dispositions reprises dans une convention établie entre le Conseil oléicole international et le membre donateur;
 - c) Les dons de gouvernements et/ou d'autres sources;
 - d) Des contributions supplémentaires sous d'autres formes, y compris sous forme de services, de matériel et/ou de personnel scientifique et technique pouvant répondre aux besoins des programmes approuvés;
 - e) Toute autre recette.
4. Dans le cadre du développement de la coopération internationale, le Conseil oléicole international s'attache à obtenir les concours financiers et/ou techniques indispensables, dont peuvent disposer des organismes internationaux, régionaux ou nationaux compétents, financiers ou autres.
- Les montants ci-dessus sont affectés par le Conseil des Membres à son budget.
5. Les sommes du budget non engagées au cours d'une année civile peuvent être reportées sur les années civiles suivantes à titre de préfinancement du budget comme précisé dans le règlement financier.

Article 15 Autres fonds

Outre le budget visé à l'article 14, le Conseil oléicole international peut être doté d'autres fonds dont l'objet, le fonctionnement et l'utilisation sont régis par le Règlement intérieur.

Le Conseil des Membres peut également autoriser le secrétariat exécutif à gérer les fonds de tiers. Les conditions et la portée d'une telle autorisation et les obligations découlant de la gestion de tels fonds sont définies dans le règlement financier.

Article 16

Règlement des cotisations

1. À sa deuxième session de l'année civile, le Conseil des Membres détermine le montant global du budget visé à l'article 14 du présent Accord, ainsi que la cotisation qui doit être versée par chaque membre pour l'année civile suivante. Cette cotisation est calculée en fonction des quotes-parts de participation de chaque membre telles qu'établies à l'article 11 du présent Accord.

2. Le Conseil des Membres fixe la cotisation initiale de tout membre qui devient Partie au présent Accord après l'entrée en vigueur de celui-ci. Cette cotisation est établie en fonction des quotes-parts de participation attribuées à ce membre, conformément à l'article 11 du présent Accord, et de la période qui reste à courir jusqu'à la fin de l'année. Le montant des cotisations qui doivent être versées par les autres membres pour l'exercice en cours reste inchangé.

3. Les cotisations sont payables en euros et sont exigibles le premier jour de l'exercice, soit le 1^{er} janvier de chaque année.

Les cotisations des membres pour l'exercice au cours duquel ils deviennent membres du Conseil oléicole international sont exigibles à la date où ils deviennent membres.

4. Si, quatre mois après la date d'exigibilité des cotisations, un membre n'a pas versé intégralement sa cotisation, le secrétariat exécutif écrit au membre concerné dans les sept jours pour lui demander d'effectuer le paiement.

5. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de la demande du secrétariat exécutif, le membre en question n'a toujours pas versé sa cotisation, son droit de prendre part aux votes du Conseil des Membres est suspendu jusqu'au versement intégral de la cotisation.

Les fonctions électives des représentants du membre concerné au sein du Conseil des Membres, des comités et sous-comité et leur participation aux activités financées par le Conseil oléicole international sont également suspendues pour l'année suivante.

6. À sa première session ordinaire de l'année civile ou à la session extraordinaire qui suit la date limite fixée pour le versement des cotisations, le Conseil des Membres est informé du non-paiement par un membre de sa cotisation. Le Conseil des Membres, à l'exception du membre redevable d'arriérés, peut, après avoir entendu ce dernier et en prenant en considération sa situation particulière, telle

qu'une situation de conflit, de catastrophe naturelle ou des difficultés d'accès aux services financiers internationaux, prendre toute autre décision par consensus. Le Conseil des Membres peut adapter le programme de travail du secrétariat exécutif compte tenu des cotisations effectivement versées par les membres.

7. Les dispositions des paragraphes 5 et 6 du présent article s'appliquent jusqu'au versement intégral de sa cotisation par le membre concerné.

8. Après deux années consécutives de cotisations impayées, le Conseil des Membres peut décider, après avoir entendu le membre redevable d'arriérés, que celui-ci cesse de jouir des droits que lui confère la qualité de membre mais qu'il peut participer aux sessions en qualité d'observateur au sens du paragraphe 7 de l'article 8.

9. Tout membre qui se retire du présent Accord demeure tenu de s'acquitter de toutes les obligations financières que lui impose ledit Accord et n'a droit à aucun remboursement des cotisations financières déjà réglées.

10. Le Conseil des Membres ne peut en aucun cas décharger un membre des obligations financières que lui impose le présent Accord. Il peut décider par consensus de rééchelonner les obligations financières des membres actuels et anciens.

Article 17 Contrôle

1. Le contrôle financier du Conseil oléicole international est assuré par le Comité des affaires administratives et financières.

2. Les états financiers du Conseil oléicole international concernant l'année civile précédente, certifiés par un commissaire aux comptes indépendant, sont présentés au Comité des affaires administratives et financières qui, après l'analyse des comptes, soumet une opinion au Conseil des Membres à sa première session ordinaire de l'année civile pour approbation et publication.

Dans le cadre du travail d'audit mentionné ci-dessus, le commissaire aux comptes indépendant vérifie la conformité au règlement financier en vigueur ainsi que le fonctionnement et l'efficacité des mécanismes internes de contrôle existants et enregistre le travail réalisé et les incidents détectés dans un rapport annuel qui est présenté au Comité des affaires administratives et financières.

Le rapport du commissaire aux comptes indépendant est présenté au Conseil des Membres à sa première session ordinaire.

Le Conseil des Membres désigne le commissaire aux comptes indépendant qui est chargé d'analyser les comptes annuels du Conseil oléicole international et de rédiger le rapport mentionné ci-dessus conformément aux dispositions du règlement financier et de ses modalités d'application.

3. En outre, à sa première session ordinaire de l'année civile, le Conseil des Membres examine et adopte le rapport financier qui couvre l'année civile précédente et qui est relatif à :

- La vérification de la gestion des fonds, des actifs et de la trésorerie du Conseil oléicole international;**
- La régularité des opérations financières et leur conformité avec les dispositions réglementaires, statutaires et budgétaires en vigueur.**

4. Les contrôles ex-post des opérations sont assurés par le commissaire aux comptes indépendant conformément aux dispositions du règlement financier.

5. Sur la base d'une analyse du risque, un minimum de trois membres peut demander au Conseil l'autorisation d'effectuer des contrôles des activités du Conseil oléicole international afin de garantir le respect des règles en vigueur et des principes de bonne gestion financière et de transparence.

Les contrôles sont réalisés en étroite collaboration avec les membres du secrétariat exécutif du Conseil oléicole international conformément aux règles et procédures visées dans le Règlement intérieur et dans le règlement financier du Conseil oléicole international.

Le rapport correspondant est présenté au Conseil des Membres à la première session ordinaire suivant l'achèvement du rapport.

Article 18 Liquidation

1. En cas de dissolution et avant celle-ci, le Conseil des Membres prend les mesures prévues au paragraphe 1 de l'article 35.

2. À l'expiration du présent Accord, les actifs du Conseil oléicole international et toutes les sommes non engagées provenant des fonds visés à l'article 14 sont

reversés aux membres au prorata du total de leurs quotes-parts de participation en vigueur à ce moment.

Les contributions volontaires et les dons visés à l'article 14, ainsi que toutes les sommes non engagées visées à l'article 15 sont reversés aux membres, donateurs ou tiers concernés.

Chapitre VI Dispositions concernant la normalisation

Article 19

Dénominations et définitions des huiles d'olive, des huiles de grignons d'olive et des olives de table

1. Les dénominations et définitions des huiles d'olive, des huiles de grignons d'olive et des olives de table sont décrites aux annexes B et C du présent Accord.
2. Le Conseil des Membres peut décider d'apporter toute modification qu'il estime nécessaire ou opportune aux dénominations et définitions des huiles, des huiles de grignons d'olive et des olives de table données dans les annexes B et C du présent Accord.

Article 20

Engagements des membres

1. Les membres du Conseil oléicole international s'engagent à appliquer dans leur commerce international les dénominations fixées aux annexes B et C et encouragent leur application dans leur commerce national.
2. Les membres s'engagent à supprimer tout emploi, dans leur commerce national et international, de la dénomination « huile d'olive », seule ou en combinaison avec d'autres termes, qui ne soit pas conforme au présent Accord. La dénomination « huile d'olive » employée seule ne peut en aucun cas s'appliquer à l'huile de grignons d'olive.
3. Le Conseil des Membres détermine des normes en matière de critères de qualité et de pureté applicables au commerce international des membres.
4. Les membres veillent à la protection sur leur territoire des indications géographiques, au sens du paragraphe 1 de l'article 22 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les

ADPIC), relatives aux produits visés par le présent Accord, conformément aux règles, procédures et engagements internationaux applicables, en particulier l'article premier de l'Accord sur les ADPIC.

5. Les membres procèdent, sur demande, à l'échange d'informations concernant les indications géographiques protégées sur leur territoire, notamment en vue de renforcer la protection juridique de ces indications contre toute pratique susceptible d'altérer leur authenticité ou d'entacher leur réputation.

6. Les membres sont habilités à adopter des initiatives conçues pour informer les consommateurs des caractéristiques spécifiques des indications géographiques protégées sur leur territoire et à en assurer la valorisation, conformément aux dispositions légales applicables.

Article 21
**Label de garantie internationale du Conseil
oléicole international**

Le Conseil des Membres peut prévoir des dispositions pour l'application du label de garantie internationale assurant le respect des normes internationales du Conseil oléicole international. L'application du présent article et les dispositions de contrôle sont définies dans le Règlement intérieur.

Chapitre VII
Dispositions générales

Article 22
Obligations générales

Les membres n'adoptent aucune mesure qui soit contraire aux obligations que leur impose le présent Accord et aux objectifs généraux définis à l'article premier.

Article 23
Obligations financières des membres

Les obligations financières d'un membre à l'égard du Conseil oléicole international et des autres membres se limitent aux obligations qui découlent de l'article 16 concernant les cotisations aux budgets visés au même article.

Article 24
Aspects écologiques et environnementaux

Les membres tiennent dûment compte de l'amélioration des pratiques à tous les stades de la production de l'huile d'olive et des olives de table afin de garantir le développement d'une oléiculture durable et s'engagent à mettre en œuvre les actions jugées nécessaires par le Conseil des Membres en vue d'améliorer ou de résoudre les éventuels problèmes rencontrés dans ce domaine.

Article 25
Information

Les membres s'engagent à rendre disponibles et à fournir au Conseil oléicole international toutes les statistiques, les informations et la documentation nécessaires à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord et, en particulier, toutes les informations dont il a besoin pour établir les bilans des huiles d'olive, des huiles de grignons d'olive et des olives de table et pour connaître la politique oléicole nationale des membres.

Article 26
Différends et réclamations

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglé par voie de négociation, est, à la demande d'un ou plusieurs membres parties au différend, déféré au Conseil des Membres qui prend une décision en l'absence du ou des membres concernés, après avis, s'il y a lieu, d'une commission consultative dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par le Règlement intérieur.
2. L'avis motivé de la commission consultative est soumis au Conseil des Membres, qui tranche en tous cas le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.
3. Toute plainte pour manquement par un membre, le Président ou le Vice-Président agissant en qualité de Président aux obligations que lui impose le présent Accord est déférée au Conseil des Membres à la demande du membre auteur de la plainte. Le Conseil des Membres prend une décision en l'absence de la partie ou des parties en question, après consultation des parties intéressées et après avis, s'il y a lieu, de la commission consultative visée au paragraphe 1 du présent article. Les

conditions d'application de ce paragraphe seront précisées dans le Règlement intérieur.

4. Si le Conseil des Membres constate qu'un membre a manqué aux obligations découlant du présent Accord, il peut soit lui imposer des sanctions allant d'un simple avertissement à la suspension du droit de participer aux décisions du Conseil des Membres jusqu'à ce que ledit membre se soit acquitté de ses obligations, soit l'exclure de l'Accord conformément à la procédure prévue à l'article 34. Le membre en question a le droit de recourir en dernière instance à la Cour internationale de Justice.

5. Si le Conseil des Membres considère que le Président ou le Vice-Président agissant en qualité de Président ne s'est pas acquitté de ses tâches conformément au présent Accord ou au Règlement intérieur, il peut décider, à la demande de 50 % au moins des membres présents, de suspendre temporairement, soit pour une session soit pour une durée plus longue, les pouvoirs et fonctions qui sont conférés au Président ou au Vice-Président dans le présent Accord ou dans le Règlement intérieur et nommer son remplaçant parmi les membres du Conseil. L'application du présent paragraphe est précisée dans le Règlement intérieur.

6. En cas de différends relatifs à des transactions portant sur des huiles d'olive, des huiles de grignons d'olive ou des olives de table, le Conseil oléicole international peut faire des recommandations appropriées aux membres en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement d'un bureau de conciliation et d'arbitrage international chargé du traitement de tels différends.

**Article 27
Dépositaire**

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné dépositaire du présent Accord.

**Article 28
Signature, ratification, acceptation et approbation**

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table, au Siège de

l'Organisation des Nations Unies à partir du 1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016.

- 2. Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.**
- 3. Tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article 4 peut :**
 - a) Lors de la signature du présent Accord, déclarer par écrit que cette signature exprime son consentement à être lié par l'Accord (signature définitive); ou**
 - b) Après la signature du présent Accord, le ratifier, l'accepter ou l'approuver en déposant un instrument à cet effet auprès du dépositaire.**
- 4. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire.**

Article 29 Adhésion

- 1. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tout gouvernement tel que défini au paragraphe 3 de l'article 4, qui peut y adhérer aux conditions déterminées par le Conseil des Membres, qui comprennent en particulier le nombre de quotes-parts de participation et un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Ces conditions sont transmises au Conseil des Membres par le dépositaire. La procédure relative à l'ouverture du processus d'adhésion, les négociations d'adhésion et les dispositions correspondantes sont définies par le Conseil des Membres dans le Règlement intérieur.**
- 2. Lorsque les négociations d'adhésion précisées dans le Règlement intérieur sont conclues, le Conseil des Membres prend une décision concernant l'adhésion conformément à la procédure prévue à l'article 10.**
- 3. Au moment de l'adhésion, la Partie contractante figure dans l'annexe A du présent Accord, avec indication des quotes-parts de participation dont elle dispose telles que définies dans les conditions d'adhésion.**
- 4. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire. Les instruments d'adhésion doivent indiquer que le gouvernement accepte toutes les conditions fixées par le Conseil oléicole international.**

Article 30
Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord ou un gouvernement pour lequel le Conseil des Membres a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 31 soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.
2. Un gouvernement qui a notifié, conformément au paragraphe 1 du présent article, qu'il appliquera à titre provisoire le présent Accord quand celui-ci entrera en vigueur ou, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée, est, dès lors, Partie contractante. Il reste Partie contractante jusqu'à la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 31
Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017 à condition que au moins cinq Parties contractantes, figurant parmi celles mentionnées à l'annexe A au présent Accord et représentant au moins 80 % des quotes-parts de participation sur le total des 1 000 quotes-parts de participation, l'aient signé définitivement ou l'aient ratifié, accepté ou approuvé, ou y auront adhéré.
2. Si, au 1^{er} janvier 2017, le présent Accord n'est pas entré en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article, il entrera en vigueur à titre provisoire si, à cette date, des Parties contractantes remplissant les conditions en matière de pourcentage visées au paragraphe 1 du présent article l'ont signé définitivement ou l'ont ratifié, accepté ou approuvé, ou ont notifié au dépositaire qu'elles l'appliqueront à titre provisoire.
3. Si, au 31 décembre 2016, les conditions d'entrée en vigueur visées au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article ne sont pas remplies, le dépositaire invitera les Parties contractantes qui auront signé définitivement le présent Accord ou l'aient ratifié, accepté ou approuvé, ou qui lui auront notifié qu'elles l'appliqueront à titre provisoire, à décider si le présent Accord entrera en vigueur entre elles à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie, à la date qu'elles pourront fixer.

4. Pour toute Partie contractante qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur dudit Accord, le présent Accord entrera en vigueur à la date de ce dépôt.

**Article 32
Amendements**

1. Le Conseil oléicole international peut, par l'intermédiaire du Conseil des Membres, amender le présent Accord par consensus.
2. Le Conseil des Membres fixe la date à laquelle les membres doivent avoir notifié au dépositaire leur acceptation de l'amendement en question.
3. L'amendement entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le dépositaire a reçu notification de son acceptation par tous les membres. Si cette condition n'est pas remplie à la date fixée par le Conseil des Membres conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.
4. Les mises à jour de la liste des Parties contractantes figurant à l'annexe A en application du paragraphe 5 de l'article 11 ne sont pas considérées, aux fins du présent article, comme des amendements.

**Article 33
Retrait**

1. Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Le membre informe simultanément, par écrit, le Conseil oléicole international de sa décision.
2. Le retrait effectué en vertu du présent article prend effet quatre-vingt-dix jours après que le dépositaire en a reçu notification.

**Article 34
Exclusion**

Sans préjudice de l'article 26, si le Conseil des Membres conclut qu'un membre a manqué aux obligations que lui impose le présent Accord et s'il détermine en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement dudit Accord, il peut, par une décision motivée des autres membres, prise par consensus et en l'absence du membre concerné, exclure ce membre du présent Accord. Le Conseil oléicole international notifie immédiatement sa décision au dépositaire. Le membre

concerné cesse d'être Partie au présent Accord trente jours après la date de la décision du Conseil des Membres. Aucune nouvelle obligation financière ne surviendra après la date de la décision d'exclure ce membre.

Article 35 Liquidation des comptes

1. Le Conseil des Membres procède à la liquidation des comptes de la manière qu'il juge équitable, en tenant compte de tous les engagements comportant des conséquences juridiques pour le Conseil oléicole international et qui auraient des répercussions sur les cotisations d'un membre qui s'est retiré du présent Accord ou qui a été exclu du Conseil oléicole international ou qui a de toute autre manière cessé d'être Partie au présent Accord, ainsi que du temps nécessaire pour permettre une transition adéquate, en particulier lorsqu'un terme doit être mis à ces engagements.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa ci-dessus, ce membre est tenu de régler toute somme qu'il doit au Conseil oléicole international au titre de la période durant laquelle il a été membre.

2. À la fin du présent Accord, un membre se trouvant dans la situation visée au paragraphe 1 n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ni des autres avoirs du Conseil oléicole international; aucune partie du déficit éventuel du Conseil oléicole international ne peut non plus lui être imputée.

Article 36 Durée, prorogation et fin

1. Le présent Accord reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026.

2. Le Conseil des Membres peut proroger le présent Accord. Le Conseil des Membres notifie cette prorogation au dépositaire. Tout membre qui n'accepte pas une telle prorogation du présent Accord en informe le Conseil oléicole international et cesse d'être partie audit Accord à compter du début de la période de prorogation.

3. Si, avant le 31 décembre 2026 ou avant l'expiration d'une période de prorogation décidée par le Conseil des Membres, un nouvel accord a été négocié par celui-ci mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le présent Accord demeure en vigueur pour une durée maximale de douze mois au-delà de sa date d'expiration jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord.

4. Le Conseil des Membres peut décider de mettre fin au présent Accord par consensus. Les obligations des membres subsistent jusqu'à la date de fin fixée par le Conseil des Membres.
5. Nonobstant l'expiration ou la fin du présent Accord, le Conseil oléicole international continue d'exister aussi longtemps qu'il le faut pour procéder à sa liquidation, y compris la liquidation des comptes, et a pendant cette période les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.
6. Le Conseil oléicole international notifie au dépositaire toute décision prise en application du présent article.

**Article 37
Réserves**

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut faire l'objet de réserves.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature sur le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève, le 9 octobre 2015, les textes du présent Accord, en langues anglaise, arabe, espagnole et française, faisant également foi.

* * *

Annexe A
Quotes-parts de participation au budget de l'Organisation
établies conformément à l'article 11

Albanie	5
Algérie	19
Argentine	18
Égypte	23
Iran (République islamique d')	5
Iraq	5
Israël	5
Jordanie	8
Liban	6
Libye	5
Maroc	41
Monténégro	5
Tunisie	67
Turquie	66
Union européenne	717
Uruguay	5
Total :	1 000

* * *

Annexe B
Dénominations et définitions des huiles d'olive
et des huiles de grignons d'olive

Les dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive sont données ci-après, avec la définition correspondante pour chaque dénomination :

I. Huiles d'olive

A. Huiles d'olive vierges : huiles obtenues à partir du fruit de l'olivier (*Olea europaea L.*) uniquement par des procédés mécaniques ou d'autres procédés physiques dans des conditions, thermiques notamment, qui n'entraînent pas l'altération de l'huile, et n'ayant subi aucun traitement autre que le lavage, la décantation, la centrifugation et la filtration. Elles font l'objet du classement et des dénominations ci-après :

- a) **Huiles d'olive vierges propres à la consommation en l'état :**
 - i) Huile d'olive vierge extra : huile d'olive vierge dont les caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie;
 - ii) Huile d'olive vierge : huile d'olive vierge dont les caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie;
 - iii) Huile d'olive vierge courante : huile d'olive vierge dont les caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques correspondent à celles à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie¹;
- b) **Huiles d'olive vierges nécessitant un traitement avant leur consommation :**
 - i) Huile d'olive vierge lampante : huile d'olive vierge dont les caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie. Elle est destinée au raffinage en vue de son utilisation pour la consommation humaine ou destinée à des usages techniques.

¹ Ce produit ne peut être vendu directement aux consommateurs que si le pays de vente au détail l'autorise. Si ce n'est pas le cas, la désignation de ce produit devra être conforme aux dispositions légales du pays concerné.

B. Huile d'olive raffinée : huile d'olive obtenue par le raffinage d'huiles d'olive vierges, dont les caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie².

C. Huile d'olive constituée par un coupage d'huile d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges : huile consistant en un coupage d'huile d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges propres à la consommation en l'état, dont les caractéristiques physico-chimiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie.

II. L'huile de grignons d'olive³

est l'huile obtenue par traitement des grignons d'olive aux solvants ou d'autres procédés physiques des grignons d'olive, à l'exclusion des huiles obtenues par des procédés de réestérification et de tout mélange avec des huiles d'autre nature. elle fait l'objet des dénominations ci-après :

A. Huile de grignons d'olive brute : huile de grignons d'olive dont les caractéristiques physico-chimiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie. Elle est destinée au raffinage en vue de son utilisation pour la consommation humaine ou destinée à des usages techniques.

B. Huile de grignons d'olive raffinée : huile obtenue par le raffinage de l'huile de grignons d'olive brute, dont les caractéristiques physico-chimiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie².

C. Huile de grignons d'olive constituée par un coupage d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges : huile consistant en un coupage d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges propres à la consommation en l'état, dont les caractéristiques physico-chimiques correspondent à la norme commerciale du Conseil oléicole international prévue pour cette catégorie. Elle ne peut en aucun cas être appelée « huile d'olive ».

² Ce produit ne peut être vendu directement aux consommateurs que si le pays de vente au détail l'autorise.

³ L'huile de grignons d'olive ne peut être vendue sous la désignation ou la définition d'« huile d'olive ».

Annexe C
Types et définitions des olives de table

Les olives de table sont classées dans l'un des types ci-après :

- i) Olives vertes : fruits récoltés au cours du cycle de maturation, avant la véraison, au moment où ils ont atteint leur taille normale. Leur coloration peut varier du vert au jaune paille;
- ii) Olives tournantes : fruits récoltés avant complète maturité, à la véraison. Leur coloration peut varier du rose au rose vineux ou brun;
- iii) Olives noires : fruits récoltés au moment où ils ont atteint leur complète maturité, ou peu avant. Leur coloration peut varier du noir rougeâtre au châtain foncé, en passant par le noir violacé, le violet foncé et le noir olivâtre.

Les préparations commerciales des olives de table, y compris dans certains types de transformation, sont régies par les normes commerciales en vigueur du Conseil oléicole international.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the International Agreement on Olive Oil and Table Olives, 2015, adopted on 9 October 2015 at the United Nations Conference for the Negotiation of a Successor Agreement to the International Agreement on Olive Oil and Table Olives, 2005 held in Geneva from 5 to 9 October 2015, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de l'Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table adopté le 9 octobre 2015 à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table qui a eu lieu du 5 au 9 octobre 2015, et dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

For the Secretary-General,
Under-Secretary-General
for Legal Affairs and
United Nations Legal Counsel

Pour le Secrétaire général,
Le Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques et
Conseiller juridique des Nations Unies

Miguel de Serpa Soares

United Nations
New York, 14 December 2015

Organisation des Nations Unies
New York, le 14 décembre 2015

Dahir n° 1-17-102 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Protocole d'Amendement à la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Manama le 25 avril 2016.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole d'Amendement à la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Manama le 25 avril 2016 ;

Vu la loi n° 56-16 portant approbation du Protocole précité, promulguée par le dahir n° 1-17-57 du 8 hija 1438 (30 août 2017) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur du Protocole précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole d'Amendement à la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Manama le 25 avril 2016.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Dahir n° 1-18-60 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord sur la coopération et l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, fait à Rabat le 11 octobre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord sur la coopération et l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, fait à Rabat le 11 octobre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie ;

Vu la loi n° 75-17 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-18-52 du 21 ramadan 1439 (6 juin 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord sur la coopération et l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, fait à Rabat le 11 octobre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Dahir n° 1-19-55 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant promulgation de l'Accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises, fait à Rabat le 8 mars 2018 entre le Royaume du Maroc et la République du Mali.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises, fait à Rabat le 8 mars 2018 entre le Royaume du Maroc et la République du Mali ;

Vu la loi n° 28-18 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-19-21 du 21 jounada II 1440 (27 février 2019) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord relatif aux transports internationaux routiers de voyageurs et de marchandises, fait à Rabat le 8 mars 2018 entre le Royaume du Maroc et la République du Mali.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

**ACCORD ENTRE LE ROYAUME DU MAROC
ET LA REPUBLIQUE DU MALI
RELATIF AUX TRANSPORTS INTERNATIONAUX ROUTIERS
DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES**

PREAMBULE

Le Royaume du Maroc et la République du Mali,

- Considérant le cadre de consolidation des relations d'amitié et de fraternelle coopération entre la République du Mali et le Royaume du Maroc
- Considérant la nouvelle dynamique impulsée aux relations bilatérales
- Considérant l'Accord Général de Coopération entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement du Royaume du Maroc qui prévoit des programmes d'échanges dans le domaine des transports Maritime, ferroviaire et routier entre les deux Etats
- Conscients de l'importance des transports routiers pour le développement de leurs relations économiques
- Désireux de favoriser les transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux Etats ainsi que le transit à travers leurs territoires

Convient de ce qui suit :

TITRE 1 - CHAMPS D'APPLICATION ET DEFINITIONS

ARTICLE 1

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux transports routiers de voyageurs et de marchandises effectués entre le territoire de la République du Mali et celui du Royaume du Maroc ou en transit sur le territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes, par des opérateurs nationaux au moyen de véhicules immatriculés dans l'un ou l'autre des deux Parties Contractantes.

ARTICLE 2

Au titre du présent accord, on entend par :

- **Pays d'origine du véhicule** : Territoire de la Partie où le véhicule est immatriculé
- **Pays Hôte** : Territoire de la Partie où des opérations de transport sont effectuées par un véhicule immatriculé dans l'autre Partie
- **Pays tiers** : les territoires d'autres pays, outre le pays d'origine et le pays hôte.

- **Transporteur** : Toute personne physique ou morale qui a son domicile ou son siège social statutaire soit en République du Mali, soit au Royaume du Maroc et qui est autorisée à effectuer des transports routiers internationaux de voyageurs ou de marchandises conformément aux législations nationales respectives en vigueur.
- **Véhicule routier de marchandises** : Tout véhicule routier à moteur ainsi que toute remorque ou semi-remorque conçue pour y être attelée, normalement utilisé pour le transport de marchandises et dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 3.5 tonnes.
- **Véhicule de transport de voyageurs** : Tout véhicule routier à propulsion mécanique immatriculé sur le territoire de l'une des parties contractantes conçu pour le transport international de plus de neuf places y compris celle du conducteur. Pour les services réguliers, le véhicule doit être apte à transporter plus de 25 personnes.
- **Les itinéraires routiers** : les itinéraires définis par les autorités compétentes de chaque Etat pour l'exécution du transport.
- **Autorisation** : Toute licence, concession ou autorisation exigible selon les dispositions applicables par chacune des parties contractantes.
- **Transport régulier de voyageurs** : Les services qui assurent le transport de voyageurs selon une fréquence, un horaire et un itinéraire préalablement déterminés, les voyageurs pouvant être pris en charge et déposés à des arrêts préalablement fixés. Les services réguliers sont accessibles à tout le monde.
- **Transport occasionnel** : Tout service de transport qui ne correspond pas à la définition de service de transport régulier ci-dessus, et qui est caractérisé par le fait qu'il est destiné à transporter des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même.

TITRE II - TRANSPORT DE VOYAGEURS

ARTICLE 3- AUTORISATIONS

Toute opération de transport au moyen de véhicules de transport de voyageurs entre les territoires des deux Parties contractantes ou en transit par leurs territoires, sauf celles visées à l'article 4, est soumise à l'autorisation préalable de l'autorité compétente du pays hôte.

ARTICLE 4 - TRANSPORTS OCCASIONNELS

Ne sont pas soumis au régime de l'autorisation préalable sur le territoire du pays hôte, les services occasionnels, ci-après, effectués moyennant des véhicules immatriculés dans le pays d'origine du véhicule :

1. Les services à porte fermée selon lesquels le même véhicule transporte le même groupe de voyageurs sur tout le trajet et revient à son lieu de départ sans charger ni déposer des voyageurs en cours de route, le point de départ se trouvant sur le territoire du pays d'origine.
2. Les transports occasionnels comportant le voyage aller en charge d'un groupe de passagers et retour à vide, le point de départ se trouvant sur le territoire de la partie contractante où est établi le transporteur.

Les véhicules effectuant les services inclus dans les points 1 et 2 doivent avoir à bord une feuille de route contenant la liste des voyageurs et devant être signée par le transporteur et cachetée par une administration du pays d'origine du véhicule.

Le modèle de la feuille de route sera défini par la commission mixte prévue à l'article 20 du présent accord.

La feuille de route est remplie dans le pays d'origine du véhicule et doit être présentée par le conducteur à toute réquisition d'agent de contrôle autorisé.

ARTICLE 5- TRANSPORTS REGULIERS

Les transports réguliers de voyageurs sont autorisés par les autorités compétentes des deux parties contractantes.

Un service régulier ne peut être exploité entre les parties que sur la base d'un partenariat de transporteurs constitué au moins par un transporteur de chacune des Parties concernées par le service.

L'autorité compétente de chaque pays délivre les autorisations pour la partie du trajet effectué sur son territoire sur la base de la réciprocité.

Les modalités de délivrance de ces autorisations sont définies dans le protocole prévu à l'article 21 du présent accord.

ARTICLE 6

Tous les autres services non mentionnés aux articles 4 et 5 ci-dessus sont soumis à une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente du pays hôte.

Les modalités de délivrance de cette autorisation spéciale sont définies dans le protocole prévu à l'article 21 du présent accord.

TITRE III - TRANSPORTS DE MARCHANDISES**ARTICLE 7 - REGIME DES AUTORISATIONS**

Tous les transports routiers de marchandises entre les territoires des deux parties contractantes ainsi qu'en transit par le territoire du pays hôte, effectués au moyen de véhicules immatriculés dans le pays d'origine du véhicule, sont soumis au régime de l'autorisation préalable.

ARTICLE 8 - TYPES DES AUTORISATIONS PREALABLES

Les autorisations préalables, conformes aux modèles fixés par la commission mixte prévue à l'article 20 du présent accord, sont de deux types :

1. **Autorisation au voyage** : valable pour un seul voyage aller et retour et dont la durée de validité ne peut pas dépasser trois mois à compter de la date de délivrance.
2. **Autorisation à temps** : valable pour un nombre de voyages aller et retour, fixé par la commission mixte prévue à l'article 20 du présent accord, et dont la durée de validité est d'une année civile.

L'autorisation susmentionnée confère au transporteur le droit de charger au retour de la marchandise à partir du pays hôte pour la transporter vers le pays d'origine du véhicule.

L'autorisation n'est utilisable que par le transporteur à qui elle a été délivrée et n'est pas cessible.

L'entrée à vide des véhicules de transport de marchandises est soumise à autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente du pays hôte.

L'autorisation originale doit être maintenue à bord du véhicule et présentée à toute réquisition d'agent de contrôle.

ARTICLE 9

Les autorités compétentes des deux parties contractantes échangent, annuellement, gratuitement et à blanc, les autorisations dans le cadre des contingents fixés d'un commun accord par la commission mixte prévue à l'article 20 du présent accord.

ARTICLE 10

Les autorités compétentes des deux parties contractantes accordent des autorisations hors contingent, notamment pour les transports suivants :

- a) Transports funéraires au moyen de véhicules aménagés à cet effet ;
- b) Transport de déménagement au moyen de véhicules aménagés à cet effet ;

- c) Transport de matériel, d'accessoires et d'animaux destinés à des manifestations théâtrales, musicales, cinématographiques sportives, de cirques, de foires, de kermesses ou aux enregistrements radiophoniques, aux prises de vues cinématographiques ou à la télévision ;
- d) Transports de véhicules endommagés ;
- e) Véhicules de dépannage et de remorquage ;
- f) Déplacement à vide de véhicules affectés au transport de marchandises et destinés à remplacer des véhicules tombés hors d'usage sur le territoire de l'autre partie contractante ainsi que la poursuite par les véhicules de remplacement des transports sous le couvert des autorisations délivrées pour les véhicules tombés hors d'usage ;
- g) Transport de matériel de secours et d'assistance notamment en cas de catastrophe ;
- h) Transport aux fins d'aide humanitaire.

Cette liste peut être modifiée par la commission mixte prévue à l'article 20 du présent accord.

TITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 11

Les transporteurs de l'une des deux parties contractantes ne peuvent pas effectuer des transports entre deux points situés sur le territoire de l'autre partie contractante.

ARTICLE 12

Les transporteurs établis sur le territoire de l'une des parties contractantes ne peuvent effectuer des transports de marchandises entre le territoire du pays hôte et celui d'un pays tiers.

ARTICLE 13

Le transport au moyen des véhicules dont le poids ou les dimensions dépassent les normes admises sur le territoire d'une partie contractante nécessite une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente de ladite partie.

Cette autorisation précise les conditions spécifiées d'exécution du transport effectué par le véhicule en question.

ARTICLE 14

Les transporteurs des deux parties contractantes effectuant des opérations de transport conformément au présent accord acquittent les taxes et charges en vigueur sur le territoire du pays hôte.

ARTICLE 15

1. Les membres de l'équipage du véhicule peuvent importer temporairement en franchise et sans autorisation d'importation leurs effets personnels et l'outillage nécessaire à leur véhicule, à l'exclusion de toutes marchandises importées à des fins commerciales, conformément à la législation douanière en vigueur, sur le territoire de chacune des deux parties contractantes pour la durée de leur séjour sur le territoire de l'autre partie contractante.
2. Les pièces détachées destinées à la réparation d'un véhicule effectuant un transport visé par le présent accord sont placées sous le régime de l'importation temporaire et exonérées des droits et taxes à l'importation et de restrictions d'importation. Les pièces non utilisées ou remplacées seront réexportées ou détruites sous contrôle douanier.
3. Les combustibles et les carburants importés avec ledit véhicule sont admis en franchise des droits et taxes à l'importation lorsqu'ils sont contenus dans des réservoirs normaux, fixés à demeure par le constructeur et dont l'agencement permet l'utilisation directe du combustible ou du carburant tant pour la traction du véhicule que, le cas échéant, pour le fonctionnement des systèmes de réfrigération.

ARTICLE 16

Les entreprises de transport et leur personnel sont tenus de respecter les dispositions du présent accord ainsi que les dispositions législatives et réglementaires concernant les transports, la circulation routière et le transit douanier en vigueur sur le territoire de chaque partie contractante.

ARTICLE 17

La législation nationale de chaque partie contractante s'applique à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le présent accord, sur son territoire.

ARTICLE 18

En cas d'infraction à la législation en vigueur sur le territoire du pays hôte, ou aux dispositions du présent Accord ou aux conditions définies dans les autorisations, l'autorité compétente de l'Etat où le véhicule est immatriculé peut, à la demande de l'autorité compétente de l'autre Partie, prendre les mesures suivantes :

- a) donner un avertissement au transporteur en infraction

b) interdire au transporteur, à titre temporaire ou définitif, d'effectuer des transports sur le territoire de la Partie où l'infraction a été commise.

Les autorités compétentes qui prennent l'une de ces mesures sont tenues d'en informer celles qui l'ont demandée.

Les dispositions du présent article n'excluent pas les sanctions pénales et administratives qui peuvent être appliquées par les tribunaux ou les autorités administratives du pays où l'infraction a été commise.

ARTICLE 19

Les parties contractantes désignent les services compétents pour prendre les mesures définies par le présent accord et pour échanger tous les renseignements nécessaires, statistiques ou autres.

ARTICLE 20

Pour permettre la bonne exécution des dispositions du présent accord, les deux parties contractantes instituent une commission mixte.

Ladite commission se réunit tous les deux ans ou à la demande de l'une des parties contractantes, alternativement sur le territoire de chacune d'elles.

ARTICLE 21

Les modalités d'exécution relatives au présent accord seront élaborées par un protocole à cet effet.

La commission mixte prévue à l'article 20 du présent accord est chargée de l'élaboration et de la modification dudit protocole.

Article 22

Pour effectuer des transports de produits dangereux autres que ceux exclus du champ d'application du présent accord, sur le territoire du pays hôte, une autorisation spéciale délivrée préalablement par l'autorité compétente de ce pays sera exigée.

Article 23

La liste des marchandises exclues du champ d'application du présent accord sera fixée par la commission mixte.

Article 24

Les services compétents de chaque partie contractante ou les organismes agréées par cette partie, doivent assurer le contrôle technique des véhicules immatriculés dans cette partie et à leur délivrer des certificats ou attestation de visite technique.

Les services compétents susvisés ou les organismes agréées doivent préciser sur les certificats ou attestation de visite technique, sa durée de validité.

Article 25

Les itinéraires routiers empruntés par les véhicules desservant les territoires des parties contractantes, à l'entrée comme à la sortie des territoires, doivent déboucher obligatoirement par un poste frontalier de contrôle douanier.

La commission mixte fixe la liste des postes frontaliers de chaque pays.

Article 26

L'assurance automobile couvrant la responsabilité civile du transporteur est obligatoire pour tout véhicule concerné par le présent accord circulant sur le territoire du pays hôte.

La police d'assurance doit être valable sur le territoire du pays hôte.

Au cas où les assureurs des deux parties contractantes n'ont pas conclu de réciprocité pour la couverture de tous les risques encourus sur le territoire du pays hôte, le véhicule doit être assuré dans le pays hôte. Dans ce dernier cas, deux cas se présentent :

- Pour un véhicule immatriculé au Royaume du Maroc, le certificat d'assurance peut être soit la carte brune CEDEAO ou tout autre certificat d'assurance couvrant les risques encourus sur le territoire de la République du Mali.
- Pour un véhicule immatriculé à la République du Mali, le certificat d'assurance peut être soit la carte verte internationale ou tout autre certificat d'assurance couvrant les risques encourus sur le territoire du Royaume du Maroc.

Article 27

L'accord sera appliqué provisoirement à partir de sa date de signature et entrera en vigueur le jour de l'échange de la dernière notification diplomatique constatant l'approbation des deux parties conformément à leurs dispositions législatives et réglementaires.

Le présent accord demeure en vigueur sauf dénonciation par voie diplomatique par l'une des parties contractantes. Dans ce cas, il expire six mois après la date de cette notification.

Article 28

Le présent Accord abroge toute convention d'application des accords dans le domaine des transports routiers internationaux entre les deux parties contractantes.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat, le 08 mars 2018, en deux originaux, en langues arabe et française. Chaque texte faisant également foi et est également authentique.

Pour

**Le Gouvernement du royaume
du Maroc**

Pour

**Le Gouvernement de la
République du Mali**

Abdelkader AMARA
Ministre de l'Equipement, du
Transport, de la Logistique
et de l'Eau

Moulaye Ahmed BOUBAKAR
Ministre des Transports et du
Désenclavement

Dahir n° 1-19-103 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord de Pays Hôte fait à Rabat le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et les Nations Unies représentées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, relatif à l'établissement d'un Bureau national pour le Royaume du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les Présentes - Puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord de Pays Hôte fait à Rabat le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et les Nations Unies représentées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, relatif à l'établissement d'un Bureau national pour le Royaume du Maroc ;

Vul a loi n° 07-19 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-19-100 du 5 kaada 1440 (8 juillet 2019) ;

Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de Pays Hôte fait à Rabat le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et les Nations Unies représentées par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, relatif à l'établissement d'un Bureau national pour le Royaume du Maroc.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*
* * *

ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC
ET
LES NATIONS UNIES REPRÉSENTÉES PAR
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS
RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT D'UN BUREAU NATIONAL POUR LE ROYAUME DU MAROC

CONSIDÉRANT :

- ✓ Que les Nations Unies, telle que représentées par le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains, initialement créé en tant que Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains (Habitat) par résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies 32/162 du 19 décembre 1977, et transformé par la suite en organe subsidiaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies par sa résolution 26/206 du 21 décembre 2001, dont le siège social est à Nairobi, Kenya (UN-Habitat) représente, au sein du système des Nations Unies, l'agence de coordination des activités des établissements humains et le point focal du suivi de l'évaluation et de l'exécution du programme Habitat, ainsi que le gestionnaire des tâches du chapitre « Etablissements Humains de l'Agenda 21 », et responsable de la promotion et de la consolidation de la collaboration avec tous les partenaires, notamment les autorités locales, le secteur privé et les Organisations Non-Gouvernementales pour la mise en œuvre du programme Habitat et des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), objectif 7d visant à substantiellement améliorer la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis à l'horizon 2020.

- ✓ Que le Gouvernement du Maroc accorde un intérêt particulier et une grande importance au développement et au renforcement de la coopération avec les Etats membres des Nations Unies et sa volonté à mettre en œuvre les principes universels reconnus pour l'amélioration des conditions d'habitat, l'éradication et la prévention des bidonvilles et le développement d'une offre en logement abordable et accessible pour tous...;
- ✓ La volonté du Gouvernement du Maroc d'inscrire son action en matière de prévention et d'éradication des bidonvilles, et plus généralement de toute les formes d'habitat insalubre, dans une politique publique globale et intégrée visant à favoriser le développement humain et social et à promouvoir l'intégration économique des populations ;
- ✓ Que le Gouvernement du Maroc entend faire du droit et de l'accès au logement un des leviers majeurs de ce développement humain et social et de cette intégration économique ;
- ✓ La volonté du Gouvernement du Maroc d'œuvrer pour l'intégration urbaine et l'inclusion sociale de l'ensemble des établissements humains et de lutter contre la fragmentation sociale et spatiale, particulièrement à travers la mise en œuvre d'une politique de la ville, et de capitaliser sur l'expertise et les expériences internationales en la matière ;
- ✓ La volonté du Gouvernement du Maroc de consolider les acquis en matière de lutte contre la marginalisation et la précarité et de s'inscrire dans les stratégies novatrices en matière d'amélioration des conditions d'habitat, d'éradication et de prévention des bidonvilles visant à intégrer les populations des bidonvilles politiquement, socialement, culturellement et économiquement dans les villes, avec l'objectif de réduire la pauvreté urbaine et les inégalités sociales ;
- ✓ La volonté du Gouvernement du Maroc d'institutionnaliser la représentation de l'ONU-habitat pour consolider les possibilités de coopération Sud-Sud et partager son expérience notamment en matière de lutte contre les bidonvilles, de recensement des bonnes pratiques et la vulgarisation et le partage des expériences avec les Etats ;
- ✓ La volonté du Gouvernement du Maroc de bénéficier de l'appui des systèmes des Nations Unies pour la mise en œuvre des politiques publiques, des programmes, d'agendas, et de plans pour promouvoir un développement durable, équitable et inclusif ;
- ✓ Que le Gouvernement du Royaume du Maroc, notamment son Ministère des Affaires Etrangères (désigné ci-après « Gouvernement ») est l'autorité publique qui a la responsabilité de conclure cet Accord de Pays Hôte (désigné ci-après « Accord ») avec UN-Habitat, aux fins d'établir un Bureau national d'UN-Habitat au Royaume du Maroc ;
- ✓ Que UN-Habitat et le Gouvernement ont tenu des consultations sur l'établissement d'un Bureau National pour le Royaume du Maroc dans la ville de (indiquer la ville) (désigné ci-après « Bureau ») ;
- ✓ Que le Gouvernement a convenu avec UN-Habitat d'établir le Bureau à des fins de promotion de la Coopération Internationale en matière de Développement de l'Habitat et d'Aménagement Urbain ;

DESIREUX de conclure un accord en vue de déterminer les priviléges et immunités nécessaires au fonctionnement du Bureau et au bon accomplissement de la mission de son personnel ;

PAR CONSEQUENT, UN-Habitat et le Gouvernement, désignés collectivement par « Parties » et individuellement par « Partie » concluent le présent Accord dans un esprit de coopération amicale et conviennent ce qui suit :

ARTICLE I

Définitions

1. Pour les besoins de cet Accord :
 - a. « Pays Hôte » désigne le Royaume du Maroc.
 - b. « Gouvernement » désigne le Gouvernement du Royaume du Maroc.
 - c. « Parties » désigne UN-Habitat et le Gouvernement du Royaume du Maroc.
 - d. « Chef du Bureau » désigne le responsable d'UN-Habitat nommé à la tête du Bureau.
 - e. « Experts en mission » désigne les personnes, autres que les responsables du Bureau, accomplissant des missions à la demande ou pour le compte du Bureau.
 - f. « fonctionnaire du Bureau » désigne tous les membres du personnel des Nations Unies affectés au service du Bureau, sans distinction de nationalité, en dehors de ceux recrutés localement et rémunérés aux taux horaires, conformément à la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies 76(1) du 7 décembre 1946.
 - g. « Personnes fournissant des services » désigne les prestataires de services, experts opérationnels, volontaires, consultants, personnes morales ou physiques, et leurs employés, que le Bureau pourrait engager pour réaliser ou aider à réaliser ses activités.
 - h. « Représentants des Parties à la Convention » désigne les personnes chargées par le Gouvernement d'agir en son nom pour les questions portant sur l'établissement et le fonctionnement du Bureau et ses activités dans le Royaume du Maroc.
 - i. « Convention Générale » désigne la Convention sur les Priviléges et Immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée Générale le 13 février 1946 et ratifiée par le Royaume du Maroc.
 - j. « Autorités Compétentes » désigne les autorités centrale, locale ou autre, en vertu des lois du Royaume du Maroc.
 - k. « Locaux du Bureau » désigne le bâtiment ou la partie de bâtiment occupé, de façon permanente ou temporaire par le Bureau ou par des réunions convoquées au Royaume du Maroc par le Bureau, tel que défini à l'annexe A ou dans tout Avenant Eventuel au présent Accord, tous terrains, bâtiments ou plateformes qui peuvent être inclus, de temps à autre, de façons permanente ou temporaire, en application du présent Accord ou de tout Avenant Eventuel, signé avec le Gouvernement.
 - l. « Archives du Bureau » désigne tous les dossiers, correspondances, documents, manuscrits, enregistrements informatiques, films et photos, enregistrements vidéos et sonores appartenant ou détenus par le Bureau dans le cadre de ses activités.

- m. « Propriété du Bureau » désigne tous les biens, y compris les fonds, revenus et autres actifs appartenant au Bureau ou détenus ou gérés par le Bureau, dans le cadre de ses activités.
- n. « Secrétaire Général » désigne le Secrétaire Général des Nations Unies, et
- o. « Télécommunications » désigne toute émission, transmission ou réception d'information écrite ou verbale, d'image, de sons et de toute autre information de quelque nature que ce soit, par onde, radio, satellite, fibre optique ou par tout autre procédé électronique ou électromagnétique.

ARTICLE II

Etablissement du Bureau

Le siège du Bureau sera établi à la ville de Rabat capitale du Royaume du Maroc et assurera les fonctions désignées selon les dispositions invoquées au préambule de cet accord.

ARTICLE III

Personnalité Juridique

Le bureau va jouir de la personnalité juridique au Royaume du Maroc. Il aura la capacité de :

- Contracter
- Acquérir et céder des biens meubles et immeubles, et
- Engager des procédures judiciaires.

ARTICLE IV

Objet et portée de l'Accord

1. Cet Accord réglemente les Statuts des Locaux du Bureau, des fonctionnaires, experts en mission et personnes fournissant des services dans le Pays Hôte.
2. Le Gouvernement confirme que le traitement accordé au Bureau sera identique à celui dont bénéficie toute autre mission étrangère accréditée dans le Pays Hôte.
3. Tout bâtiment, à l'intérieur ou hors du Royaume du Maroc, qui peut être utilisé avec l'assentiment du Gouvernement à des réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers ou activités similaires organisées par le Bureau sera temporairement intégré aux Locaux du Bureau et sera réputé couvert par le présent Accord durant la durée de tels réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers ou activités similaires organisées par le Bureau.

ARTICLE V

Arrangements Financiers

1. Le Gouvernement marocain attribuera à UN-Habitat, par le truchement de son compte de Coopération Internationale, un montant annuel de 300,000.00 US\$ (trois cent mille dollars américain) pendant chacune des années de la durée du présent Accord pour couvrir les coûts d'exploitation du Bureau, du personnel et des coûts hors-personnel. Cette contribution, concerne le montant, le budget, les arrangements financiers et l'échéancier des paiements, couvre les coûts d'appui à UN-Habitat, conformément aux procédures normalisées des Nations Unies.
2. Le Gouvernement marocain mettra à disposition du Bureau, gratuitement et dans les plus brefs délais après l'entrée en vigueur du présent Accord, des locaux appropriés au Ministère de l'Habitat.

3. Le Gouvernement marocain prendra en charge les coûts d'occupation, d'usage et d'entretien des locaux visés au paragraphe 2, en dehors du coût des communications internationales.
4. Les fonds destinés à UN-Habitat devront être gérés conformément aux règles et conditions de gestion financière des Nations Unies.

ARTICLE VI

Application de la Convention Générale

La Convention Générale s'appliquera au Bureau, ses biens, fonds et actifs et à ses fonctionnaires, experts en mission et personnes fournissant des services dans le Pays Hôte.

ARTICLE VII

Inviolabilité du Bureau

1. Les Locaux du Bureau sont inviolables ainsi que ses biens et actifs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur ; ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.
2. Aucun fonctionnaire ni agent du Pays Hôte et aucune personne exerçant une autorité publique dans le Pays Hôte ne peut accéder aux Locaux du Bureau pour y accomplir des tâches, sans le consentement du Chef du Bureau et dans les conditions approuvées par celui-ci. En cas d'incendie ou de toute autre urgence exigeant des mesures rapides de protection, le consentement du Chef du Bureau à l'accès nécessaire dans les locaux est présumé exister lorsqu'il ou elle ne peut être joint(e) en temps voulu.
3. Les locaux et les installations du Bureau peuvent être utilisés pour des réunions, séminaires, expositions et pour d'autres activités connexes, organisées par le Bureau, les Nations Unies ou d'autres organisations connexes.
4. Les locaux du Bureau ne peuvent pas être utilisés d'une manière incompatible avec l'objet et la portée du Bureau, tels qu'établis à l'article IV ci-dessus.
5. Les archives du Bureau, et en général tous les documents et matériels mis à sa disposition, lui appartenant ou qu'il utilise, sont inviolables.

ARTICLE VIII

Sécurité et Protection

1. Les Autorités Compétentes veilleront à la sécurité et à la protection des locaux du Bureau et exerceront une diligence raisonnable pour s'assurer que la quiétude des locaux du Bureau ne soit pas perturbée. A la demande du Chef du Bureau, les Autorités Compétentes fourniront les forces de police nécessaires pour la préservation de l'ordre public dans les Locaux de Bureau ou dans son voisinage immédiat, et pour le renvoi des personnes.
2. Les Autorités Compétentes devront prendre les mesures efficaces et adéquates qui pourraient être rendues nécessaires pour assurer la sécurité et la protection appropriées des personnes visées dans le présent Accord, pour le bon fonctionnement du Bureau sans ingérence d'aucune sorte.

ARTICLE IX

Services Publics

1. Les Autorités Compétentes doivent faciliter, à la demande du Chef du Bureau et selon des modalités et conditions non moins favorables que celles accordées par le Gouvernement à toute mission étrangère accréditée, l'accès aux services publics nécessaires au Bureau tels que, mais sans s'y limiter, les services d'électricité et de communication.

2. Dans les cas où les services publics visés au paragraphe 1 ci-dessus, sont mis à la disposition du Bureau par les Autorités Compétentes ou si les prix de ceux-ci sont sous leur contrôle, le tarif de ces services ne peut excéder les tarifs plus bas comparables, accordés aux missions étrangères accréditées.
3. En cas de force majeure, entraînant une interruption complète ou partielle des services mentionnés ci-dessus, le Bureau doit, pour l'exercice de ses fonctions, se faire accorder la même priorité que les services et organes essentiels du Gouvernement.
4. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application raisonnable de la protection incendie ou règlements sanitaires du Pays Hôte.

ARTICLE X

Moyens de communication

1. Le Bureau jouit, pour ses communications officielles, d'un traitement non moins favorable que celui accordé par le Pays Hôte à tout autre Gouvernement, y compris la mission diplomatique la plus récente, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, câbles, télégrammes, radiogrammes, télé-photos et communications téléphoniques et sur les tarifs des autres communications et de presse, d'information de la presse et de radio.
2. Le Gouvernement doit garantir l'inviolabilité des communications officielles du Bureau, quels que soient les moyens de communications employés, et n'appliquer aucune censure à de telles communications.
3. Le Bureau a le droit d'utiliser un équipement de communication, y compris les installations satellitaires, d'utiliser des codes, d'émettre et de recevoir de la correspondance par courriers et valises. Les valises peuvent porter visiblement l'emblème des Nations Unies et ne peuvent contenir que des documents ou des objets à usage officiel, et le courrier peut être muni d'un certificat de courrier, émis par les Nations Unies.

ARTICLE XI

Fonds, avoirs et autres biens

1. Le Bureau, ses fonds, avoirs et autres biens, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de toute mesure juridique, sauf dans le cas particulier où les Nations Unies renonce expressément à son immunité.
2. Les biens et avoirs du Bureau sont exemptés de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.
3. Sauf lorsqu'ils sont restreints par des contrôles financiers, réglementation et moratoires de toute nature, le Bureau:
 - a. Peut détenir et utiliser des fonds, des devises ou des instruments négociables de toute nature et ce, en fonction des besoins de l'ONU-Habitat pour l'accomplissement de ses activités au Maroc et avoir des comptes dans n'importe quelle monnaie et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie,
 - b. Est libre de transférer ses fonds ou devises du Pays Hôte dans tout autre pays, ou à l'intérieur du Pays Hôte, vers les Nations Unies ou tout autre organisme; et
 - c. Bénéficie du taux de change le plus favorable, légalement disponible, pour ses transactions financières.
4. Les opérations de l'ONU-Habitat doivent se faire dans le respect des dispositions législatives et réglementaires du Maroc.

ARTICLE XII**Exonération des taxes, droits et restrictions d'importation ou d'exportation**

Le Bureau, ses avoirs, fonds et autres biens bénéficieront:

- a. De l'exonération de tous impôts et prélèvements directs et indirects, droits, taxes et péages; étant entendu, toutefois, que le Bureau ne doit pas demander l'exonération d'impôts qui ne sont en fait pas plus élevés que les frais d'utilité de services publics rendus par le secteur ou par une société, en vertu des lois et règlements du Pays Hôte à un taux fixe en fonction de la quantité de services rendus, et qui peut être spécifiquement identifié, décrit et détaillé;
- a. De l'exonération des droits de douane, taxes et autres prélèvements, ainsi que des limitations et restrictions à l'importation ou à l'exportation de matériaux importés ou exportés par le Bureau pour son usage officiel, étant entendu que les importations en franchise d'impôt ne peuvent être vendus dans le Pays Hôte que dans les conditions approuvées par les Autorités Compétentes; et
- b. De l'exonération de toutes limitations et restrictions à l'importation ou à l'exportation de publications, photographies, films, bandes, disquettes et enregistrements vidéos ou sonores importés, exportés ou publiés par le Bureau dans le cadre de ses activités officielles.

ARTICLE XIII**Les participants aux réunions de l'ONU**

1. Les représentants des Etats membres des Nations Unies invités aux réunions, séminaires, cours de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisées par le Bureau, durant l'exercice de leurs fonctions, des priviléges et immunités visés à l'article IV de la Convention Générale.
2. Les participants aux réunions, séminaires, cours de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisées par le Bureau, auxquelles la Convention Générale est applicable, jouissent de la liberté d'expression sans toutefois déroger aux principes et à l'intégrité nationale du Royaume du Maroc (Pays hôte).
Tous les participants et personnes exerçant des fonctions dans le cadre des réunions, séminaires, cours de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisées par le Bureau jouissent des priviléges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice indépendant de leur participation et leurs fonctions.

ARTICLE XIV**Fonctionnaires du Bureau**

1. Les fonctionnaires jouissent, dans le Pays Hôte, des priviléges, immunités et facilités suivants:
 - a. L'immunité de juridiction pour les paroles prononcées ou écrites et tous actes accomplis par eux en leur qualité officielle est maintenue en vigueur après la fin de leur l'emploi avec UN-Habitat.
 - b. L'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels et

officiels et des bagages utilisés dans les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, sauf en cas de flagrant délit et, dans ces cas, les Autorités Compétentes doivent immédiatement informer le Chef du Bureau de l'arrestation, la détention ou la saisie.

- c. L'exonération de tout impôt sur les salaires et rémunérations versés par UN-Habitat.
 - d. L'exemption de toute obligation de service militaire ou de tout autre service obligatoire dans le Pays Hôte.
 - e. L'exemption, pour eux-mêmes et pour leurs conjoints et membres de leurs familles, de restrictions à l'immigration ou des procédures d'enregistrement des étrangers.
 - f. L'exemption, pour eux-mêmes, dans le cadre de leur activité officielle, de toute restriction au mouvement ou Voyage à l'intérieur du Pays Hôte et l'exemption analogue, pour eux et pour leurs conjoints et membres de leurs familles, de toute restriction sur les loisirs, conformément aux arrangements conclus entre le Chef du Bureau et les Autorités Compétentes.
 - g. En ce qui concerne les devises, y compris les comptes de dépôt en devises étrangères, la jouissance des mêmes facilités que celles accordées aux membres des missions diplomatiques accréditées dans le Pays Hôte.
 - h. Le bénéfice des mêmes protections et facilités appliquées aux envois diplomatiques en matière de rapatriement, pour eux-mêmes, leurs conjoints et membres de leur familles, en période de crise internationale.
 - i. Les membres du personnel peuvent importer au Maroc, dans les six (6) mois qui suivent leur installation et pour la durée de leur affectation, leur véhicule automobile sous le régime de l'admission temporaire avec immatriculation dans la série provisoire « Organisation Internationale » et ce, sur présentation d'un bon de franchise délivré par les services compétents du Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération du Maroc.
 - j. Les effets et objets mobiliers en cours d'usage, appartenant aux personnes qui viendraient s'établir au Maroc, pourront être admis en franchise des droits et taxes sur production d'un justificatif de changement de résidence (certificat de changement de résidence, attestation d'affectation ou de recrutement par exemple) et ce, conformément à la réglementation douanière en vigueur.
 - k. Les fonctionnaires ont droit à la cessation de leurs fonctions dans le Royaume du Maroc, d'exporter leur mobilier et effets personnels, y compris les véhicules automobiles, en dehors des droits et taxes.
2. Conformément aux dispositions de l'article 17 de la Convention Générale, les Autorités Compétentes devront être informées périodiquement des noms des fonctionnaires affectés au Bureau.
 3. Les priviléges et immunités octroyés par la convention mentionnée ci-dessus sont applicables sans préjudice de l'article IV, section 15, de la convention sur les priviléges et immunités de l'ONU de 1946.

ARTICLE XV

Chef du Bureau, Hauts fonctionnaires

1. Sans préjudice des dispositions de l'article précédent, le Chef du Bureau jouira, pendant sa résidence dans le Pays Hôte, des priviléges, immunités et facilités accordés aux chefs de missions étrangères accrédités dans le Pays Hôte. En outre, sans préjudice des dispositions

de l'article précédent, tous les fonctionnaires affectés au Bureau jouiront des priviléges, immunités et facilités accordés au personnel diplomatique des missions accréditées au Pays Hôte. Leurs noms devront figurer dans la liste diplomatique.

2. Les priviléges, immunités et facilités visés au paragraphe 1 ci-dessus seront également accordés au conjoint et aux membres de la famille des fonctionnaires concernés.

ARTICLE XVI

Experts en mission

Les experts, autres que les fonctionnaires, en mission au Bureau, doivent se voir accorder les priviléges, immunités et facilités spécifiés aux Articles VI et VII de la Convention Générale.

ARTICLE XVII

Personnes fournissant des services

Le Gouvernement accordera à toutes les personnes fournissant des services pour le compte du Bureau, autre que l'exemption de taxes, les mêmes priviléges et immunités en tant que fonctionnaires affectés au Bureau.

ARTICLE XVIII

Personnel recruté localement, rémunéré à l'heure

Les termes et conditions d'emploi des personnes recrutées localement et rémunérées à l'heure doivent être en conformité avec les décisions de recrutement des Nations Unies, les règlements et règles et décisions des organes compétents des Nations Unies.

ARTICLE XIX

Levée de l'immunité

Les priviléges et immunités, visés aux articles XII à XVIII ci-dessus, sont accordés au personnel pertinent et aux experts en mission dans l'intérêt des Nations Unies et non pour leur bénéfice personnel. Le droit et le devoir de lever l'immunité de ces personnes, dans tous les cas où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts des Nations Unies, incombe au Secrétaire Général des Nations Unies.

ARTICLE XX

Entrée, sortie, mouvement et séjour dans le Pays Hôte

Toutes les personnes visées dans le présent Accord, y compris tous les participants aux réunions, séminaires, cours de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisées par le Bureau auront le droit d'entrée, de sortie, de séjour et de libre circulation dans le Pays Hôte. Les visas, permis ou licences d'entrée, lorsqu'ils sont obligatoires, seront accordés aussi rapidement que possible et gratuitement.

ARTICLE XXI

Laissez-passer, certificats et visas des Nations Unies

1. Le Gouvernement reconnaît et accepte comme document de Voyage valide, le laissez-passer des Nations Unies, délivré aux fonctionnaires.
2. Conformément aux dispositions de l'article 26 de la Convention Générale, les Autorités

- Compétentes reconnaissent et acceptent les certificats délivrés par les Nations Unies aux experts et autres personnes voyageant pour le compte des Nations Unies.
- 3. Toutes les personnes visées dans le présent Accord auront accès aux facilités de Voyage rapide. Les visas, permis ou licences d'entrée, le cas échéant, seront accordés gratuitement et aussi rapidement que possible aux personnes visées dans le présent Accord, aux personnes à leur charge et aux autres personnes invitées au Bureau, dans le cadre du travail officiel et des activités du Bureau.
- 4. Des facilités analogues à celles qui sont spécifiées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, sont accordées aux experts en mission et aux autres personnes qui, sans détenteurs de laissez-passer des Nations Unies, sont confirmés par le Bureau, comme voyageant officiellement pour le compte d'UN-Habitat.

ARTICLE XXII

Cartes d'identité

- 1. À la demande du Chef du Bureau, le Gouvernement délivrera des cartes d'identité à toutes les personnes visées au présent Accord, certifiant leur statut, en vertu du présent Accord.
- 2. À la demande d'un fonctionnaire autorisé par les Autorités Compétentes, les personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus sont tenues de présenter, mais non de remettre, leurs cartes d'identité.

ARTICLE XXIII

Drapeau, Emblème et Signes

Le Bureau a le droit d'arborer le drapeau, le logo, l'emblème et les signes distinctifs des Nations Unies dans les Locaux du Bureau et sur les véhicules utilisés à des fins officielles.

ARTICLE XXIV

Sécurité Sociale

- 1. La Caisse commune des pensions des Nations Unies jouira de la capacité juridique dans le Pays Hôte et bénéficiera des mêmes exemptions, priviléges et immunités que celles accordées à l'ONU elle-même. Les prestations versées par la Caisse de retraite seront exonérées d'impôt.
- 2. UN-Habitat et le Gouvernement conviennent que, en raison du fait que les fonctionnaires d'UN-Habitat sont assujettis au Statut et Règles du personnel des Nations Unies, y compris à son article VI qui établit un régime complet de sécurité sociale, UN-Habitat et ses fonctionnaires, sont exonérés des lois du Pays Hôte sur la couverture et les cotisations obligatoires aux régimes de sécurité sociale du Royaume du Maroc, lors de leur nomination aux Nations Unies.
- 3. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis aux membres de la famille, faisant partie du ménage des personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus, sauf lorsqu'ils sont employés dans le Pays Hôte ou qu'ils reçoivent des prestations de sécurité sociale du Pays Hôte.
- 4. Sous réserve des lois et règlements marocains en vigueur en matière de sécurité sociale, les ressortissants marocains et les étrangers ayant leur résidence permanente au Maroc sont exclus du champ d'application du paragraphe 2 ci-dessus.

ARTICLE XXV**Délivrance de visas et permis de séjour aux employés de maison**

1. Les Autorités Compétentes doivent délivrer des visas et permis de séjour et, le cas échéant, d'autres documents, aussi rapidement que possible, aux employés de maison des fonctionnaires affectés au Bureau.
2. Le Gouvernement s'engage à aider, autant que possible, les fonctionnaires, experts en mission et personnes fournissant des services, affectés au Bureau, dans la recherche de locaux à usage de résidences.

ARTICLE XXVI**La coopération avec les Autorités Compétentes**

1. Sans préjudice des priviléges et immunités accordés par le présent Accord, il est du devoir de toutes les personnes qui bénéficient de ces priviléges et immunités de respecter les lois et règlements du Pays Hôte et de ne pas interférer dans les affaires intérieures du Pays Hôte.
2. Sans préjudice des priviléges et immunités accordés par le présent Accord, les Nations Unies coopère, en tout temps, avec les Autorités Compétentes afin de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus dans le cadre des facilités, priviléges et immunités aux personnes, visés dans le présent Accord.

ARTICLE XXVII**Responsabilité**

Le Gouvernement sera chargé de traiter les réclamations qui peuvent être présentées par des tiers, en vertu du présent Accord, à l'encontre les Nations Unies, ses fonctionnaires, experts en mission, personnes accomplissant des services ou participants aux réunions, séminaires, cours de formation, colloques, ateliers et activités similaires organisées par le Bureau ou par d'autres organisations connexes et les tiendra à l'écart des revendications ou responsabilités résultant des activités exercées dans les conditions prévues au présent Accord. La disposition qui précède ne s'applique pas lorsque les Parties s'accordent qu'une réclamation ou une responsabilité résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle des personnes mentionnées ci-dessus.

ARTICLE XXVIII**Avenants**

Les Parties peuvent conclure tous autres avenants dès lors qu'elles les considèrent appropriés.

ARTICLE XXIX**Règlement des différends**

1. UN-Habitat prendra les dispositions pour arrêter les méthodes appropriées de règlement :
 - a. Des différends résultant de contrats et des différends de droit-privé dans lesquels le Bureau est partie, et ce en consultation avec le Gouvernement, et
 - b. Des différends concernant un fonctionnaire du Bureau qui, en raison de sa position officielle, jouit de l'immunité, lorsque cette immunité n'a pas été levée.

2. Tout différend découlant du, ou en rapport avec le présent Accord, qui n'est pas résolu par voie de négociation ou par tout autre mode de règlement convenu, sera soumis, à la demande de l'une des Parties, à un tribunal composé de trois arbitres. Chaque partie désigne un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés nommeront le troisième arbitre, qui assumera la présidence du Tribunal. Si, dans les trente jours de la demande d'arbitrage, une Partie n'a pas désigné un arbitre, ou si, dans les quinze jours de la nomination des deux arbitres, le troisième arbitre n'a pas été nommé, chaque partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer l'arbitre en question.

Le Tribunal déterminera ses propres procédures, étant entendu que deux arbitres constituent le quorum à toutes fins et que toute décision nécessite l'accord de deux quelconques des arbitres. Les dépenses du Tribunal seront supportées par les Parties et évaluées par le Tribunal. La sentence arbitrale devra contenir l'exposé des motifs sur lesquels elle se fonde et sera définitive et exécutoire pour les Parties.

ARTICLE XXX

Entrée en vigueur

Cet accord s'applique à titre provisoire à la date de sa signature par les deux parties et entre en vigueur définitivement dès que l'ONU-Habitat recevra du Gouvernement marocain notification de sa ratification conformément aux procédures constitutionnelles marocaines en vigueur.

ARTICLE XXXI

Dispositions Finales

1. Cet Accord peut être modifié par Avenant écrit entre les Parties. Toute question pertinente qui n'est pas prévue dans le présent Accord sera réglée par les Parties, conformément aux résolutions et décisions pertinentes des organes compétents des Nations Unies. Chaque Partie examinera avec attention, soin et bienveillance toute proposition avancée par l'autre Partie en application du présent paragraphe.
2. Le présent Accord peut être résilié par l'une des Parties, après notification écrite adressée à l'autre Partie, la résiliation prendra effet six mois après réception de ladite notification. En l'absence de toute notification de résiliation, le présent Accord restera en vigueur jusqu'à l'exécution complète de toutes les obligations qui y sont prévues ou jusqu'au terme de l'Accord.
3. Les obligations assumées par le Gouvernement survivront à la résiliation de cet Accord, dans la mesure nécessaire pour permettre le retrait ordonné des biens, fonds et avoirs du Bureau et de fonctionnaires y affectés, en application du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, représentants dûment désignés par les Parties, ont signé deux originaux du présent Accord en langue anglaise et française, faisant également foi. Toutefois, en cas de différend sur les modalités et conditions énoncées au présent Accord, la version anglaise prévaudra.

Date : 11 mai 2016

Pour
le Gouvernement du
ROYAUME DU MAROC

Pour
LES NATIONS UNIES

Royaume du Maroc



Ministère de l'Aménagement du Territoire National,
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville

- Habitat et Politique de la Ville -

Secrétariat Général

Direction de la Communication, de la Coopération
et des Systèmes d'Information

**Accord de Pays Hôte entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et les
Nations Unies représentées par le Programme des Nations Unies pour les
Etablissements Humains relatif à l'Etablissement d'un Bureau
National pour le Royaume du Maroc**

Annexe A : descriptif des locaux des Bureaux

Les locaux mis à la disposition du Bureau National, **de façon temporaire**, sont situés **au siège du Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville (Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville)**, sis à l'Angle Rue Al Jourmayz et Al Jaouz, Secteur n° 16, Hay Ryad, Rabat 10000 - Maroc, sont décrits comme suit :

- Situation : Bâtiment « B » - 3^{eme} étage ;
- Nombre de locaux :
 - Un bureau de 23 m² ;
 - Quatre bureaux d'environ 12 m² chacun ;
- Une salle de réunion de 22 m² est mise à la disposition du Bureau au 4^{eme} étage du Bâtiment « B ».

المملكة المغربية
وزارة إعداد التراب الوطني و التعمير
و الإسكان و سياسة المدينة

- الإسكان و سياسة المدينة -

الكتابة العامة

مديرية التواصل و المدون و ظلم الإعلام



+٢٠٥٣٤٨٤٤١١٢٤٥٠٤٦
+٢٠٥٣٤٩٠١٧٦٢٦٦١٠٢٥٨
+٢٠٥٣٤٩٠١٧٦٢٦٦١٠٢٥٨
+٢٠٥٣٤٩٠١٧٦٢٦٦١٠٢٥٨

اتفاقية البلد المضيف بين حكومة المملكة المغربية والأمم المتحدة ممثلة

في برنامج الأمم المتحدة للمستوطنات البشرية لإنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية

الملحق "أ": وصف مباني المكاتب

تقع المباني الموضوعة تحت تصرف المكتب الوطني، بشكل مؤقت، بمقر وزارة إعداد التراب الوطني والتعهير والإسكان وسياسة المدينة (قطاع الإسكان وسياسة المدينة)، التي تقع عند زاوية زنقة الجوز والجميز، قطاع 16، حي الرياض، الرباط 10000 - المغرب، على النحو التالي:

الموقع: الطابق الثالث بالعماره "ب"

عدد المكاتب :

- مكتب مساحته 23 متر مربع؛
- أربعة مكاتب تناهز مساحتها 12 مترا مربعا؛
- توضع رهن إشارة المكتب الوطني، قاعة اجتماعات بمساحة 22 مترا مربعا بالطابق الرابع بالعماره (ب).

وإثباتاً لذلك، فإن الموقعين أدناه، المعينين كممثلين للطرفين، يوقعان على نسختين أصليتين من هذا الاتفاق باللغتين الإنجليزية والفرنسية، تكون لكل منهما حجة، غير أنه في حالة الخلاف حول كيفيات وشروط هذا الاتفاق، تعطى الأولوية للنسخة الإنجليزية.

عن منظمة الأمم المتحدة

عن حكومة المملكة المغربية

التاريخ : 11 ماي 2016

* * *

المحكمة. ويجب أن يتضمن حكم هيئة التحكيم بياناً للأسباب التي يستند إليها، ويكون نهائياً وتنفيذياً إزاء الطرفين.

المادة الثلاثون دخول الاتفاق حيز التنفيذ

يسري هذا الاتفاق مؤقتاً من تاريخ توقيع الطرفين عليه ويدخل حيز التنفيذ نهائياً بمجرد أن يتوصل مونس الأمم المتحدة ببليغاً من الحكومة المغربية بالصادقة عليه طبقاً للإجراءات الدستورية المغربية الجاري بها العمل.

المادة الحادية والثلاثين مقتضيات خاتمية

1. يجوز تعديل هذا الاتفاق عن طريق ملحق تعديل مكتوب بين الطرفين. وكل مسألة ذات صلة غير منصوص عليها في هذا الاتفاق تتم تسويتها بين الطرفين وفقاً للقرارات الصادرة عن الأجهزة المختصة في الأمم المتحدة على كل طرف أن يدرس بعناية وتأن وأريحية كل اقتراح تقدم به الطرف الآخر تطبيقاً لهذه الفقرة.

2. يمكن فسخ هذا الاتفاق من قبل أي من الطرفين، بعد إشعار مكتوب موجه للطرف الآخر، يسري الفسخ بعد ستة أشهر من استلام هذا الإشعار. في غياب أي إشعار، يبقى هذا الاتفاق سارياً المفعول إلى غاية التنفيذ الكامل لجميع الالتزامات الواردة فيه أو حتى استئناف مدة الاتفاق.

3. تظل الالتزامات التي تعهدت بها الحكومة سارية في حال فسخ هذا الاتفاق وذلك بالقدر اللازم لضمان سحب منظم لممتلكات، وأصول المكتب والموظفين المعينين فيه تطبيقاً لهذا الاتفاق.

المادة السابعة والعشرون

مسؤولية

تتولى الحكومة معالجة المطالبات التي يمكن تقديمها من طرف الآخر بموجب هذا الاتفاق ضد الأمم المتحدة وموظفيها والخبراء في مهمة، والأشخاص الذين يؤدون خدمات أو المشاركون في المجتمعات والملتقيات والدروس التكوينية والندوات وورشات العمل والأنشطة المماثلة المنظمة من قبل المكتب أو المنظمات الأخرى التابعة له، بمعزل عن المطالب والمسؤوليات الناجمة عن الأنشطة الممارسة ضمن الشروط المنصوص عليها في هذا الاتفاق. ولا يسري المقتضى السابق عندما يتفق الطرفان على أن المطالبة أو المسؤولية الناجمة عن إهمال جسيم أو خطأ متعمد من الأشخاص المشار إليهم أعلاه.

المادة الثامنة والعشرون

الملحق التعديلية

يمكن للطرفين إبرام كل ملحق تعديلي آخر كل بدا لهما ذلك مناسباً.

المادة التاسعة والعشرين

تسوية النزاعات

1. يتخذ مؤتمر الأمم المتحدة الترتيبات اللازمة لاعتماد أساليب التسوية المناسبة.
 - أ- للمنازعات الناشئة عن عقود و المنازعات القانون الخاصة التي يكون المكتب طرفا فيها، وذلك بالتشاور مع الحكومة؛
 - ب- المنازعات التي تهم موظفا من المكتب يتمتع بالحصانة، بموجب وضعه الرسمي، إذا لم يتم رفع هذه الحصانة.
2. كل نزاع ناجم عن هذا الاتفاق أو له علاقة به لم يتم حله بالتفاوض أو بطريقة تسوية متفق عليها، يتم إخضاعه بطلب من أحد الطرفين إلى محكمة من ثلاثة حكام. ويعين كل طرف حكما واحدا ويقوم الحكمان بتعيين الحكم الثالث، يتولى رئاسة المحكمة. وإذا لم يقم في غضون ثلاثة أيام من تاريخ طلب التحكيم، يتعين حكم أو إذا لم يتم في غضون خمسة عشر يوما من تعيين الحكمين يتعين الحكم الثالث، يمكن لكل من الطرفين ان يطلب من رئيس محكمة العدل الدولية تعيين الحكم المعنى.
3. تتولى المحكمة تحديد إجراءاتها الخاصة، ويشكل حضور حكمين النصاب المطلوب لكل غاية كما أن اتخاذ قرار يتطلب حضور حكمين من الثلاثة بصرف النظر عن هما. ويتحمل الطرفان نفقات المحكمة التي تقيم من قبل

تنص على نظام الضمان الاجتماعي الشامل، فإن موئل الأمم المتحدة وموظفيه معفون من قوانين البلد المضيف المتعلقة باللغوية والمساهمات الإلزامية في نظام الضمان الاجتماعي في المملكة المغربية، أثناء تعيينهم لدى الأمم المتحدة.

3. تطبق أحكام الفقرة (1) أعلاه بتعديله التمهيدية على أفراد أسر الأشخاص المشار إليهم في الفقرة 1 أعلاه، إلا إذا كانوا مستخدمين في البلد المضيف أو يتلقون مخصصات الضمان الاجتماعي في البلد المضيف.

4. مع مراعاة القوانين واللوائح المغربية بشأن الضمان الاجتماعي يستثنى من تطبيق الفقرة 2 أعلاه، المواطنين المغاربة والأجانب المقيمين إقامة دائمة في المغرب.

المادة الخامسة والعشرون منح التأشيرات وتصاريف الإقامة للعمال المنزليين

1. يجب على السلطات المختصة منح التأشيرات وتصاريف الإقامة، والوثائق الأخرى عند الاقتضاء، في أسرع وقت ممكن، للمستخدمين المنزليين لدى الموظفين المعينين في المكتب.

2. تتلزم الحكومة كلما أمكن بمساعدة الموظفين والخبراء في مهمة والأشخاص الذين يؤدون الخدمات، المعينين بالمكتب، في البحث عن محلات للاستعمال السكني.

المادة السادسة والعشرون التعاون مع السلطات المختصة

1. دون الإخلال بالامتيازات والحقوق الممنوحة بموجب هذا الاتفاق، يجب على جميع الأشخاص الذين يتمتعون بهذه الامتيازات والحقوق احترام القوانين والأنظمة المعمول بها في البلد المضيف وعدم التدخل في الشؤون الداخلية للبلد المضيف.

2. دون الإخلال بالامتيازات والحقوق الممنوحة بموجب هذا الاتفاق، تتعاون الأمم المتحدة في جميع الأوقات مع السلطات المختصة لتسهيل السير الجيد للعدالة وضمان مراعاة قواعد الشرطة وتجنب كل تعسف في إطار التسهيلات والامتيازات والحقوق الممنوحة للأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق.

3. يحصل جميع الأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق على تسهيلات السفر السريع. وتحل التأشيرات والتصریح أو تراخيص الدخول، عند الاقتضاء مجانا وبأسرع وقت ممكن إلى الأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق، وإلى الأشخاص الذين يتكلفون بهم، وإلى الأشخاص المدعوين إلى المكتب في إطار العمل الرسمي وأنشطة المكتب.

4. تمنح تسهيلات مماثلة لتلك المحددة في الفقرتين 3 و 4 أعلاه، للخبراء في مهمة وغيرهم من الأشخاص الذين وإن كانوا غير حاملين لجوازات مرور الأمم المتحدة، يعتبرون كمسافرين رسميين لحساب موئل الأمم المتحدة.

المادة الثانية والعشرون

بطاقات الهوية

1. تمنح الحكومة، بطلب من رئيس المكتب، بطاقات هوية لجميع الأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق تشهد بوضعهم بموجب هذا الاتفاق.

2. يتعين على الأشخاص المشار إليهم في الفقرة 1 أعلاه أن يبرزوا بطاقات هويتهم دون التخلّي عنها عندما يطلب منهم ذلك من طرف شخص مرخص من لدن السلطات المختصة.

المادة الثالثة والعشرون

الراية والشعار والعلامات

يحق للمكتب نصب الراية، والرمز البصري والشعار والعلامات المميزة للأمم المتحدة في مباني المكتب وعلى العربات المستعملة للأغراض الرسمية.

المادة الرابعة والعشرون

الضمان الاجتماعي

1. يتمتع الصندوق المشترك للمعاشات للأمم المتحدة بالأهلية القانونية في البلد المضيف ويستفيد من نفس الإعفاءات والامتيازات والحقوق الممنوحة للأمم المتحدة. تعفى المخصصات التي يدفعها صندوق التقاعد من الضرائب.

2. يتفق موئل الأمم المتحدة والحكومة على أنه، ونظراً لخضوع موظفي موئل الأمم المتحدة لنظام وقوع موظفي الأمم المتحدة، بما في ذلك المادة السادسة منه التي

المادة الثامنة عشرة

الموظفوون المعينون محلياً، المؤجرون بالساعة

يجب أن تتطابق أحكام شروط توظيف الأشخاص المعينين محلياً، و المؤجرين بالساعة، مع قرارات الأمم المتحدة للتوظيف، ولللوائح والقواعد والقرارات الصادرة عن الأجهزة المختصة في الأمم المتحدة.

المادة التاسعة عشرة

رفع الحصانة

تمنح الامتيازات والحسابات المشار إليها في المادتين الثانية عشرة و الثامنة عشرة أعلاه، للموظفين والخبراء في مهمة لما فيه مصلحة الأمم المتحدة، وليس لاستفادتهم الشخصية، ويعود حق وواجب رفع الحصانة عن هؤلاء الأشخاص، في جميع الحالات التي يمكن فيها رفعها عنهم دون المساس بمصالح الأمم المتحدة، إلى الأمين العام للأمم المتحدة.

المادة العشرون

الدخول والخروج، والتنقل والإقامة في البلد المضيف

يحق لجميع الأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق، بمن فيهم جميع المشاركون في الاجتماعات و الملتقيات و الدروس التكوينية والندوات وورشات العمل و الانشطة المماثلة، المنظمة من طرف المكتب، الدخول والخروج والإقامة وحرية التنقل بالبلد المضيف، وفي حالة إلزامية التأشيرات وتصاريح أو تراخيص الدخول، تمنح لهم مجاناً وفي أسرع وقت ممكن.

المادة الواحدة والعشرون

جواز المرور، وشهادات وتأشيرات الأمم المتحدة

1. تعرف الحكومة وتقبل، بجواز المرور الصادر عن الأمم المتحدة لفائدة الموظفين كوثيقة سفر صالحة.

2. طبقاً لاحكام المادة 26 من الاتفاقية العامة، تعرف السلطات المختصة وتقبل الشهادات المسلمة من طرف الأمم المتحدة للخبراء، وغيرهم من الأشخاص الذين يسافرون لحساب الأمم المتحدة.

ز- يحق للموظفين عند انتهاء وثائقهم في المملكة المغربية، تصدير منقولاتهم وأغراضهم الشخصية، بما في ذلك العربات المتحركة، دون أداء الحقوق والرسوم.

2 - طبقاً للمادة 17 من الاتفاقية العامة، يجب أن يتم إخبار السلطات المختصة بشكل دوري بأسماء المسؤولين المعينين بالمكتب.

3 - تطبق الامتيازات والحسانات التي تمنحها الاتفاقية المشار إليها أعلاه، دون الإخلال بأحكام المادة الرابعة، الفرع 15 من الاتفاقية الخاصة بامتيازات وحسانات الأمم المتحدة 1946.

المادة الخامسة عشرة رئيس المكتب وكبار الموظفين

1 - دون الإخلال بالمادة السابقة، يتمتع رئيس المكتب خلال إقامته في البلد المضيف، بالامتيازات والحسانات والتسهيلات الممنوحة لرؤساء البعثات الأجنبية المعتمدة في البلد المضيف. وعلاوة على ذلك، دون الإخلال بالمادة السابقة، يتمتع جميع الموظفين المعينين بالمكتب بالامتيازات والحسانات والتسهيلات الممنوحة لموظفي البعثات الدبلوماسية المعتمدة في البلد المضيف، ويتم إدراج أسمائهم في القائمة الدبلوماسية.

2 - يتم منح الامتيازات والحسانات والتسهيلات، المشار إليها في الفقرة الأولى أعلاه، لأزواجهم وأفراد أسر الموظفين المعينين.

المادة السادسة عشرة الخبراء في مهمة

يتعين منح الخبراء، من غير الموظفين المكلفين بمهمة الامتيازات و الحسانات، والتسهيلات، المنصوص عليها في المادتين السادسة والسابعة من الاتفاقية العامة.

المادة السابعة عشرة الأشخاص الذين يقدمون خدمات

تمنح الحكومة لجميع الأشخاص الذين يؤدون خدمات لحساب المكتب، إضافة للإعفاء من الرسوم ، نفس الامتيازات والحسانات على غرار الموظفين بالمكتب.

ثـ- الإعفاء من واجب الخدمة العسكرية أو أية خدمة إلزامية أخرى في البلد المضيـف.

جـ- إعفاؤـهم وأزواجهـم وأفرادـ أسرـهم من القيـود المفروـضة علىـ الـهـجرـة، أوـ منـ إـجرـاءـاتـ تسـجـيلـ الأـجـانـبـ.

حـ- إـعـفـاؤـهمـ،ـ فـيـ إـطـارـ أـنـشـطـتـهـمـ الرـسـمـيـةـ،ـ مـنـ كـلـ تـقـيـيدـ لـلـتـنـقـلـ أـوـ السـفـرـ،ـ دـاـخـلـ الـبـلـدـ المـضـيـفـ،ـ وـإـعـفـاؤـهمـ هـمـ وـأـزـوـاجـهـمـ وـأـفـرـادـ أـسـرـهـمـ،ـ مـنـ أيـ قـيـودـ عـلـىـ الـهـوـيـاتـ،ـ طـبـقاـ لـلـاتـفاـقيـاتـ المـبـرـمـةـ بـيـنـ رـئـيسـ الـمـكـتبـ وـالـسـلـطـاتـ الـمـخـصـصـةـ.

خـ- التـمـتعـ بـنـفـسـ التـسـهـيلـاتـ الـمـمـنـوـحةـ لـأـفـرـادـ الـبـعـثـاتـ الدـبـلـوـمـاسـيـةـ الـمـعـنـدةـ فـيـ الـبـلـدـ المـضـيـفـ فـيـمـاـ يـتـعـلـقـ بـصـرـفـ الـعـمـلـاتـ الـأـجـنبـيـةـ بـمـاـ فـيـهـاـ حـسـابـاتـ الـإـيدـاعـ.

دـ- الـاسـتـفـادـةـ مـنـ نـفـسـ الـحـمـاـيـةـ وـالـتـسـهـيلـاتـ الـمـطـبـقـةـ عـلـىـ الـبـعـثـاتـ الدـبـلـوـمـاسـيـةـ لـلـعـوـدـةـ إـلـىـ الـوـطـنـ،ـ لـهـمـ وـلـأـزـوـاجـهـمـ وـلـأـفـرـادـ أـسـرـهـمـ فـيـ أـوـقـاتـ الـأـزـمـاتـ الـدـولـيـةـ.

ذـ- يـمـكـنـ لـلـأـعـضـاءـ الـمـوـظـفـينـ أـنـ يـسـتـورـدـواـ إـلـىـ الـمـغـرـبـ خـلـالـ سـتـةـ (6)ـ الـتـيـ تـلـيـ اـسـتـقـرـارـهـمـ،ـ وـطـيـلـةـ مـدـةـ اـنـدـابـهـمـ،ـ عـرـبـاتـهـمـ حـسـبـ نـظـامـ القـبـولـ الـمـؤـقـتـ،ـ مـعـ تـسـجـيلـهـاـ فـيـ السـلـسلـةـ الـمـؤـقـتـةـ "ـالـمـنـظـمـةـ الـدـولـيـةـ"ـ وـذـلـكـ بـتـقـديـمـ سـنـدـ إـعـفـاءـ الـمـسـلـمـ مـنـ طـرـفـ الـمـصـالـحـ الـمـخـصـصـةـ فـيـ وزـارـةـ الشـفـوـنـ الـخـارـجـيـةـ وـالـتـعـاـونـ الـدـولـيـ الـمـغـرـبـيـةـ.

رـ- يـمـكـنـ مـنـحـ إـعـفـاءـ مـنـ الـحـقـوقـ وـالـرـسـومـ عـلـىـ الـمـنـقـولـاتـ الـمـعـدـةـ لـلـاستـعـمالـ وـالـمـمـلـوـكـةـ مـنـ قـبـلـ الـأـشـخـاصـ الـذـيـنـ اـنـتـقلـوـ لـلـإـقـامـةـ فـيـ الـمـغـرـبـ،ـ بـعـدـ الـادـلـاءـ بـمـاـ يـثـبـثـ تـغـيـيرـ الـإـقـامـةـ دـلـيـلاـ عـلـىـ تـغـيـيرـ مـكـانـ الـإـقـامـةـ (ـشـهـادـةـ تـغـيـيرـ مـكـانـ الـإـقـامـةـ،ـ وـشـهـادـةـ تـعـيـينـ أـوـ تـوـظـيفـ،ـ عـلـىـ سـبـيلـ الـمـثالـ)ـ وـذـلـكـ طـبـقاـ لـلـأـنـظـمـةـ الـجـمـرـكـيـةـ الـجـارـيـ بـهـاـ الـعـمـلـ.

المادة الثالثة عشرة

المشاركون في المجتمعات المنظمة للأمم المتحدة

1 - يتمتع ممثلو البلدان الأعضاء في الأمم المتحدة المدعوون إلى الاجتماعات والملتقيات ودورس التكوين و الندوات و الورشات والأنشطة المماثلة المنظمة من طرف المكتب، خلال ممارسة مهامهم، بالامتيازات والحسانات المنصوص عليها في المادة الرابعة من الاتفاقية العامة.

2 - يتمتع المشاركون في الاجتماعات، والملتقيات، ودورس التكوين و الندوات والورشات والأنشطة المماثلة المنظمة من طرف المكتب، والتي تطبق عليها الاتفاقية العامة، بحرية التعبير دون المساس بمبادئ الوحدة الوطنية للمملكة المغربية (البلد المضيف).

يتمتع جميع المشاركيين والأشخاص الذين يزاولون وظائف، في إطار الاجتماعات والملتقيات ودورس التكوين و الندوات الورشات والأنشطة المماثلة المنظمة من طرف المكتب بالامتيازات والحسانات والتسهيلات الضرورية للممارسة المستقلة لمشاركتهم ومهامهم.

المادة الرابعة عشرة

موظفو المكتب

1. يتمتع الموظفون في البلد المضيف، بالامتيازات والحسانات والتسهيلات التالية:

أ- تظل الحصانة القضائية عن الأقوال الشفوية أو المكتوبة، وعن جميع التصرفات التي تصدر عنهم بصفتهم الرسمية، سارية المفعول بعد انتهاء توظيفهم مع موئل الأمم المتحدة.

ب- الحصانة من التوقيف أو الاعتقال، ومن الحجز على أغراضهم الشخصية والرسمية، والأمتدة التي يستخدمونها أثناء ممارسة مهامهم، إلا في حالات التلبس بالجريمة، وفي مثل هذه الحالات، يجب على السلطات المختصة على الفور إبلاغ رئيس المكتب بالتوفيق أو الاعتقال أو الحجز.

ت- الإعفاء من كل الضرائب على الرواتب والأجور التي يدفعها موئل الأمم المتحدة.

3. باستثناء الحالة التي تكون فيها مقيدة برقابة مالية أو تقنين أو تأجيل للدفع كيما كان نوعه فإن المكتب:

أ- يمكن أن يحوز ويستعمل أموالاً، وعملات أو وسائل قابلة للتفاوض من كل نوع، و ذلك حسب ما تقتضيه حاجة موئل الأمم المتحدة للسكن لمزاولة أنشطته في المغرب. و التوفر على حسابات بأي عملة أخرى، وتحويل العملات التي يتتوفر عليها إلى أي عملة أخرى.

ب- يتمتع بالحرية في تحويل أموال أو عملات من البلد المضيف إلى أي بلد آخر، أو داخل البلد المضيف، او إلى الأمم المتحدة أو أي منظمة أخرى.

ت- يتمتع بحسب سعر الصرف، متوفراً قانونياً، لكل معاملاته المالية.

4. يجب أن تتم عمليات موئل الأمم المتحدة للسكن في ظل احترام المقتضيات التشريعية والتنظيمية للمغرب.

المادة الثانية عشرة الإعفاء من الضرائب والحقوق وقيود الاستيراد والتصدير

يتمتع المكتب وأصوله، وأمواله وممتلكاته الأخرى بـ:

أ- الإعفاء من كل الضرائب والاقطاعات المباشرة وغير المباشرة، والحقوق والرسوم والأداءات، غير أنه لا يجب على المكتب أن يطلب الإعفاء من الضرائب التي لا تفوق مصاريف الاستفادة من الخدمات العمومية، التي يؤديها القطاع أو شركة، طبقاً لقوانين ونظم البلد المضيف والمؤدلة بنسبة قارة، وحسب كمية الخدمات المؤدلة، والتي يمكن أن يتم تحديدها ووصفها وتفصيلها بشكل خاص.

ب- الإعفاء من الرسوم الجمركية والاقطاعات الأخرى، وكذلك من القيود على الاستيراد و التصدير للمواد المستوردة أو المصدرة من طرف المكتب لاستعماله الرسمي، علماً بأن الواردات المغفاة من الضرائب لا يمكن بيعها في البلد المضيف إلا وفقاً للشروط المصادق عليها من طرف السلطات المختصة.

ت- الإعفاء من كل التقييدات على الاستيراد و التصدير للمنشورات و الصور والافلام و الاشرطة و الاقراص المدمجة و تسجيلات الفيديو و الوثائق الصوتية المصدرة أو المنشورة من طرف المكتب في إطار أنشطته الرسمية.

4. لا تشكل مقتضيات هذه المادة عرقلة للتطبيق العقلاني للوقاية من الحريق أو القوانين الصحية للبلد المضيف.

المادة العاشرة وسائل الاتصال

1. يتمتع المكتب من أجل إجراء اتصالاته الرسمية، بمعاملة لا تقل أهمية عن التي يمنحها البلد المضيف لأي حكومة أخرى، بما في ذلك المعاملة الممنوحة لأحدث هيئة دبلوماسية، فيما يخص الأولوية، التعريفات و الرسوم على البريد والاتصالات السلكية، والبرق الإشعاعي، والصور المنقولة، والاتصالات الهاتفية، و على تعريفات الأنواع الأخرى من الاتصال والصحافة والراديو.

2. يجب على الحكومة أن تضمن عدم انتهاك حرمة الاتصالات الرسمية للمكتب، فيما كانت وسائل الاتصال المستعملة، وعدم تطبيق أية رقابة على هذه الاتصالات.

3. للمكتب الحق في استخدام معدات الاتصالات، بما في ذلك منشآت الأقمار الاصطناعية، واستخدام الرموز وبث وتلقي الرسائل من خلال البريد والحقائب. يمكن للحقائب أن تحمل شعار الأمم المتحدة بشكل مرئي ولا يجب أن تحتوي سوى على الوثائق والأشياء المعدة للاستعمال الرسمي، ويمكن للرسائل ان تكون مرفقة بشهادة بريد صادرة عن الأمم المتحدة.

المادة الحادية عشر الأموال و الأصول و الممتلكات

1. يتمتع المكتب، وأمواله، أو أصوله أو ممتلكاته الأخرى، أينما وجدوا وأيا من كانت في حوزته، بالحصانة ضد كل اجراء قضائي، ما عدا في الحالة الخاصة التي تتخلّى فيها الأمم المتحدة صراحة عن حصانتها.

2. تستثنى ممتلكات و أصول المكتب من كل تقدير و تقنين ورقابة و تأجيل للدفع أيا كانت طبيعته.

5. لا تنتهك حرمة أرشيف المكتب، وبصفة عامة كل الوثائق و المعدات الموضوعة
رهن إشارته سواء كانت في ملكيته أو يستعملها.

المادة الثامنة الأمن والحماية

1. تسهر السلطات المختصة على أمن و حماية مباني المكتب، و تخصص اهتماما
لضمان عدم التشویش على طمأنينة مباني المكتب. وتقوم السلطات المختصة بطلب
من رئيس المكتب، بتزويده بقوات الأمن الضرورية من أجل الحفاظ على الأمن
العام في مباني المكتب وفي جواره المباشر ولإبعاد الأشخاص.

2. يجب على السلطات المختصة أن تتخذ التدابير الناجعة و الملائمة التي يمكن أن
تكون ضرورية لتأمين الأمن و الحماية المناسبين للأشخاص المشار إليهم في هذا
الاتفاق، و لضمان السير الجيد للمكتب دون تدخل من أي نوع.

المادة التاسعة الخدمات العمومية

1. يجب على السلطات المسؤولة أن تسهل، بطلب من رئيس المكتب و ضمن كييفيات و
شروط لا تقل تحفيراً عن تلك المخولة من طرف الحكومة لكل بعثة أجنبية معتمدة،
الولوج إلى الخدمات العمومية الضرورية للمكتب، من قبيل الإنارة و الاتصال على
سبيل المثال لا الحصر.

2. في حالة ما إذا كانت الخدمات العمومية المشار إليها في الفقرة 1 أعلاه، موضوعة
رهن إشارة المكتب من طرف السلطات المختصة أو إذا كان تحديد سعرها يتم تحت
رقابة هذه السلطات، فان فاتورة هذه الخدمات لا يمكن ان تتجاوز أقل تكلفة مماثلة.
مخولة للبعثات الأجنبية المعتمدة.

3. في حالة القوة القاهرة، المؤدية إلى الانقطاع التام أوالجزئي للخدمات المذكورة
أعلاه، يجب أن تمنح للمكتب نفس الأولوية الممنوحة للمصالح والأجهزة الأساسية
للحكومة لممارسة مهامه.

4. الأموال الموجهة لمنظمة الأمم المتحدة للسكن، يجب أن تدبر طبقاً لقواعد وشروط التدبير المالي للأمم المتحدة.

المادة السادسة تطبيق الاتفاقية العامة

تطبق الاتفاقية العامة على المكتب وممتلكاته وأمواله وأصوله وعلى موظفيه وعلى الخبراء المكلفين بمهام وعلى الأشخاص الذين يؤدون الخدمات في البلد المضيف.

المادة السابعة حرمة المكتب

1. لا تنتهك حرمة المكتب وكذا ممتلكاته وأصوله، أينما كانت و أيا كانت بحيازته، وهي محصنة ضد التفتيش والاستيلاء والمصادرة ونزع الملكية وأي شكل من أشكال الاكراه التنفيذي الإداري أو القضائي أو التشريعي.

2. لا يمكن لموظفي أو عون من البلد المضيف أو لأي شخص يمارس سلطة عامة في البلد المضيف، أن يلج إلى مبني المكتب للقيام بمهام فيها، دون موافقة رئيس المكتب ووفق الشروط التي يرخص بها. في حالة نشوب حريق أو غيره من الحالات التي تتطلب إجراءات وقائية فورية، تفترض موافقة رئيس المكتب للولوج الضروري لمبني المكتب عند عدم إمكانية الاتصال به (بها) في الوقت المناسب.

3. يمكن أن تستخدم المبني والمنشآت التابعة للمكتب للاجتماعات والندوات والمعارض وغيرها من الأنشطة ذات الصلة، المنظمة من طرف مكتب الأمم المتحدة أو منظمات أخرى مرتبطة بها.

4. لا يمكن أن تستخدم مبني المكتب بطريقة غير ملائمة لموضوع ومضمون المكتب كما هو منصوص عليه في المادة الرابعة أعلاه.

المادة الرابعة

موضوع ومضمون الاتفاق

1. ينظم هذا الاتفاق الأنظمة الأساسية المطبقة على مبني المكتب وموظفيه والخبراء في مهمة والأشخاص الذين يؤدون خدمات للمكتب في البلد المضيف.
2. تؤكد الحكومة أن المعاملة الممنوحة للمكتب ستكون ممثلاً للمعاملة التي تستفيد منها بعثة أجنبية معتمدة في البلد المضيف.
3. كل مبني داخل أو خارج المملكة المغربية، و الذي يمكن أن يستعمل، بموافقة من الحكومة، لاجتماعات، او ملتقيات، او دروس تكوينية، أو ندوات، أو ورشات أو أنشطة مشابهة منظمة من طرف المكتب. و يعتبر، مؤقتاً، جزءاً من مبني المكتب مشمولاً بهذا الاتفاق خلال المدة التي تستغرقها هذه الاجتماعات، أو الملتقيات، أو الدروس التكوينية، أو الندوات، أو الورشات أو الأنشطة المشابهة المنظمة من طرف المكتب.

المادة الخامسة

الاتفاقيات المالية

1. ستحمّل الحكومة المغربية لمotel الأمم المتحدة للسكن من خلال حسابها الخاص بالتعاون الدولي، مبلغاً يناهز 300.000.00 دولاراً أمريكيـاً(ثلاث مائة ألف دولار أمريكيـيـ) في كل سنة من سنوات مدة هذا الاتفاق، و ذلك لتغطية نفقات استغلال المكتب، و الموظفين. وتهـمـ هذه المسـاهـمةـ المـبلغـ والمـيزـانـيـ وـ الـاتـفاـقيـاتـ المـالـيـةـ وأـجـالـ التـسـديـدـ، كما تـغـطـيـ مـبـالـغـ الدـعـمـ لمـوـئـلـ الـامـمـ الـمـتـحـدـةـ لـلـسـكـنـ، وـ ذـلـكـ طـبـقاـ لـلـمـاسـطـرـ المـوـحـدـ لـلـأـمـمـ الـمـتـحـدـةـ.
2. ستضع الحكومة المغربية رهن إشارة المكتب، بالمجان و في أقرب الأجل، بعد دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ، مبني مناسبة لدى وزارة إعداد التراب الوطني والتعهـيرـ وـ الـاسـكـانـ وـ سـيـاسـةـ الـمـدـيـنـةـ.
3. تتحمل الحكومة المغربية تكاليف شغل و استخدام و صيانة المبني المذكورة في الفقرة 2، خارج تكاليف الاتصالات الهاتفية الدولية.

د- "ممثلو الطرفين في الاتفاقية" يعني الأشخاص المكلفين من طرف الحكومة للتصرف باسمها عنها في المسائل المتعلقة بإنشاء وتشغيل المكتب وأنشطته في المملكة المغربية.

ذ- "الاتفاقية العامة" تعني الاتفاقية التي تهم امتيازات وحصانات الأمم المتحدة، التي اعتمتها الجمعية العامة في 13 شباط 1946، والتي صادقت عليها المملكة المغربية.

ر- "السلطات المختصة" تعني السلطات المركزية أو المحلية أو غيرها، طبقا لقوانين المملكة المغربية.

ز- "مباني المكتب" تعني المبنى أو جزء من المبنى المشغولة بصفة دائمة أو مؤقتة من قبل المكتب أو لانعقاد اجتماعات مستدعى إليها في المملكة المغربية من قبل المكتب، على النحو المحدد في الملحق (أ) أو في أي ملحق يمكن أن يلحق هذا الاتفاق، أي أرض أو مبنى أو منصة يمكن إدراجها من وقت لآخر، بصفة دائمة أو مؤقتة طبقا لهذا الاتفاق أو أي تعديل محتمل موقع مع الحكومة.

س- "أرشيف المكتب" يعني جميع الملفات والمراسلات والوثائق والمخطوطات وسجلات الكمبيوتر والأفلام والصور وتسجيلات الفيديو والتسجيلات الصوتية التي يملكها المكتب أو يمسكها في إطار أنشطته.

ش- "ممتلكات المكتب" تعني جميع الممتلكات، بما فيها الأموال والعائدات والأصول الأخرى التي تعود للمكتب أو يمسكها أو يسيرها المكتب في إطار انشطته.

ص- "الأمين العام" يعني الأمين العام للأمم المتحدة.

ض- "الاتصالات" يعني جميع عمليات إرسال واستقبال المعلومات المكتوبة أو الشفهية أو بالصور و المعلومات الصوتية أو أي معلومات أخرى كيما كانت طبيعتها من موجات، وراديو والأقمار الاصطناعية والآلياف البصرية أو أي وسيلة أخرى إلكترونية أو كهرومغناطيسية.

المادة الثانية إنشاء مكتب

يتم إنشاء مقر المكتب في مدينة الرباط عاصمة المملكة المغربية وسيؤمن الوظائف المشار إليها بموجب المقتضيات الواردة في ديباجة هذا الاتفاق.

المادة الثالثة الشخصية القانونية

سيتمكن المكتب بالشخصية القانونية بالمملكة المغربية، وبالأهلية ل:

- التعاقد،
- حيازة وتفويت الممتلكات من عقارات ومنقولات،
- التقاضي.

✓ أن الحكومة المغربية و مؤل الأمم المتحدة عقدا المشاورات بشأن إنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية في مدينة (الرباط) (من الآن فصاعدا "مكتب").

✓ أن الحكومة المغربية اتفقت مع مؤل الأمم المتحدة على إنشاء مكتب لغرض تعزيز التعاون الدولي لتنمية الإسكان والتنمية الحضرية.

ورغبة منها في إبرام اتفاق لتحديد الامتيازات والخصائص الالزمة لعمل المكتب ولإنجاز مهمة موظفيه.

تبعا لذلك، مؤل الأمم المتحدة و الحكومة المغربية، المسميين جماعيا "الطرفين" وبشكل فردي "الطرف"،

وخلص هذا الاتفاق بروح من التعاون الودي إلى ما يلي:

المادة الأولى التعريف

1. من أجل أغراض هذا الاتفاق:

- أ- "الدولة المضيفة" تعني المملكة المغربية.
- ب- "الحكومة" تعني حكومة المملكة المغربية.
- ت- "الطرفان" تعني مؤل الأمم المتحدة وحكومة المملكة المغربية.
- ث- "رئيس المكتب" يعني المسؤول المعين على رأس المكتب.
- ج- "الخبراء في مهمة" يعني الأفراد، من غير مسؤولي المكتب الذين يؤدون مهاما بطلب من المكتب أو لحسابه.
- ح- "موظف المكتب" يعني جميع أفراد موظفي الأمم المتحدة والمعينين لدى المكتب، بدون تمييز على أساس الجنسية، من غير الموظفين المعينين محليا والموقتلين أو المياومين وفقا لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة 76 (1) من 7 ديسمبر 1946.
- خ- "الأشخاص الذين يؤدون خدمات" يقصد بهم موردي الخدمات والخبراء الميدانيين والمتقطعين، والمستشارين، و الأشخاص الذاتيين او المعنوين ومستخدميهم الذين يمكن للمكتب أن يشغلهم لتحقيق أو المساعدة في إنجاز أعماله.

- ✓ استعداد الحكومة المغربية لعملها في مجال الوقاية و القضاء على مدن الصفيح، وبشكل عام جميع أشكال الأحياء الفقيرة من خلال سياسة عامة شاملة ومتكاملة لتعزيز التنمية البشرية والاجتماعية و التكامل الاقتصادي للسكن.
- ✓ أن الحكومة المغربية تعزم جعل القانون والحصول على السكن واحدة من الدوافع الرئيسية لهذه التنمية البشرية و الاجتماعية والاندماج الاقتصادي.
- ✓ استعداد الحكومة المغربية للعمل من أجل التكامل في المناطق الحضرية والاندماج الاجتماعي لجميع المستوطنات ومحاربة التشرذم الاجتماعي و الم GALI، وخاصة من خلال تنفيذ سياسة المدينة، والاستفادة من الخبرات والتجارب الدولية في هذا المجال.
- ✓ استعداد الحكومة المغربية لترسيخ الإنجازات التي تحقق في مجال مكافحة التهميش وانعدام الأمن والانحراف في استراتيجيات مبتكرة لتحسين ظروف السكن والوقاية والقضاء على الأحياء الفقيرة لدمج سكان هذه الأحياء سياسيا واجتماعيا وثقافيا واقتصاديا في المدن، وذلك بهدف الحد من الفقر في المناطق الحضرية وعدم المساواة الاجتماعية.
- ✓ استعداد الحكومة المغربية لإضفاء الطابع المؤسسي على تمثيل مؤتمر الأمم المتحدة لتعزيز فرص التعاون فيما بين بلدان الجنوب وتبادل الخبرات على وجه الخصوص في مجال مكافحة الأحياء الفقيرة و في تحديد الممارسات الجيدة والإرشاد و تبادل الخبرات مع الدول.
- ✓ استعداد الحكومة المغربية للاستفادة من دعم منظومة الأمم المتحدة لتنفيذ السياسات العامة والبرامج، والخطط لتعزيز التنمية المستدامة المنصفة والشاملة.
- ✓ أن حكومة المملكة المغربية، وبخاصة وزارة الشؤون الخارجية والتعاون الدولي (من الآن فصاعدا "الحكومة") هي السلطة العامة التي تتحمّل المسؤولية لإبرام اتفاق الدولة المضيفة (من الآن فصاعدا "الاتفاقية") مع مؤتمر الأمم المتحدة، من أجل إنشاء مكتب وطني لموريتانيا في المملكة المغربية.

اتفاق البلد المضيف
بين حكومة المملكة المغربية ومنظمة الأمم المتحدة ممثلة ببرنامج المستوطنات
 التابع للأمم المتحدة بشأن إنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية

وإذ تضع في اعتبارها :

✓ أن الحكومة المغربية لديها اهتمام خاص وأهمية في تطوير وتعزيز التعاون مع الدول الأعضاء في الأمم المتحدة، واستعداد لتنفيذ المبادئ العالمية المعترف بها لتحسين ظروف السكن و الوقاية و القضاء على مدن الصفيح وتطوير الإسكان الميسر العرض والمتاح للجميع.

✓ أن الأمم المتحدة، ممثلة ببرنامج الأمم المتحدة للمستوطنات البشرية، الذي أنشأ أصلاً بصفته مركز الأمم المتحدة للمستوطنات البشرية (المونيل) بالقرار 162/32 للجمعية العامة للأمم المتحدة بتاريخ 19 ديسمبر 1977، وبعد ذلك تم تحويله إلى هيئة تابعة للجمعية العامة للأمم المتحدة بقرارها 206/26 المؤرخ في 21 كانون الأول عام 2001، ومقرها في نيروبي، كينيا (موئل الأمم المتحدة) الممثل داخل منظومة الأمم المتحدة، وكالة لأنشطة المستوطنات البشرية ومركز التنسيق لرصد وتقدير تنفيذ جدول أعمال المونيل والمكلف بمهام فصل "المستوطنات البشرية لجدول أعمال اجندة 21" والمسؤولة عن تعزيز وتوطيد التعاون مع جميع الشركاء، بما في ذلك السلطات المحلية والقطاع الخاص والمنظمات غير الحكومية لتنفيذ جدول أعمال المونيل والأهداف الإنمائية للألفية، هدف (7 د) الرامي إلى تحسين ظروف عيش 100 مليون شخص على الأقل من سكان الأحياء الفقيرة بحلول عام 2020.

ظهير شريف رقم 1.19.103 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاق البلد المضيف المبرم بالرباط في 11 ماي 2016 بين حكومة المملكة المغربية ومنظمة الأمم المتحدة ممثلة ببرنامج المستوطنات البشرية التابع للأمم المتحدة بشأن إنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على اتفاق البلد المضيف المبرم بالرباط في 11 ماي 2016 بين حكومة المملكة المغربية ومنظمة الأمم المتحدة ممثلة ببرنامج المستوطنات البشرية التابع للأمم المتحدة بشأن إنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية ؛

وعلى القانون رقم 07.19 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.100 بتاريخ 5 ذي القعدة 1440 (8 يوليو 2019) ؛

ونظرا ل الإعلام المملكة المغربية باستيفاء الإجراءات اللاحزة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريفي بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، اتفاق البلد المضيف المبرم بالرباط في 11 ماي 2016 بين حكومة المملكة المغربية ومنظمة الأمم المتحدة ممثلة ببرنامج المستوطنات البشرية التابع للأمم المتحدة بشأن إنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطاف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة السادسة والعشرون

يعتبر التأمين على المركبات الذي يغطي المسؤولية المدنية للناقل ضرورياً بالنسبة لكل مركبة معنية بهذا الاتفاق تسير على أراضي الطرف المضيف.

يجب أن يكون عقد التأمين جاري الصلاحية على أراضي الطرف المضيف.

في حالة انعدام اتفاق بين شركات التأمين في البلدين يقتضي بالمعاملة بالمثل فيما يخص الأخطار التي قد يتعرض لها الناقل على أراضي البلد المضيف، يجب أن تكون المركبة مؤمنة في البلد المضيف. وفي هذه الحالة، توجد إمكانيتان:

- بالنسبة للمركبة المسجلة بالمملكة المغربية، شهادة التأمين يمكن أن تكون إما البطاقة ذات اللون البني «CEDEAO» أو أي شهادة تأمين تغطي الأخطار التي قد يتعرض لها الناقل على أراضي الجمهورية المالية;
- بالنسبة للمركبة المسجلة بالجمهورية المالية، شهادة التأمين يمكن أن تكون إما البطاقة الدولية ذات اللون الأخضر أو أي شهادة تأمين تغطي الأخطار التي قد يتعرض لها الناقل على أراضي المملكة المغربية.

المادة السابعة والعشرون

يطبق هذا الاتفاق بشكل مؤقت ابتداء من تاريخ التوقيع عليه ويدخل حيز التنفيذ اعتباراً من تاريخ تبادل الإشعارات الدبلوماسية المتعلقة بتصديق الطرفين عليه وفقاً لمقتضياتهما التشريعية والتنظيمية.

يبقى هذا الاتفاق سارياً المفعول بعد دخوله حيز التنفيذ، ما لم يتم إنهاء العمل به من قبل أي من الطرفين المتعاقدين مع إعطاء إشعار بذلك عبر القنوات الدبلوماسية. وفي هذه الحالة، ينتهي مفعول الاتفاق في أجل ستة أشهر بعد تاريخ هذا الإشعار.

المادة الثامنة والعشرون

ينسخ هذا الاتفاق كل معاهدة لتطبيق الاتفاques في مجال النقل الطرفي الدولي بين الطرفين المتعاقدين.

وإثباتاً لذلك، وقع المفوضان المخول لهم من قبل حكومتهما هذا الاتفاق.

حرر بالرباط بتاريخ 8 مارس 2018، في نظيرتين أصليين باللغات العربية والفرنسية. وكل منها نفس الحجية.

عن	عن
حكومة جمهورية مالي	حكومة المملكة المغربية
مولاي أحمد بوباكار	عبد القادر اعمارة
وزير النقل وفك العزلة	وزير التجهيز والنقل واللوجستيك والماء

المادة العشرون

لتطبيق أحكام هذا الاتفاق، يحدث الطرفان المتعاقدان لجنة مشتركة.

تجتمع اللجنة المشتركة كل سنتين أو بطلب من السلطة المختصة لأحد الطرفين المتعاقددين بالتناوب فوق تراب كل واحد منها.

المادة الواحد والعشرون

تطبق أحكام هذا الاتفاق، بواسطة بروتوكول يحدث لهذا الشأن.

تنكلف اللجنة المشتركة، المحدثة في المادة 20 من هذا الاتفاق، بإحداث وتغيير هذا البروتوكول.

المادة الثانية والعشرون

لإنجاز عمليات نقل المواد الخطرة على أراضي البلد المضيف، غير تلك التي لا تدخل ضمن نطاق تطبيق هذا الاتفاق، يجب الحصول على رخصة خاصة مسلمة مسبقاً من طرف السلطات المختصة لهذا البلد.

المادة الثالثة والعشرون

لائحة البضائع التي لا تدخل ضمن مجال تطبيق هذا الاتفاق، تحدد من طرف اللجنة المشتركة.

المادة الرابعة والعشرون

يجب على المصالح المختصة لدى الطرفين المتعاقددين أو الهيئات المعتمدة من قبل أحد الطرفين المتعاقددين القيام بالمراقبة التقنية للمركبات المسجلة بأراضيها وتسليمهم شهادات الفحص التقني. وتبين المصالح المختصة المذكورة أو الهيئات المعتمدة مدة صلاحية الشهادات الممنوحة.

المادة الخامسة والعشرون

يجب على المسارات الطرقية التي تستعملها المركبات التي تنجز عمليات النقل في إطار هذا الاتفاق، أن تمرأجبارياً، عبر مركز حدودي للمراقبة الجمركية، عند الدخول أو الخروج من أراضي الطرفين. تحدد اللجنة المشتركة لائحة المراكز الحدودية لكل بلد.

المادة السادسة عشرة

يجب على ناقل أحد الطرفين المتعاقدين المستخدمين التابعين لهم، خلال قيامهم بعمليات نقل على أراضي البلد المضيف، احترام مقتضيات هذا الاتفاق وكذلك القوانين الوطنية والأنظمة في مجال النقل، والسير على الطرقات والعبور الجمركي الجاري بها العمل فوق أراضي كل من الطرفين المتعاقدين.

المادة السابعة عشرة

يطبق التشريع الوطني الجاري به العمل في أحد الطرفين المتعاقدين، على أراضيه، في كل نقطة لم يتم التطرق إليها في هذا الاتفاق.

المادة الثامنة عشرة

في حالة ارتكاب مخالفات للتشريع المعمول به على أراضي البلد المضيف أو لأحكام هذا الاتفاق أو للشروط المحددة في الرخص، يمكن للسلطة المختصة لدى الطرف المتعاقد الذي سجلت فيه المركبة، بطلب من السلطة المختصة للطرف المتعاقد الآخر، اتخاذ الإجراءات التالية:

- أ. توجيه إنذار للناقل الذي ارتكب المخالفة;
- ب. منع الناقل، بصفة مؤقتة أو نهائية من إنجاز عمليات النقل على أراضي الطرف المتعاقد الذي ارتكبت فيه المخالفة.

تخبر السلطة المختصة التي اتخذت مثل هذا الإجراء، السلطة المختصة التي طلبت.

لا تستثنى أحكام هذه المادة العقوبات الجنائية والإدارية التي يمكن تطبيقها من طرف المحاكم أو السلطات الإدارية للبلد الذي ارتكبت فيه المخالفة.

المادة التاسعة عشرة

يعين الطرفان المتعاقدان المصالح المختصة لاتخاذ التدابير المقررة في هذا الاتفاق ولتبادل المعلومات الضرورية، كإحصائيات أو غيرها.

المادة الثانية عشرة

لا يمكن لباقي أحد الطرفين المتعاقدين إنجاز عمليات للنقل بين الطرف المتعاقد الآخر وبلد ثالث.

المادة الثالثة عشرة

يستلزم النقل بواسطة المركبات التي تتجاوز أوزانها أو أبعادها الحدود المعتمدة فوق أراضي أحد الطرفين المتعاقدين، رخصة خاصة مسلمة من طرف السلطة المختصة لهذا الطرف.
هذه الرخصة تحدد الشروط المخصصة لتنفيذ عملية النقل التي تقوم بها المركبة المعنية.

المادة الرابعة عشرة

يؤدي ناقلو الطرفين المتعاقدين الذين يقومون بعمليات النقل وفق هذا الاتفاق، الضرائب والتكاليف الجاري بها العمل فوق أراضي البلد المضيف.

المادة الخامسة عشرة

- يمكن لأفراد طاقم العربية أن يستوردوا مؤقتا، مع الإعفاء من الرسوم الجمركية وبدون رخصة استيراد، لوازهم الشخصية والأدوات الضرورية لعربتهم، لمدة إقامتهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، باستثناء البضائع المستوردة لأغراض تجارية، وذلك طبقا للتشريعات الجمركية الجاري بها العمل فوق تراب الطرفين المتعاقدين.
- تعفى قطع الغيار التي تستورد بمصفة مؤقتة لإصلاح مركبة متضررة التي تقوم بعمليات النقل المنصوص عليها في هذا الاتفاق، والتي تعطلت فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، من الرسوم الجمركية، والضرائب وغيرها مما يؤدي وفقا للقوانين والأنظمة الوطنية المعمول بها فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.

يجب إعادة تصدير أو تدمير القطع الغير المستعملة تحت المراقبة الجمركية.

- يعفى الوقود والمعروقات والزيوت الموجودة داخل الخزانات العادية للمركبة كما تم تحديدها من قبل الصانع المستعملة في دفع المركبة، وعند الاقتضاء، في تسخير نظام التبريد، من الرسوم والضرائب الجمركية المفروضة على الاستيراد.

المادة التاسعة

تبادل السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين سنوياً بالمجان، على بياض، رخص نقل البضائع في إطار الحصص المحددة، باتفاق مشترك، من طرف اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 20 من هذا الاتفاق.

المادة العاشرة

تمنح السلطات المختصة لدى الطرفين المتعاقدين، رخصاً خارج الحصة بالنسبة لعمليات النقل التالية:

- أ. النقل الجنائزى بواسطة مركبات مهيئة لهذا الشأن؛
- ب. نقل الرحليل بواسطة مركبات مناسبة لهذا الغرض؛
- ت. نقل المعدات واللوازم والحيوانات الموجهة للتظاهرات المسرحية والموسيقية والسينماتية والرياضية والسيرك والمعارض والحفلات الفلكلورية والخاصة بالتسجيل الإذاعي والسينمائي والتلفزي؛
- ث. نقل المركبات المتضررة؛
- ج. مركبات الإغاثة والجر؛
- ح. النقل الفارغ لمركبة معدة لنقل البضائع ومحملة لتعويض مركبة تعطلت في أراضي الطرف المتعاقد الآخر وكذلك استكمال الرحلة لنقل البضائع بواسطة المركبة التي عوضت المركبة المعطلة، وذلك باستعمال الرخصة المسلمة للمركبة المعطلة؛
- خ. نقل معدات الإغاثة والمساعدة لا سيما عند حدوث كوارث؛
- د. النقل لأغراض المساعدات الإنسانية؛

يخول للجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 20 من هذا الاتفاق تعديل اللائحة المحددة في هذه المادة.

الجزء الثالث – مقتضيات عامة**المادة الحادية عشرة**

لا يمكن لباقي أحد الطرفين المتعاقدين إنجاز عمليات النقل بين نقطتين تقعان على أراضي الطرف المتعاقد الآخر.

المادة السادسة

تخضع لرخصة خاصة مسلمة من طرف السلطة المختصة بالبلد المضيف، كل الخدمات غير المشار إليها في المادتين 4 و 5 أعلاه.

تحدد مساطر وشروط تسلیم هذه الرخصة الخاصة في البروتوكول المنصوص عليه في المادة 21 من هذا الاتفاق.

الجزء الثالث - نقل البضائع

المادة السابعة : نظام الرخص

تخضع لنظام الرخصة المسبيقة، كل عملية لنقل البضائع المنجزة بين أراضي الطرفين المتعاقدين أو عبرا بأراضي البلد المضيف والمنجزة بواسطة مركبات مسجلة في البلد الأصلي للمركبة.

المادة الثامنة : أنواع الرخص المسبيقة

تشمل الرخصة المسبيقة، المطابقة للنماذج المحددة من طرف اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 20 من هذا الاتفاق، نوعين من الرخص:

1. رخصة للرحلة : صالحة لرحلة واحدة، ذهابا وإيابا، والتي لا تتعدي مدة صلاحيتها ثلاثة أشهر ابتداء من تاريخ تسليمها;
2. رخصة صالحة لرحلات متعددة : صالحة لعدد من الرحلات، ذهابا وإيابا، ويحدد هذا العدد من طرف اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 20 من هذا الاتفاق. وتحدد مدة صلاحيتها في سنة مدنية.

تمتنع الرخصة المذكورة الحق للناقل، عند العودة، في شحن البضاعة من البلد المضيف ونقلها إلى أراضي البلد الأصلي للمركبة.

لا يمكن استعمال الرخصة إلا من طرف الناقل الذي منحت له وهي غير قابلة للتغوفيت.

يخضع الدخول الفارغ لمركبات نقل البضائع لرخصة خاصة تسلمها السلطة المختصة للبلد المضيف.

يجب أن يكون أصل الرخصة على متن المركبة ويعين الإدلاء بهما لعون المراقبة عند طلبه ذلك.

1. خدمات الباب المغلق، أي الخدمات المنجزة بواسطة نفس المركبة والتي تنقل نفس المجموعة من المسافرين على طول الرحلة وتعود بهم إلى مكان انطلاقها دون إنزال أو إرکاب مسافرين أثناء الرحلة، وتوجد نقطة الانطلاق في أراضي البلد الأصلي للمركبة :
2. خدمات النقل العرضي التي تشمل رحلة ذهاب محمولة بمجموعة من المسافرين ورحلة إياب فارغة، وتوجد نقطة الانطلاق في أراضي الطرف المتعاقد الذي يتواجد به مسكن أو المقر الاجتماعي للناقل.

يجب أن يكون على متن المركبات المستعملة في إطار الخدمات المشار إليها في النقاطين 1 و 2 أعلاه، ورقة طريق تتضمن لائحة المسافرين، ويجب أن توقع هذه الورقة من طرف الناقل وأن تحمل خاتم إدارة تابعة للبلد الأصلي للمركبة.

يحدد نموذج ورقة الطريق من طرف اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة 20 من هذا الاتفاق. يتم ملء ورقة الطريق بالبلد الأصلي للمركبة ويجب أن تقدم من طرف السائق لعون المراقبة المعتمد، كلما طلب ذلك.

المادة الخامسة : النقل المنتظم

يجب أن تكون عمليات النقل المنتظم مرخصا لها مسبقا من طرف السلطات المختصة لدى الطرفين المتعاقدين.

لا يمكن أن يتم استغلال خدمة منتظمة بين الطرفين إلا على أساس شراكة بين الناقلين، تتكون على الأقل من ناقل تابع لكل طرف من الأطراف المعنية بالخدمة.

تسلم السلطات المختصة لكل بلد، على أساس المعاملة بالمثل، الرخص بالنسبة لجزء المسار المنجز فوق أراضيها.

تحدد مساطر وشروط تسليم هذه الرخص في البروتوكول المنصوص عليه في المادة 21 من هذا الاتفاق.

- ناقل : كل شخص ذاتي أو معنوي يوجد مسكنه أو مقره الاجتماعي سواء بالمملكة المغربية أو بالجمهورية المغربية، مرخص له بممارسة النقل الدولي للمسافرين أو للبضائع عبر الطرق، طبقا للتشریعات والأنظمة الوطنية الجاري بها العمل.
- مركبة طرقية لنقل البضائع : كل مركبة طرقية ذات محرك، و كل مقطورة أو نصف مقطورة مبيأة لتكون مجرورة، وتستعمل بشكل عادي لنقل البضائع والتي يفوق وزنها الإجمالي المأذون به محملة 3.5 طن.
- مركبة نقل المسافرين: كل مركبة ذات محرك مسجلة على أراضي أحد الطرفين المتعاقددين، مبيأة للنقل الدولي للأشخاص وتتوفر على أكثر من تسعه مقاعد بما في ذلك مقعد السائق. بالنسبة للخدمات المنتظمة، يتعين على المركبة أن تكون قادرة على نقل أكثر من 25 شخصا.
- المسارات الطرقية : المسارات المحددة من طرف السلطات المختصة لكل بلد لإنجاز النقل
- الرخصة : كل ترخيص أو تفويض أو رخصة معمول به حسب المقتضيات المطبقة في أحد الطرفين المتعاقددين
- النقل المنظم للمسافرين : الخدمات التي تومن نقل المسافرين حسب وثيرة ومواعيدهن ومسار محدد مسبقا، مع إمكانية إرکاب وإنزال المسافرين بنقط توقف محددة مسبقا. وتفتح الخدمات المنتظمة في وجه العموم.
- النقل العرضي : خدمات النقل التي لا تنطبق عليها خدمات النقل المنظم المحددة أعلاه والتي تتميز على الخصوص بكونها خدمات موجهة لنقل مجموعات تم تكوينها بمبادرة من أمر بالنقل أو من الناقل نفسه.

الجزء الثاني - نقل المسافرين

المادة الثالثة : الرخص

تُخضع لنظام الرخصة المسبقة المسلمة من طرف السلطة المختصة للبلد المضيف، كل عملية نقل منجزة بواسطة مركبات نقل المسافرين بين أراضي الطرفين المتعاقددين أو عبرا بأراضيهما، باستثناء عمليات النقل المنصوص عليها في المادة 4 بعده.

المادة الرابعة : النقل العرضي

لا تخضع لنظام الرخصة المسبقة على أراضي البلد المضيف، الخدمات العرضية المحددة بعده والممنجزة بواسطة مركبات مسجلة بأراضي البلد الأصلي للمركبة :

اتفاق بين
المملكة المغربية وجمهورية مالي
بشأن النقل الدولي عبر الطرق للمسافرين والبضائع

الديبياجة:

إن المملكة المغربية وجمهورية مالي:

- اعتبارا لاطار توطيد علاقات الصداقة والتعاون الأخوي بين جمهورية مالي والمملكة المغربية
- اعتبارا للديناميكية الجديدة في العلاقات الثنائية للبلدين
- اعتبارا للاتفاق العام للتعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مالي الذي ينص على برامح للتبادل بين الدولتين في ميدان النقل سواء البحري أو السككي أو الطرق
- اقتناعا بأهمية النقل الطرقي في تطوير العلاقات الاقتصادية
- رغبة مهما في تعزيز النقل الطرقي للمسافرين والبضائع بين الدولتين وكذا العبور عبر أراضهما

اتفاقنا على ما يلي

الجزء الأول - مجال التطبيق وتعريفات

المادة الأولى

تطبق مقتضيات هذا الاتفاق على عمليات النقل الطرقي للمسافرين والبضائع المنجزة بين أراضي المملكة المغربية وأراضي جمهورية مالي أو عبورا بأراضي أحد الطرفين المتعاقدين من طرف ناقلين وطنيين وبواسطة مركبات مسجلة في أحد الطرفين المتعاقدين.

المادة الثانية

بموجب هذا الاتفاق، يقصد بـ :

- **البلد الأصلي للمركبة** : أراضي الطرف المتعاقد الذي تم به تسجيل المركبة.
- **البلد المضيف** : أراضي الطرف المتعاقد الذي تتجزء به عمليات النقل بواسطة مركبة مسجلة بأراضي الطرف المتعاقد الآخر.
- **البلدان الأخرى** : أراضي البلدان الأخرى، ماعدا البلد الأصلي والبلد المضيف

المادة 22

الدخول حيز التنفيذ والإنهاء

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في اليوم الثلاثين ابتداء من تاريخ التوصل بأخر إشعار كتابي. عبر القنوات الدبلوماسية. يشعر بواسطته الطرفان بعضهما البعض. رسميا، باستكمال إجراءاتهما الداخلية المطلوبة لدخوله حيز التنفيذ.

2- يطبق هذا الاتفاق لفترة غير محددة ويظل ساري المفعول إلى حين انقضاء ستة أشهر بعد استلام أي من الطرفين، عبر القنوات الدبلوماسية، لإشعار كتابي يفيد نهاية الطرف الآخر في إنهاء هذا الاتفاق.

حرر في الرباط بتاريخ 11 أكتوبر 2017 في نسختين لهما نفس الحجية، كل منها باللغات العربية والرومنية والإنجليزية، وفي حالة الاختلاف في تأويل هذا الاتفاق، يأخذ للنص الإنجليزي.

عن

حكومة روسيا الاتحادية

فلاديمير بوتين

رئيس دائرة الجمارك الاتحادي

عن

حكومة المملكة المغربية

محمد بوعصب

وزير الاقتصاد والمالية

ظهير شريف رقم 1.19.55 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق
للمسافرين والبضائع، الموقع بالرباط في 8 مارس 2018 بين المملكة المغربية وجمهورية مالي

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للمسافرين والبضائع، الموقع بالرباط في 8 مارس 2018 بين المملكة المغربية وجمهورية مالي :

وعلى القانون رقم 28.18 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور وال الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.21 بتاريخ 21 من جمادي الآخرة 1440 (27 فبراير 2019) :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للمسافرين والبضائع، الموقع بالرباط في 8 مارس 2018 بين المملكة المغربية وجمهورية مالي .

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

- د) تبادل زيارات الخبراء في القضايا الجمركية؛
هـ) تبادل المعلومات المهنية والعلمية والتقنية المتعلقة بالتشريع الجمركي وبالأنظمة والمساطر الجمركية.

المادة 17

التكاليف

- 1- تتحمل إدارة الجمارك المطلوب منها تكاليف تنفيذ طلب بمقتضى هذا الاتفاق، باستثناء تكاليف الشهود والخبراء والمتجمين في حال ما لم يكونوا موظفين حكوميين.
- 2- تكون تغطية التكاليف الأخرى المتکبدة لتنفيذ هذا الاتفاق موضوع توافق خاص بين إدارتي الجمارك.

المادة 18

تنفيذ الاتفاق

- 1- تقدم المساعدة الممنوحة بموجب هذا الاتفاق مباشرة من طرف مصلحتي الجمارك. ويمكن لمصلحتي الجمارك الاتفاق بشكل مشترك على التدابير المفصلة لتطبيق هذا الاتفاق.
- 2- يجوز لإدارتي الجمارك ترتيب اتصالات مباشرة بين مصالحهما المركزية والمحلية المكلفة بمكافحة التهريب والمخالفات الجمركية، وكذا بين مصالحهما الأخرى.
- 3- تعتمد إدارتا الجمارك الأحكام القانونية الازمة لتنفيذ هذا الاتفاق.

المادة 19

التطبيق الإقليمي

يطبق هذا الاتفاق فوق تراب المملكة المغربية وفوق تراب روسيا الاتحادية.

المادة 20

النزاعات والخلافات

تم تسوية النزاعات والخلافات بين الطرفين المتعلقة بتأويل وتطبيق أحكام هذا الاتفاق بالتشاور والتفاوض بين إدارتي الجمارك.

المادة 21

التعديلات

يجوز تعديل هذا الاتفاق، بتوافق مشترك بين الطرفين، بموجب بروتوكولات منفصلة.

المادة 14**استخدام المعلومة والسرية**

- 1- يجب استخدام المعلومات التي تم التوصل بها بموجب هذا الاتفاق حصرًا للأغراض المحددة في هذا الاتفاق. ولا يمكن استعمال هذه المعلومات لغرض آخر إلا في حالة ما إذا منحت مصلحة الجمارك موافقة صورية وكتابية بذلك.
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة على المعلومات المتعلقة بمخالفات ذات صلة بالمخدرات والمؤثرات العقلية. يمكن إرسال هذه المعلومات لسلطات أخرى تابعة لدول الأطراف المعنية بصفة مباشرة بمكافحة الاتجار غير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية.
- 3- يجوز لإدارتي الجمارك، وفقاً لهذا الاتفاق، استخدام المعلومات التي تم التوصل بها طبقاً للاتفاق كدليل في المساطر القضائية والإدارية. ويتم تحديد استخدام هذه المعلومات والوثائق كدليل وكذا قيمتها الإثباتية وفقاً لتشريعات الطرفين.
- 4- يتوجب على مصلحة الجمارك أن تمنع للمعلومات التي تتوصل بها بموجب هذا الاتفاق نفس مستوى السرية الذي يقتضيه تشريع دولة مصلحة الجمارك بالنسبة لمعلوماتها ووثائقها ذات نفس الطبيعة والمحظى.

المادة 15**استثناءات لوجوب تقديم المساعدة**

- 1- في الحالات التي ترى إدارة الجمارك المطلوب منها أن تنفيذ طلب مساعدة من شأنه أن يمس بسيادة دولتها أو بسلامتها أو بنظامها العام أو بأي من مصالحها الأساسية، ومن شأنه أن يمتنع كذلك بالسر الصناعي أو التجاري أو المعنوي وكذا أن يكون ضد مبادئ التشريع الوطني لدولتي الطرفين، يمكنها أن ترفض تقديم المساعدة المنوحة بمقتضى هذا الاتفاق، كلها أو جزءها أو أن تقدمها وفقاً لبعض الشروط أو المتطلبات.
- 2- في حالة رفض تقديم المساعدة، يتم إخبار إدارة الجمارك الطالبة كتابة وفوراً بقرار الرفض وأسبابه.
- 3- إذا تقدمت إدارة الجمارك الطالبة بطلب مساعدة مشابه لطلب يتعذر عليها هي نفسها أن تقدمه، يتوجب عليها أن تبين ذلك. ويترك تنفيذ هذا الطلب لتقدير إدارة الجمارك المطلوب منها.

المادة 16**المساعدة التقنية**

تقدم إدارة الجمارك لبعضهما البعض مساعدة تقنية في الميدان الجمركي تتضمن:

- أ) تبادل موظفي إدارتي الجمارك بغرض فهم تقنياتهما المستعملة من طرف إدارتي الجمارك;
- ب) التكوين والمساعدة في مجال تطوير القدرات المتخصصة لموظفي إدارتي الجمارك;
- ج) تبادل المعلومات والخبرات فيما يتعلق باستخدام المعدات التقنية بغرض المراقبة;

3- يجب تقديم الطلبات بالإنجليزية أو باللغة الرسمية لدولة إدارة الجمارك المطلوب منها مع الترجمة عند الاقتضاء أو بأي لغة مقبولة من الطرفين.

4- في حالة عدم استجابة طلب ما للمتطلبات الشكلية، طبقاً لهذه المادة، يمكن طلب تصحيحه أو تكميله بالرغم من كون ذلك يعيق العمل الأولي المتعلق بهذا الطلب.

المادة 11

تنفيذ الطلبات

1- تقوم إدارة الجمارك المطلوب منها بإجراء تحقيق رسمي في العمليات التي تنتهك أو قد تنتهك التشريعات الجمركية لدولة إدارة الجمارك الطالبة. وتنتمي إحالة نتائج التحقيق إلى إدارة الجمارك الطالبة.

2- يجري هذا التحقيق وفقاً لتشريعات إدارة الجمارك المطلوب منها. وتجري إدارة الجمارك المطلوب منها التحقيق باسمها الخاص.

3- يجوز لموظفي إدارة جمارك أحد الطرفين، في حالات منفصلة، وبناء على موافقة إدارة جمارك الطرف الآخر، التواجد فوق تراب الطرف الآخر، وفقاً لتشريعات دولته، أثناء التحقيق في المخالفات الجمركية المرتكبة فوق ترابها.

المادة 12

الشروط الخاصة بتواجد الموظفين

عندما يتواجد موظفو إدارة جمارك أي من الطرفين على تراب الدولة الطرف الأخرى. وفقاً للشروط المنصوص عليها في هذا الاتفاق، يتوجب عليهم أن يكونوا مستعدين طوال الوقت للإدلاء بدليل بخصوص صفتهم الرسمية طبقاً لتشريعات هذا الطرف. ويتبعن عليهم عدم ارتداء زي رسمي وعدم حمل سلاح.

المادة 13

الخبراء والشهود

1- عند الطلب، يمكن لإدارة الجمارك المطلوب منها أن ترخص لموظفيها بالمثلول أمام محكمة بصفة خباء أو شهود في إجراءات إدارية أو قضائية بtribe الطرف الطالب ارتباطاً بخلق تشريعها الجمركي.

2- يجب على هؤلاء الموظفين أن يشهدوا بناء على حقائق وجدوها بأنفسهم أثناء مزاولتهم لمهامهم. ويجب أن يحدد طلب الشهادة القضية وكذا الصفة التي يجب أن يمثل بها الموظفون.

- أ- الأشخاص الذين ارتكبوا أو المشتبه في ارتكابهم مخالفة جمركية في دولة إدارة الجمارك المطلوب منها، وكذا دخول هؤلاء أو مقاديرهم لتراب الطرف الآخر:
 - ب- المركبات التي استخدمت أو يُشتبه في كونها استخدمت لارتكاب مخالفة جمركية داخل تراب إدارة الجمارك المطلوب منها:
 - ت- أماكن التخزين المتواجدة فوق تراب إدارة الجمارك الطالية والتي استخدمت أو يُشتبه في كونها استخدمت لارتكاب مخالفة جمركية.
- 2- يتعين على إدارتي الجمارك تبادل المعلومات حول نتائج المراقبة بدون تأخير.

المادة 9 تبادل المعلومات

- 1- يتعين على إدارتي الجمارك تزويد بعضهما البعض، بمبادرة منهما أو بناء على طلب، بمعلومات حول الأنشطة المنجزة أو المتوقعة التي تشكل أو قد تشكل مخالفة جمركية فوق تراب بلدبهم.
- 2- يمكن إرسال المعلومة المشار إليها في الفقرة الأولى أعلاه كتابة أو إلكترونيا، مع استعمال جميع الوسائل الالزام لتأويل المعلومة واستعمالها.
- 3- لا يمكن طلب الوثائق الأصلية إلا في حالة عدم كفاية النسخ التي تمت مراجعتها، ويتبعن إرجاعها إلى ممثل إدارة الجمارك في أقرب الآجال الممكنة.

المادة 10 شكل ومضمون طلبات المساعدة

- 1- تقدم طلبات المساعدة وفق هذا الاتفاق كتابة، ويرفق الطلب بالوثائق الالزام لتنفيذ هذا الطلب. في الحالات الاستعجالية، يمكن قبول طلب شفهي أو عبر البريد الإلكتروني، مع وجوب تأكيده فوراً بشكل رسمي كتابة.
- 2- يجب أن تتضمن الطلبات وفقاً للفقرة 1 من هذه المادة المعلومات التالية:
 - أ- اسم إدارة الجمارك الطالبة:
 - ب- طبيعة المساطر والإجراءات المطلوبة:
 - ج- موضوع وسبب الطلب:
 - د- القوانين والأنظمة وعناصر قانونية أخرى مرتقبة:
 - هـ- مؤشرات دقة وشاملة قدر الإمكان عن الأشخاص موضوع التحقيقات:
 - و- ملخصها للواقع.

2- تتبادل إدارتا الجمارك كذلك، في حدود اختصاصاتها وإمكانياتها، المعلومات حول السلع التي من الممكن أن تكون مزيفة.

المادة 6

مكافحة تغنين العائدات (تبسيض الأموال)

تلزم إدارتا الجمارك بالتعاون لمكافحة تغنين العائدات (تبسيض الأموال) المتحصل عليها جنانياً ومن تمويل الإرهاب خلال المراقبة الجمركية على حركة النقد والأسهم عبر حدود دولي الطرفين.

المادة 7

أشكال التعاون والمماعدة المتبادلة

1- تزود إدارتا الجمارك بعضهما البعض، بمبادرة منها أو بناء على طلب، بالمعلومات الازمة للتطبيق الملائم للتشريع الجمركي وتساعد إحداها الأخرى للتقييم الدقيق والتحصيل الكامل للرسوم والضرائب الجمركية، وكذا لمراقبة دقة القيمة الجمركية ودولة منشأ السلع والتصنيف.

2- تتبادل المصالح الجمركية فيما بينها المعلومات حول :

أ- الأساليب الجديدة والناجعة لمكافحة المخالفات الجمركية:

ب- التقنيات الجديدة والوسائل والأساليب المستخدمة لارتكاب المخالفات الجمركية:

ج- نتائج التطبيق الناجح للوسائل والتكنولوجيات الجديدة التي تهدف إلى الوقاية من المخالفات الجمركية والبحث عنها ومنعها:

د- تكنولوجيات وأساليب التخلص الجمركي ومراقبة السلع.

3- تتعاون إدارتا الجمارك فيما بينهما طبقاً لتشريعات دولتهما للغايات التالية :

أ- وضع برامج تكوين لفائدة موظفهما وتنفيذها وتطويرها:

ب- إحداث وتدعم قنوات الاتصال بغرض تعزيز تبادل معلومات أمن وعملي:

ج- تبادل زيارات رسمية للموظفين وتعيين ضباط ربط:

د- معاينة وتجربة تجهيزات ووسائل وتكنولوجيات جديدة تهدف إلى الوقاية من المخالفات الجمركية والبحث عنها ومنعها:

هـ- دراسة أي قضايا جمركية أخرى تتطلب جهوداً مشتركة.

المادة 8

مراقبة الأشخاص والبضائع والمركبات

1- بمبادرة منها أو بناء على طلب، تحرض إدارتا الجمارك، طبقاً لتشريعات بلددهما، على مراقبة :

ثـ. التعاون في مجال البحث وتطوير واختبار وسائل وتقنيات جديدة تهدف إلى الوقاية من المخالفات الجمركية والبحث عنها ومنعها، في تدريب الموظفين وتبادل الخبراء، وكذا في كل الميادين التي تتطلب جهوداً مشتركة:

جـ. العمل على تنسيق وتوحيد أنظمتها الجمركية وتحسين التقنيات الجمركية.

2. في إطار هذا الاتفاق، يجب تقديم المساعدة وفقاً للمقتضيات التقريرية لدولة إدارة الجمارك المطلوب منها، والتي تدخل في نطاق اختصاصاتها وإمكاناتها.

3. في حال عدم توفر إدارة الجمارك المطلوب منها على المعلومات المطلوبة، فإنها تتخذ تدابيرها بهدف الحصول على هذه المعلومات وفقاً لتشريع دولتها ومتصارفة باسمها.

المادة 3

تبسيط الإجراءات الجمركية

1. تتخذ إدارة الجمارك، بموجب تواافق ثانوي، التدابير اللازمة لتبسيط التخلص الجمركي بغية تسهيل وتسريع حركة البضائع بين ترابي دولتي الطرفين.

2. تعرف إدارة الجمارك على وجه التبادل بوسائل التحديد الجمركية (ترخيص، طباعة الأختام، الطوابع، العلامات التجارية وغيرها من وسائل التحديد المتفق عليها بتنسيق بين إدارتي الجمارك). والوثائق الجمركية المستعملة من قبل الطرفين. وإذا لزم الأمر، يمكن لإدارتي الجمارك وضع وسائلهما الخاصة لتحديد البضائع المنقولة لغرض جمركي.

المادة 4

معلومات عن حركة البضائع

تقوم إدارتا الجمارك، بناء على طلب، بتزويد بعضها البعض بالمعلومات التالية:

(أ) ما إذا كانت السلع المستوردة إلى تراب إدارة الجمارك الطالبة تصادر بصورة مشروعة من تراب إدارة الجمارك المطلوب منها؛

(ب) ما إذا كانت المصلع المصدرة من تراب إدارة الجمارك الطالبة تستورد بصورة مشروعة إلى إقليم إدارة الجمارك منها.

المادة 5

حالات خاصة للمساعدة

1- يمكن لإدارتي الجمارك، بمبادرة منها أو بناء على طلب، تقديم المساعدة المتبادلة تنفيذاً لتدابير تطبق حقوق الملكية الفكرية.

- ت. "إدارة الجمارك المطلوب منها" يقصد بها إدارة الجمارك التي تسلمت طلب المساعدة في المجال الجمركي وفقاً لهذا الاتفاق أو التي قدمت هذه المساعدة:
- ث. "المعلومة" تعني أي بيانات ووثائق وتقارير ونسخها المصادق عليها وأي إخباريات أخرى:
- ج. "تقنين (تبين) العائدات المتحصل عليها جنانياً" يقصد به منح الطابع القانوني لملكية أو استخدام أو ترتيب للعائدات المتحصل عليها بطرق إجرامية:
- ح. "الشخص" يعني كل شخص ذاتي أو معنوي:
- خ. "المخدرات" يقصد بها كل مادة طبيعية أو مركبة واردة في ملحقات الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لـ 30 مارس 1961، المعهدة بيرو/توكول 1972 القاضي بتعديل الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لـ 30 مارس 1961، والمدرجة ضمن اللوائح الوطنية للطرفين:
- د. "السلائف" تعني المواد الكيميائية المتحكم بها والمستخدمة في الإنتاج غير المشروع للمخدرات والمؤثرات العقلية، الواردة في الجداول الملحقة باتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الاتجار غير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية لـ 20 ديسمبر 1988، والمدرجة ضمن اللوائح الوطنية للطرفين:
- ذ. "المؤثرات العقلية" يقصد بها كل مادة طبيعية أو مركبة أو مادة أولية مدرجة في الجداول الملحقة بالاتفاقية بشأن المؤثرات العقلية لـ 21 فبراير 1971، والمدرجة ضمن اللوائح الوطنية للطرفين:
- ر. "التشريع الجمركي للدول الأطراف" يقصد به بالنسبة للاتفاques الدولية كل قانون أو مقتضيات تشريعية للدول الأطراف مطبقة وسارية ومنفذة مباشرة من قبل إدارتي الجمارك، بالإضافة إلى أي من الأحكام القانونية الصادرة عن إدارتي الجمارك ضمن اختصاصهما، فيما يتعلق بحركة البضائع عبر الحدود الجمركية وتخزينها وكذا تعشيرها.
- ز. "الرسوم الجمركية" هي الرسوم الجمركية والضرائب والمكوس أو أداءات أخرى تفرضها إدارتا الجمارك لدولتي الطرفين فوق تراب دولتي الطرفين وفقاً لتشريعاتهما الجمركية، باستثناء خصومات واقتطاعات إدارتي جمارك دولتي الطرفين:
- س. "مخالفة جمركية" تعني كل خرق للتشريعات الجمركية وكذا كل محاولة خرق لتلك التشريعات:
- ش. "سلسلة تزويد التجارة الدولية" تعني كل العمليات المتعلقة بتداول السلع من دولة منشئها إلى وجهتها:

المادة 2

مجال تطبيق الاتفاق

- وفقاً لمقتضيات هذا الاتفاق، يقوم الطرفان من خلال إدارتي الجمارك بيلديهما بـ:
 - اتخاذ التدابير من أجل تسهيل وتسريع تداول السلع بين ترابي دولتي الطرفين:
 - تبادل المساعدة في مجال الوقاية من المخالفات الجمركية والبحث عنها وجزءها:
 - تبادل المعلومات المفيدة والكافية بضمان تطبيق أفضل للتشريعات الجمركية لدولتي الطرفين، وتحصيل الرسوم والضرائب ورسوم أخرى، بما في ذلك المعلومات للتقدير الدقيق لصنف التعرفة، ولقيمة الجمركية للسلع وملبيتها:

اتفاق بين حكومة المملكة المغربية و حكومة روسيا الاتحادية حول التعاون والمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجمركي

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية، المشار إليهما فيما يلي بـ "الطرفين":

- اعتباراً منهما لكون مخالفات التسريع الجمركي للطرفين المتعاقدين تضر بالصالح الاقتصادي والاجتماعي والثقافي لدولتهما:
- واعتباراً لأهمية ضمان تقييم دقيق للرسوم الجمركية والضرائب والرسوم الأخرى المحصلة عند تصدير واستيراد البضائع وكذا الحرص على التطبيق السليم لإجراءات حظر وتقيد ومراقبة تصدير واستيراد البضائع:
- واعترافاً منهما بضرورة التعاون الدولي في المجالات المتعلقة بتطبيق التشريعات الجمركية لدولتهما:
- واقتناعاً منهما بأن المجهودات المبذولة للوقاية من المخالفات الجمركية يمكن أن تكون أكثر فعالية بفضل التعاون بين إدارتي الجمارك لكلا الدولتين:
- واعتباراً بأن الاتجار غير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية وسلائفها يشكل خطراً على الصحة العمومية والمجتمع:
- واعترافاً منهما بالاتفاقية الوحيدة للمخدرات المؤرخة في 30 مارس 1961 كما تم تغييرها وتعديلها، والاتفاقية بشأن المؤثرات العقلية المؤرخة في 21 فبراير 1971 كما تم تغييرها وتعديلها، والاتفاقية بشأن مكافحة الاتجار غير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية لـ 20 ديسمبر 1988:
- وإيماناً منهما بأن تبادل المعلومات بين إدارتي الجمارك لدولتهما ضروري من أجل الوقاية من ومكافحة تقنيات العائدات (تبسيط الأموال):
- واعترافاً منهما بضرورة تطوير التعاون لمكافحة الاتجار الدولي في السلع المقلدة:
- وأخذنا بعين الاعتبار الحرص المتزايد على مسلامة وتحسين سلسلة تزويد شبكة التجارة الدولية، وذلك وفقاً لإطار معايير منظمة التجارة العالمية الرامية إلى تأمين وتسهيل التجارة العالمية؛
- وبالنظر لتوصية مجلس التعاون الجمركي بشأن المساعدة الإدارية المتبادلة، الصادرة في 5 ديسمبر 1953:

اتفقنا على ما يلي:

المادة 1

تعاريف

لغرض هذا الاتفاق، يقصد بالعبارات التالية:

أ. "إدارة الجمارك"

- بالنسبة للمملكة المغربية - إدارة الجمارك والضرائب غير المباشرة;
 - وبالنسبة لروسيا الاتحادية - دائرة الجمارك الاتحادية.
- ب. "إدارة الجمارك الطالبة" يقصد بها إدارة الجمارك التي تتقدم بطلب للمساعدة في المجال الجمركي وفقاً لهذا الاتفاق أو التي تتلقى هذه المساعدة:

ظهير شريف رقم 1.18.60 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق حول التعاون والمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجمركي، الموقع بالرباط في 11 أكتوبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق حول التعاون والمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجمركي، الموقع بالرباط في 11 أكتوبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية :

وعلى القانون رقم 75.17 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.18.52 بتاريخ 21 من رمضان 1439 (6 يونيو 2018) :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق حول التعاون والمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجمركي، الموقع بالرباط في 11 أكتوبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة الثالثة

تخطر كل دولة متعاقدة الدولة الأخرى باتمام الإجراءات الازمة لدخول هذا البروتوكول حيز التنفيذ. ويفد تنفيذ هذا البروتوكول في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي تاريخ استلام آخر الإخطارين.

المادة الرابعة

تسري أحكام هذا البروتوكول طيلة مدة سريان أحكام الاتفاقية، ويشكل جزءاً لا يتجزأ من الاتفاقية.

وإشهاداً على ذلك، قام الموقعان أدناه والمفوضان حسب الأصول بتوقيع هذا البروتوكول.

حرر بمدينة المنامة بتاريخ 25 أبريل 2016م في نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن
حكومة مملكة البحرين

أحمد بن محمد آل خليفة
وزير المالية

عن
حكومة المملكة المغربية

محمد بوسعيد
وزير الاقتصاد والمالية

اتفقنا على ما يلى:

المادة الأولى

اعتبارا من 14 فبراير 2002 أصبحت دولة البحرين تعرف بـ مملكة البحرين.

المادة الثانية

تعديل المادة السادسة والعشرون بتبادل المعلومات فيصبح نصها كالتالي:

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتبديل أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدين، أو فروعهما السياسية أو جماعاتها المحلية ما دامت الضريبة المقررة فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. ولن تؤثر المادة 1 و 2 على تبادل المعلومات.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملا بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي كانت عليها المعلومات المحصل عليها عملا بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بجمعها أو بإيقاعها أو بإجراءات قضائية أو الفصل في الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هبات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. ولا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. ويمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في

الدولة المتعاقدة الأخرى؟

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو الدولة المتعاقدة الأخرى؟

ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للنظام العام.

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملا بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. ويخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتياز عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

بروتوكول تعديل الاتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة مملكة البحرين

لتجنب الازدواج الضريبي
ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة للضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية

و

حكومة مملكة البحرين

رغبة منها في تعديل اتفاقية تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة
للضرائب على الدخل المبرمة بين الدولتين المتعاقدين بتاريخ 7 أبريل 2000،

ظهير شريف رقم 1.17.102 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر بروتوكول تعديل الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة البحرين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة للضرائب على الدخل، الموقع بالمنامة في 25 أبريل 2016.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على بروتوكول تعديل الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة البحرين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة للضرائب على الدخل، الموقع بالمنامة في 25 أبريل 2016؛ وعلى القانون رقم 56.16 الموافق بموجبه على البروتوكول المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.17.57 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017)؛

ونظراً للتبدال الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول البروتوكول المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، بروتوكول تعديل الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة البحرين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة للضرائب على الدخل، الموقع بالمنامة في 25 أبريل 2016.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

*

* *

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the International Agreement on Olive Oil and Table Olives, 2015, adopted on 9 October 2015 at the United Nations Conference for the Negotiation of a Successor Agreement to the International Agreement on Olive Oil and Table Olives, 2005 held in Geneva from 5 to 9 October 2015, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de l'Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table adopté le 9 octobre 2015 à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de table qui a eu lieu du 5 au 9 octobre 2015, et dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

For the Secretary-General,
Under-Secretary-General
for Legal Affairs and
United Nations Legal Counsel

Pour le Secrétaire général,
Le Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques et
Conseiller juridique des Nations Unies

United Nations
New York, 14 December 2015

Organisation des Nations Unies
New York, le 14 décembre 2015

المرفق جيم

تسميات وتعريفات أصناف زيتون المائدة

يصنف زيتون المائدة في أحد الأنواع التالية:

- ١° الزيتون الأخضر: ثمار مقطوفة وهي في طور النضج، قبل أن يتغير لونها، وعندما تبلغ حجمها العادي. ويمكن أن يتراوح لونها بين الأخضر والأصفر الفاتح.
- ٢° الزيتون المتغير اللون: ثمار مقطوفة قبل بلوغها مرحلة النضج الكامل، أثناء تغير لونها. ويمكن أن يتراوح لونها بين الوردي والوردي الخمرى والبني.
- ٣° الزيتون الأسود: ثمار مقطوفة عند اكتمال نضجها أو قبيل تمام نضجها. ويمكن أن يتراوح لونها بين الأسود الحمر والأسود البنفسجي والبنفسجي الداكن والأسود المخضر والكستنائي الداكن.

وتخضع المستحضرات التجارية لزيتون المائدة، بما فيها أنواع خاصة من المعالجة، للمعايير التجارية السارية التي يضعها المجلس الدولي لزيتون.

باء - زيت ثقل الزيتون المكرر

زيت مستخلص بتكرير زيت ثقل الزيتون الخام وتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي للزيتون^(١).

جيم - زيت ثقل الزيتون المكون من زيت ثقل زيتون مكرر وزيوت زيتون بكر

هو خليط من زيت ثقل الزيتون المكرر وزيوت الزيتون البكر الصالحة للاستهلاك كما هي، وتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي للزيتون. ولا يجوز بأي حال تسمية هذا الخليط باسم "زيت زيتون".

*

* *

(١) لا يجوز بيع هذا المنتج مباشرة للمستهلك ما لم يكن مسروحاً بذلك في البلد الذي يُباع فيه بالتجزئة.

(ب) زيوت الزيتون البكر التي يجب أن تخضع للمعالجة قبل استهلاكها:

١° زيت الزيتون البكر الرقاد: زيت الزيتون البكر الذي تتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية واللذاقية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون. وينصح تكريره كي يستخدم للاستهلاك البشري، أو يخصص للاستخدام التقني.

باء - زيت الزيتون المكرر

زيت الزيتون المستخلص بتكرير زيت الزيتون البكر، الذي تتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون^(٢).

جيم - زيت الزيتون المكون من زيت زيتون مكرر وزباد زيتون بكر

زيت مكون من خليط زيت الزيتون المكرر وزباد زيتون البكر الصالحة للاستهلاك كماهي، وتتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون.

ثانياً - زيت ثقل الزيتون^(٣)

هو الزيت المستخلص بمعالجة ثقل الزيتون بالمذيبات أو غير ذلك من المعاجلات الفيزيائية، باستثناء الزيوت المستخلصة بعمليات إعادة الأسترة وأي خليط بزيوت من أنواع أخرى. ويصنف على النحو التالي:

ألف - زيت ثقل الزيتون الخام

زيت ثقل الزيتون، الذي تتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون. وينصح تكريره كي يستخدم للاستهلاك البشري، أو يخصص للاستخدام التقني.

(٢) لا يجوز بيع هذا المنتج مباشرة للمستهلك ما لم يكن مسروحاً بذلك في البلد الذي يُباع فيه بالتجزئة.

(٣) لا يجوز بيع زيت ثقل الزيتون باسمه أو تعریفه على أنه "زيت زيتون".

المرفق باء

تسميات وتعريفات زيوت الزيتون وزيوت ثفل الزيتون

ترد أدناه تسميات زيوت الزيتون وزيوت ثفل الزيتون مع التعريف الخاص بكل تسمية:

أولاً - زيوت الزيتون

الف - زيوت الزيتون البكر

زيوت تستخلص من ثمرة شجرة الزيتون (*Olea europaea L.*) وحدها بطرق ميكانيكية أو طرق فيزيائية أخرى في ظروف، حرارية على وجه الخصوص، لا تسبب في فساد الزيت، ولم تخضع لأي معاجلة سوى الفسل، والصفق، وقوة الطرد المركبة، والترشيح. وتصنف زيوت الزيتون البكر وتسمى كما يلي:

(أ) زيوت الزيتون البكر الصالحة للاستهلاك كما هي:

١° زيت الزيتون البكر الممتاز: زيت الزيتون البكر الذي تتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية والمذاتية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون؛

٢° زيت الزيتون البكر: زيت الزيتون البكر الذي تتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية والمذاتية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون؛

٣° زيت الزيتون البكر العادي: زيت الزيتون البكر الذي تتفق خصائصه الفيزيائية - الكيميائية والمذاتية مع الخصائص المحددة لهذه الفتة من الزيوت في المعيار التجاري الذي وضعه المجلس الدولي لزيتون^(١)؛

(١) لا يجوز بيع هذا المنتج مباشرة للمستهلك ما لم يكن مسروحاً بذلك في البلد الذي يُباع فيه بالتجزئة. وإذا لم يكن ذلك مسروحاً به، يجب أن تتمثل تسمية هذا المنتج للأحكام القانونية السارية في البلد المعى.

المادة ٣٧
التحفظات

لا يجوز إبداء تحفظات بخصوص أي حكم من أحكام هذا الاتفاق.

وإثباتاً لذلك، قام الموقعون أدناه، المفترضون حسب الأصول لهذا الغرض، بتدليل هذا الاتفاق بتوقيعهم في التواريخ المبينة.

مُحرر بتاريخ ٩ تشرين الأول/أكتوبر ٢٠١٥، في جنيف، وتساوي في الحجية نصوص هذا الاتفاق باللغات الإسبانية والإنكليزية والعربية والفرنسية.

*
* *

المرفق ألف
حصص المشاركة في ميزانية المنظمة، محددة وفقاً للمادة ١١

النحواد الأوروبي	
الأرجنتين	١٨
الأردن	٨
إسرائيل	٥
ألانيا	٥
أوروغواي	٥
إيران (جمهورية - الإسلامية)	٥
تركيا	٦
تونس	٦
الجليل الأسود	٥
الجزائر	١٩
ليبيا	٥
العراق	٥
لبنان	٦
مصر	٢٣
المغرب	٤١
اجمومع	١٠٠

*
* *

وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية المذكورة أعلاه، يلتزم هذا العضو بأن يسدد للمجلس الدولي للزيتون أي مبالغ مستحقة عليه في الفترة التي كان فيها عضواً.

٢ - لدى انتهاء العمل بهذا الاتفاق، لا يحق للعضو المشار إليه في الفقرة ١ من هذه المادة الحصول على أي نصيب من ناتج تصفية المجلس الدولي للزيتون أو من أصوله الأخرى؛ ولا يتحمل ذلك العضو عبء أي جزء من عجز قد يعانيه المجلس الدولي للزيتون.

المادة ٣٦

المدة والتمديد والإنهاء

١ - يظل هذا الاتفاق سارياً حتى ٣١ كانون الأول/ديسمبر ٢٠٢٦.

٢ - يجوز مجلس الأعضاء أن يمدد هذا الاتفاق. وينظر مجلس الأعضاء الوديع بأي تمديد. وعلى أي عضو لا يقبل تمديد هذا الاتفاق بهذه الصورة أن يعلم المجلس الدولي للزيتون بذلك ويفقد بذلك العضو صفة كطرف متعاقد في هذا الاتفاق اعتباراً من بداية فترة التمديد.

٣ - إذا تعارض مجلس الأعضاء قبل ٣١ كانون الأول/ديسمبر ٢٠٢٦، أو قبل انقضاء فترة التمديد التي قررها المجلس، على اتفاق جديد لم يكن قد دخل حيز النفاذ بصفة مؤقتة أو نهائية، فإن هذا الاتفاق يظل نافذاً لفترة أقصاها ١٢ شهراً إلى أن يدخل الاتفاق الجديد حيز النفاذ.

٤ - يجوز مجلس الأعضاء أن يقرر بتوافق الآراء إنهاء العمل بهذا الاتفاق. وتستتر التزامات الأعضاء حتى تاريخ الإنهاء الذي يمده مجلس الأعضاء.

٥ - وبصرف النظر عن انقضاء مدة هذا الاتفاق أو إنتهائه، يظل المجلس الدولي للزيتون قائماً طيلة الفترة اللازمة لتصفية المجلس الدولي للزيتون، بما فيها تسوية الحسابات، ويتمتع خلال تلك الفترة بما قد يتضمنه الأمر من صلاحيات ووظائف لهذه الأغراض.

٦ - ينظر مجلس الأعضاء الوديع بأي قرار يتخذ بموجب هذه المادة.

المادة ٣٣

الانسحاب

- ١ - يجوز لأي عضو أن ينسحب من هذا الاتفاق في أي وقت بعد دخوله حيز النفاذ عن طريق إخطار الوديع كتابةً بانسحابه منه. وعلى العضو أن يعلم المجلس الدولي للزيتون بذلك الانسحاب كتابةً في نفس الوقت.
- ٢ - يصبح الانسحاب الذي يتم وفقاً لهذه المادة نافذ المفعول بعد ٩٠ يوماً من استلام الوديع الإخطار بالانسحاب.

المادة ٣٤

الاستبعاد

دون المساس بالمادة ٢٦، إذا قرر مجلس الأعضاء أن أي عضو قد أخل بالالتزامات التي يفرضها عليه هذا الاتفاق، وإذا قرر كذلك أن هذا الإخلال يعرقل إلى حد كبير سير العمل بهذا الاتفاق، فإنه يجوز له، بقرار معمّل يتخذه الأعضاء الآخرون بتوافق الآراء وفي غياب العضو المعنى، أن يستبعد ذلك العضو من هذا الاتفاق. وعلى المجلس الدولي للزيتون أن يخطر الوديع فوراً بقراره. وبفقد العضو المعنى صفة كطرف في هذا الاتفاق بعد ٣٠ يوماً من تاريخ قرار مجلس الأعضاء، ولا تنشأ أي التزامات مالية جديدة بعد تاريخ اتخاذ قرار استبعاد العضو.

المادة ٣٥

تسوية الحسابات

- ١ - يتولى مجلس الأعضاء البت في أي تسوية للحسابات يراها منصفة، مراعياً جميع الالتزامات التي تكون لها آثار قانونية على المجلس الدولي للزيتون وتبعات على اشتراك عضو انسحب من هذا الاتفاق، أو استبعد من المجلس الدولي للزيتون أو لم يعد لأي سبب آخر طرفاً في هذا الاتفاق، كما يتولى البت في الوقت اللازم لضمان انتقال ملائم، خاصة حينما يتغير إئماء تلك الالتزامات.

٣ - إذا لم تُستوف شروط بدء النفاذ المنصوص عليها في الفقرة ١ أو الفقرة ٢ من هذه المادة بحلول ٣١ كانون الأول/ديسمبر ٢٠١٦، يدعى الوديع الأطراف المتعاقدة التي وقعت بصفة نهائية على هذا الاتفاق أو صدقته عليه أو قبلته أو وافقت عليه أو أخططرت بأيامها ستطبق هذا الاتفاق بصفة مؤقتة، إلى البت فيما إذا كان هذا الاتفاق سيصبح نافذاً فيما بينها بصفة نهائية أو مؤقتة، كلياً أو جزئياً، في التاريخ الذي لها أن تحدده.

٤ - إذا لم يخطر طرف من الأطراف المتعاقدة الوديع وأودع صك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام بعد بدء نفاذ هذا الاتفاق، فإن هذا الاتفاق يدخل حيز النفاذ بالنسبة إلى هذا الطرف في تاريخ ذلك الإبداع.

المادة ٣٢

التعديلات

١ - يجوز للمجلس الدولي للزيتون تعديل هذا الاتفاق بتوافق الآراء من خلال مجلس الأعضاء.

٢ - يحدد مجلس الأعضاء التاريخ الذي يجب على الأعضاء بحلوله إخطار الوديع بقبولهم التعديل ذي الصلة.

٣ - يدخل التعديل حيز النفاذ بعد ٩٠ يوماً من استلام الوديع إخطاراً بقبوله من جميع الأعضاء، وإذا لم يُستوف هذا الشرط بحلول التاريخ الذي يحدده مجلس الأعضاء وفقاً للفقرة ٢ من هذه المادة، يُعتبر التعديل مسحوباً.

٤ - لا يُعتبر تعديلاً لأغراض هذه المادة تحدث المعلومات الواردة في المرفق ألف عملاً بالفقرة ٥ من المادة ١١.

المادة ٣٠
الإخطار بالتطبيق المؤقت

١ - يجوز لأي حكومة موقعة تنوى التصديق على هذا الاتفاق أو قبوله أو الموافقة عليه، أو لأي حكومة يكون مجلس الأعضاء قد حدد لها شروط الانضمام لكنها لم تتمكن بعد من إيداع صكها، أن تخطر الوديع في أي وقت بأنها ستطبق هذا الاتفاق بصفة مؤقتة عندما يدخل حيز النفاذ وفقاً لل المادة ٣١ أو، إذا دخل حيز النفاذ بالفعل، في تاريخ محدد.

٢ - تطبق الحكومة التي ترسل إخطاراً بالتطبيق المؤقت بموجب الفقرة ١ من هذه المادة هذا الاتفاق عندما يدخل حيز النفاذ أو، إذا دخل حيز النفاذ بالفعل، في تاريخ محدد، وتصبح منذ ذلك الوقت طرفاً متعاقداً. وتظل طرفاً متعاقداً حتى تاريخ إيداعها صك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام.

المادة ٣١
بدء النفاذ

١ - يدخل هذا الاتفاق حيز النفاذ بصورة فعالية في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٧، شريطة أن تكون قد وقعت عليه بصفة فعالية أو صدقت عليه أو قبلته أو وافقت عليه أو انضمت إليه خمسة أطراف متعاقدة على الأقل من بين الأطراف المذكورة في المرفق ألف من هذا الاتفاق وأن تمثل هذه الأطراف ٨٠ في المائة على الأقل من حصص المشاركة البالغ مجموعها ٠٠٠ ١ حصة.

٢ - إذا لم يدخل هذا الاتفاق حيز النفاذ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٧ وفقاً للفقرة ١ من هذه المادة، فإنه يدخل حيز النفاذ بصفة مؤقتة إذا كانت الأطراف المتعاقدة المستوفية لشروط النسبة المئوية المذكورة في الفقرة ١ من هذه المادة، قد وقعت هذا الاتفاق بصفة فعالية بحلول ذلك التاريخ أو صدقت عليه أو قبلته أو وافقت عليه أو أخطرت الوديع بأنها ستطبق هذا الاتفاق بصفة مؤقتة.

٣ - يجوز لأي حكومة بالمعنى المقصود في الفقرة ٣ من المادة ٤:

(أ) أن تعلن خطياً عند توقيع هذا الاتفاق أنها تعرب بهذا التوقيع عن موافقتها على التقييد بهذا الاتفاق (التوقيع النهائي)؛ أو

(ب) أن تقوم بعد توقيعها لهذا الاتفاق بالتصديق عليه أو قبوله أو إقراره عن طريق إيداع صك لهذا الغرض لدى الوديع.

٤ - تودع صكك التصديق أو القبول أو الموافقة لدى الوديع.

المادة ٢٩

الانضمام

١ - يفتح باب الانضمام إلى هذا الاتفاق أمام أي حكومة ينطبق عليها التعريف الوارد في الفقرة ٣ من المادة ٤، وذلك وفقاً لشروط يضعها مجلس الأعضاء وتتضمن على الخصوص عدد حصص المشاركة ومهلة زمنية لإيداع صكك الانضمام. ويحيل مجلس الأعضاء هذه الشروط إلى الوديع. ويحدد مجلس الأعضاء، في النظام الداخلي، الإجراء المتبوع للبدء في عملية الانضمام والمقارضات المتعلقة بالانضمام وما يتصل بذلك من أحكام.

٢ - عند استكمال المقاوضات المتعلقة بالانضمام والمحددة في النظام الداخلي، يبت مجلس الأعضاء في الانضمام وفقاً للإجراءات المنصوص عليه في المادة ١٠.

٣ - فور الانضمام، يدرج اسم الطرف المتعاقد في المرفق ألف من هذا الاتفاق مع حصص المشاركة التي يمتلكها، على النحو المنصوص عليه في شروط الانضمام.

٤ - يتحقق الانضمام بإيداع صك الانضمام لدى الوديع. ويجب أن تنص صكك الانضمام على أن الحكومة تقبل جميع الشروط التي يضعها المجلس الدولي للزيتون.

المنصوص عليه في المادة ٣٤ . وللعضو المعين حق الرجوع إلى محكمة العدل الدولية، بوصفها جهة الانتصاف النهائية.

٥ - إذا رأى مجلس الأعضاء أن الرئيس، أو نائب الرئيس عندما يقوم مقام الرئيس، لم يقم بمهامه وفقاً لهذا الاتفاق أو للنظام الداخلي، حاز له، بناءً على طلب ٥٠ في المائة على الأقل من الأعضاء الحاضرين، أن يقرر تعليق ممارسة الرئيس أو نائب الرئيس الصلاحيات والوظائف المسندة إليه في هذا الاتفاق أو في النظام الداخلي بصفة مؤقتة إما لدورة واحدة أو لفترة أطول، وله أن يعين بدليلاً له من بين أعضاء مجلس. ويحدد تطبيق هذه الفقرة بشكل أكثر تفصيلاً في النظام الداخلي.

٦ - فيما يتعلق بأي نزاع على صفات يكون موضوعها زيوت الزيتون وزيوت ثقل الزيتون وزيتون المائدة، يجوز للمجلس الدولي لزيتون أن يقدم توصيات مناسبة إلى الأعضاء بشأن إنشاء مكتب دولي للتوفيق والتحكيم لمعالجة أي نزاعات من هذا القبيل وبشأن عمل هذا المكتب.

المادة ٢٧ الوديع

يعين بموجب الأمين العام للأمم المتحدة وديعاً لهذا الاتفاق.

المادة ٢٨ التوقيع والتصديق والقبول والموافقة

١ - يفتح باب التوقيع على هذا الاتفاق في مقر الأمم المتحدة في الفترة من ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٦ إلى آخر يوم ٣١ كانون الأول/ديسمبر ٢٠١٦ ، أمام الأطراف في الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام ٢٠٠٥ والحكومات المدعوة لحضور مؤتمر الأمم المتحدة للتفاوض على اتفاق يختلف الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام ٢٠٠٥.

٢ - يخضع هذا الاتفاق للتصديق أو القبول أو الموافقة من قبل الحكومات الموقعة وفقاً للإجراءات الدستورية لكل منها.

المادة ٢٥ الإعلام

يتعهد الأعضاء بأن يضعوا تحت تصرف المجلس الدولي للزيتون وبيان يزودوه بجميع الإحصاءات والبيانات والوثائق التي يحتاج إليها لأداء وظائفه بموجب هذا الاتفاق، ولا سيما جميع ما يحتاجه من معلومات لتحديد الأرصدة من زيوت الزيتون وزيوت نقل الزيتون وزيتون المائدة ولمعرفة السياسات الوطنية التي ينتهجها الأعضاء في مجال منتجات الزيتون.

المادة ٢٦ الزراعة والشكاوى

١ - بناءً على طلب عضو أو أكثر يكونون أطرافاً في الزراع، يحال إلى مجلس الأعضاء أي نزاع يتعلق بتفسير هذا الاتفاق أو تطبيقه وتعلّم تسويته بالتفاوض كي يفصل فيه، في غياب العضو المعنى أو الأعضاء المعنيين بعد التماس رأي فريق استشاري، عند الاقتضاء. ويحدد النظام الداخلي تكرين هذا الفريق وتفاصيل عمله.

٢ - يقدم رأي الفريق الاستشاري مدعماً بالحجج إلى مجلس الأعضاء الذي، في جميع الأحوال، يسوّي الزراع بعد وضع جميع الواقع ذات الصلة في الاعتبار.

٣ - تحال إلى مجلس الأعضاء بناءً على طلب العضو الشاكى أي شكوى تفيد بأن عضواً في المجلس، أو رئيس المجلس أو نائب رئيسه عندما يقوم مقام الرئيس، لم يفِ بالالتزامات التي يفرضها عليه هذا الاتفاق. ويُبت مجلس الأعضاء في الشكوى في غياب الطرف أو الأطراف في الشكوى بعد التشاور مع الأطراف المعنية وبعد التماس رأي الفريق الاستشاري المشار إليه في الفقرة ١ من هذه المادة، عند الاقتضاء. ويحدد تطبيق هذه الفقرة بشكل أكثر تفصيلاً في النظام الداخلي.

٤ - إذا ثبّن مجلس الأعضاء أن عضواً ما قد أخل بهذا الاتفاق، حاز له أن يطبق على العضو المخل عقوبات تراوح بين مجرد الإنذار وتعليق حق العضو في المشاركة في قرارات مجلس الأعضاء إلى أن يفي بالتزاماته، أو استبعاد العضو من الاشتراك في الاتفاق وفقاً للإجراءات

المادة ٢١**علامة الضمانة الدولية للمجلس الدولي للزيتون**

يجوز مجلس الأعضاء أن يتخذ ترتيبات لتطبيق علامة ضمانة دولية للجودة تكفل التقيد بالمعايير الدولية للمجلس الدولي للزيتون. وتحدد في النظام الداخلي طريقة تطبيق هذه المادة وأحكام الرقابة عليها.

الفصل السابع**أحكام عامة****المادة ٢٢****الالتزامات عامة**

لا يعتمد الأعضاء أي تدابير تنساق مع التزاماتهم بمحبب هذا الاتفاق أو مع الأهداف العامة المبينة في المادة ١.

المادة ٢٣**الالتزامات المالية للأعضاء**

تفتقر الالتزامات المالية لكل عضو تجاه المجلس الدولي للزيتون وبتجاه الأعضاء الآخرين فيه على الالتزامات الناشئة عن المادة ١٦ المتعلقة بالاشتراكات في الميزانية المشار إليها في المادة نفسها.

المادة ٢٤**الجوانب البيئية والإيكولوجية**

يولي الأعضاء الاهتمام الواجب لتحسين الممارسات في جميع مراحل إنتاج الزيتون وزيت الزيتون حرصاً على تنمية زراعة الزيتون بالأساليب المستدامة، ويلتزمون بتنفيذ ما يراه مجلس الأعضاء ضرورياً من إجراءات للتخفيف من حدة أي مشاكل تظهر في هذا المجال أو حلها.

المادة ٢٠
تعهدات الأعضاء

- ١ - يتعهد أعضاء المجلس الدولي للزيتون بأن يطبقوا في تمارثهم الدولية التسميات المبينة في المرفقين باه وحيم وأن يشجعوا على تطبيقها في تمارثهم الداخلية.
- ٢ - يتعهد الأعضاء بأن يتمتعوا في تمارثهم الداخلية والدولية عن استخدام تسمية "زيت الزيتون"، وحدها أو مع كلمات أخرى، استخداماً لا يتفق مع هذا الاتفاق. ولا يجوز بأي حال من الأحوال استخدام تسمية "زيت الزيتون" وحدها للإشارة إلى زيت نفل الزيتون.
- ٣ - يضع مجلس الأعضاء معايير موحدة لمواصفات الجودة والنقاوة بطبقها الأعضاء في التجارة الدولية.
- ٤ - يكفل الأعضاء حماية العلامات الجغرافية، بالمعنى المقصود في الفقرة ١ من المادة ٢٢ من الاتفاق بشأن الجوانب المتصلة بالتجارة من حقوق الملكية الفكرية (اتفاق TRIPS)، داخل أراضيهما فيما يتعلق بالمنتجات التي يشملها هذا الاتفاق، وفقاً للقواعد والإجراءات والتعهدات الدولية الواجبة التطبيق، ولا سيما المادة ١ من الاتفاق بشأن الجوانب المتصلة بالتجارة من حقوق الملكية الفكرية (اتفاق TRIPS).
- ٥ - يتبادل الأعضاء، بطلب منهم، المعلومات عن العلامات الجغرافية الخمية داخل أراضيهما لأغراض منها، على الخصوص، تعزيز حمايتها القانونية من أي ممارسة قد تمس بأصالتها أو تسيء إلى سمعتها.
- ٦ - يُمنح الأعضاء صلاحية اعتماد مبادرات ترمي إلى إعلام المستهلكين بالخصائص المحددة للعلامات الجغرافية الخمية داخل أراضيهما وإلى إضافة قيمة إلى هذه العلامات، وفقاً للأحكام القانونية المنطبقة.

المادة ١٨
التصفيية

- ١ - في حالة حل مجلس الأعضاء، يتخذ المجلس أولاً الخطوات المنصوص عليها في الفقرة ١ من المادة ٣٥.
- ٢ - عند انقضاء مدة هذا الاتفاق، تعاد موجودات المجلس الدولي للزيتون ومجموع ما لم يصرف من المبالغ الثانية من الأموال المشار إليها في المادة ١٤ إلى الأعضاء بالتناسب مع مجموع حصص مشاركتهم السارية في ذلك الوقت.
وتعاد المساهمات الطوعية والهبات المشار إليها في المادة ١٤ وكذلك أي مبالغ لم يصرف أشير إليها في المادة ١٥ إلى الأعضاء أو الجهات المانحة أو الأطراف الثالثة المعنية.

الفصل السادس
أحكام توحيد المعايير

المادة ١٩

تسميات وتعريف زيوت الزيتون وزبوبت ثفل الزيتون وزبوبن المائدة

- ١ - يرد وصف تسميات وتعريف زيوت الزيتون وزبوبت ثفل الزيتون وزبوبن المائدة في المرفقين باء وجيم من هذا الاتفاق.
- ٢ - يجوز ل مجلس الأعضاء إدخال ما يراه ضرورياً أو مناسباً من التعديلات على تسميات وتعريف زيوت الزيتون وزبوبت ثفل الزيتون وزبوبن المائدة المدرجة في المرفقين باء وجيم من هذا الاتفاق.

ويُعرض تقرير مراجعة الحسابات هذا على مجلس الأعضاء في دورته العادية الأولى.

ويُعين مجلس الأعضاء مراجع الحسابات المستقل الذي يكلّف بتحليل الحسابات السنوية للمجلس الدولي للزيتون وإعداد التقرير المشار إليه أعلاه وفقاً لأحكام النظام المالي وإجراءات تعبيقه.

٣ - وعلاوة على ذلك، يقوم مجلس الأعضاء، في دورته العادية الأولى من السنة التقويمية، ببحث واعتماد التقرير المالي عن السنة التقويمية السابقة فيما يتعلق:

- بالتحقق من إدارة أموال المجلس الدولي للزيتون وأصوله وموجوداته النقدية؛
- باتظام العمليات المالية ومطابقتها للقواعد والأنظمة واعتمادات الميزانية الجاري العمل بها.

٤ - يكفل مراجعو الحسابات الخارجيون إخضاع العمليات للرقابة اللاحقة وفقاً لأحكام النظام المالي.

٥ - استناداً إلى دراسة تحمل المخاطر، يجوز لثلاثة أعضاء، كحد أدنى، أن يستأذنوا المجلس في إجراء عمليات رقابة على أنشطة المجلس الدولي للزيتون ضماناً للتقييد بالقواعد السارية ومبادئ الإدارة المالية السليمة والشفافية.

وتحري عمليات الرقابة بالتعاون الوثيق مع أعضاء الأمانة التنفيذية للمجلس الدولي للزيتون وفقاً للقواعد والإجراءات المحددة في النظام الداخلي والنظام المالي للمجلس الدولي للزيتون.

ويُعرض التقرير ذو الصلة على مجلس الأعضاء في الجلسة العامة الأولى التي وضع التقرير في صيغته النهائية.

٧ - تطبق أحكام الفقرتين ٥ و ٦ من هذه المادة إلى أن يسدد المضو المعنى الاشتراكات كاملة.

٨ - إذا لم تسدد الاشتراكات خلال ستين بستاليتين، يجوز مجلس الأعضاء، بعد الاستماع إلى العضو المخالف عن التسديد، أن يقرر وقف تمنع هذا الأخير بحقوق العضوية مع حواز مشاركه في الدورات بصفة مراقب بالمعنى المقصود في الفقرة ٧ من المادة ٨.

٩ - يبقى أي عضو ينسحب من الاتفاق مسؤولاً عن الوفاء بأي التزامات مالية ناشئة عن هذا الاتفاق ولا يحق له استرداد أي اشتراكات مالية يكون قد سددتها بالفعل.

١٠ - لا يجوز مجلس الأعضاء، بأي حال من الأحوال، أن يغطي أي عضو من التزاماته المالية بموجب هذا الاتفاق. ويجوز مجلس الأعضاء أن يتطرق على إعادة جدولة الالتزامات المالية للأعضاء الحاليين والسابقين بتوافق الآراء.

المادة ١٧

الرقابة

١ - تضطلع لجنة الشؤون الإدارية والمالية بالرقابة المالية للمجلس الدولي للزيتون.

٢ - تُعرض على لجنة الشؤون الإدارية والمالية البيانات المالية للمجلس الدولي للزيتون عن السنة التقويمية السابقة، المصدق عليها من مراجع حسابات مستقل. وبعد أن تخلل اللجنة الحسابات، تقوم، في دورتها العادمة الأولى من السنة التقويمية، بإبداء رأي وإحالته إلى مجلس الأعضاء للموافقة عليه ونشره.

لدى القيام بعملية مراجعة الحسابات المذكورة أعلاه، يتحقق مراجعة الحسابات المستقلون من التقيد بالنظام المالي الساري ومن سير عمل آليات الرقابة الداخلية القائمة وكفاءة وبيوتوبيون العمل المنجز والحوادث المكتشفة في تقرير سنوي يُعرض على لجنة الشؤون الإدارية والمالية.

السنة المعنية. وتبقى كما هي مبالغ الاشتراكات المقرر تسديدها من قبل الأعضاء الآخرين عن تلك السنة التقويمية.

٣ - تسدد الاشتراكات باليورو ويستحق سدادها اعتباراً من اليوم الأول من السنة المالية، أي في ١ كانون الثاني/يناير من كل سنة.

أما اشتراكات الأعضاء عن السنة المالية التي يصبحون خلالها أعضاءً في المجلس الدولي للزيتون، فيستحق سدادها في التاريخ الذي يصبحون فيه أعضاء.

٤ - إذا لم يسدّد أحد الأعضاء اشتراكه كاملاً بعد مضي أربعة أشهر على التاريخ الذي تصبح فيه الاشتراكات مستحقة الدفع، ترسل الأمانة التنفيذية كتاباً إلى العضو المعين في غضون سبعة أيام وتحلّب منه تسديد الاشتراك.

٥ - فإذا لم يسدّد العضو اشتراكه بعد انقضاء شهرين على تاريخ الطلب الذي قدمته الأمانة التنفيذية، تُعلق حقوق ذلك العضو في التصويت في مجلس الأعضاء إلى أن يسدّد اشتراكه كاملاً.

ويُعلق كذلك حق مثلي العضو المعين في تقلد منصب يشغل بالانتخاب في مجلس الأعضاء وفي اللجان واللجان الفرعية وحقه في المشاركة في الأنشطة التي ينظمها المجلس الدولي للزيتون في السنة التالية.

٦ - يُبلغ مجلس الأعضاء، في دورته العادبة الأولى من السنة التقويمية أو في الدورة الاستثنائية التي تلي الموعد النهائي لتسديد الاشتراكات، بعدم سداد أحد الأعضاء اشتراكه. وبحسب الأعضاء، باستثناء العضو المخالف عن تسديد اشتراكه، أن يتخذ أي قرار آخر بتوافق الآراء بعد أن يستمع إلى هذا الأخير ويأخذ بعين الاعتبار وضعه المحدد من قبل وجود نزاعات أو كوارث طبيعية أو صعوبات في الحصول على الخدمات المالية الدولية. ويجوز مجلس الأعضاء أن يعدل برنامج عمل الأمانة التنفيذية بناءً على الاشتراكات التي يكون الأعضاء قد سددوها فعلاً.

٤ - يسعى المجلس الدولي للزيتون، في إطار تعمية التعاون الدولي، إلى الحصول على المساعدة المالية و/أو التقنية الأساسية التي قد تقدمها المنظمات الدولية أو الإقليمية أو الوطنية المختصة، سواءً أكانت منظمات مالية أو منظمات من نوع آخر.

ويخصص مجلس الأعضاء المبالغ المذكورة أعلاه لميزانيته.

٥ - يجوز ترحيل المبالغ التي لم تصرف خلال سنة من السنوات التقويمية إلى السنوات التقويمية التالية كتمويل مسبق للميزانية على النحو المنصوص عليه في النظام المالي.

المادة ١٥ الأموال الأخرى

إضافة إلى الميزانية المشار إليها في المادة ١٤، يمكن تزويد المجلس الدولي للزيتون بأموال أخرى يحدد النظام الداخلي الغرض منها وطريقة استعمالها ومبراهما.

ويجوز مجلس الأعضاء أيضاً أن يأذن للأمانة التنفيذية بإدارة أموال الغير. ويحدد النظام المالي شروط هذا الإذن ونطاقه وال婷عات الناجمة عن إدارة هذه الأموال.

المادة ١٦ تسديد الاشتراكات

١ - يحدد مجلس الأعضاء في دورته الثانية من السنة التقويمية المبلغ الإجمالي للميزانية المشار إليها في المادة ١٤ من هذا الاتفاق ومبخ الاشتراك الذي يجب أن يسدده كل عضو عن السنة التقويمية التالية. ويحسب مبلغ هذا الاشتراك على أساس عدد حصص المشاركة التي يملكها كل عضو على النحو المنصوص عليه في المادة ١١ من هذا الاتفاق.

٢ - يحدد مجلس الأعضاء مبلغ أول اشتراك يسدده أي عضو يصبح طرفاً في هذا الاتفاق بعد دخول الاتفاق حيز النفاذ. ويُحسب مبلغ هذا الاشتراك تبعاً لعدد حصص المشاركة المخصصة للعضو المعنى. بموجب المادة ١١ من هذا الاتفاق على أساس المدة الباقيه من

الفصل الخامس

الأحكام المالية

المادة ١٤

الميزانية

١ - تطابق السنة المالية مع السنة التقويمية.

٢ - تكون هناك ميزانية واحدة تتألف من بابين:

الباب الأول: الشؤون الإدارية؛

الباب الثاني: الشؤون التشغيلية، وتشمل بوجه خاص توحيد المعايير والتعاون التقني والتربوي

ويبت مجلس الأعضاء في إضافة أي أبواب فرعية مناسبة وأضاعاً في اعتباره أهداف المجلس الدولي للزيتون.

٣ - تمويل الميزانية من:

(أ) مبلغ اشتراك كل عضو، ويحدّد بالتناسب مع حصص مشاركته المحددة وفقاً للمادة ١١ من هذا الاتفاق؛

(ب) الاعانات والمساهمات الطوعية المقدمة من الأعضاء، التي تنظمها الأحكام المرجحة في اتفاق يُبرم بين المجلس الدولي للزيتون والعضو المانح؛

(ج) الهبات المقدمة من الحكومات و/أو غيرها من المصادر؛

(د) الأشكال الأخرى من المساهمات التكميلية، وتشمل الخدمات والمعدات العلمية والتقنية و/أو الموظفين، بما يفي باحتياجات البرامج المأتفق عليها؛

(هـ) أي إيراد آخر.

بحث برنامج العمل السنوي للأمانة التنفيذية المتعلق بسر عمل المؤسسة، وخاصة فيما يتعلق بالميزانية والنظام المالي والنظام الداخلي والنظام الأساسي، قبل عرضه على مجلس الأعضاء لاعتماده في دورته العادية الثانية من السنة التقويمية؛

الإشراف على تنفيذ معايير الرقابة الداخلية المبينة في النظام الداخلي للمجلس الدولي للزيتون ومراقبة تطبيق الأحكام المالية المشار إليها في هذا الاتفاق؛

دراسة مشروع الميزانية السنوية للمجلس الدولي للزيتون الذي يقترحه المدير التنفيذي. ولا يحال إلى مجلس الأعضاء بغية اعتماده سوى مشروع الميزانية الذي تقرره لجنة الشؤون الإدارية والمالية؛

تدقيق حسابات السنة المالية السابقة وتقديمها في كل سنة إلى مجلس الأعضاء ليعتمدتها في دورته العادية الأولى من السنة التقويمية ومعها أي إجراء آخر يتناول مسائل مالية وإدارية؛

إسداء المشورة وتلقيم التوصيات بشأن مسائل قم تنفيذ هذا الاتفاق؛

بحث طلبات انضمام أعضاء جدد أو انسحاب أحد الأعضاء من المجلس الدولي للزيتون وتلقيم تقارير في هذا الشأن إلى مجلس الأعضاء؛

استعراض التقيد بالمبادئ المكررة في المادة ٧ بشأن تعين الموظفين في الأمانة التنفيذية وغير ذلك من المسائل الإدارية والتنظيمية.

٣ - تؤدي لجنة الشؤون الإدارية والمالية، إضافة إلى الوظائف المبينة في هذه المادة، أي وظيفة أخرى يفوض إليها المجلس أدائها بموجب نظامه الداخلي و/أو نظامه المالي.

٤ - يضع مجلس الأعضاء ويعتمد في نظامه الداخلي قواعد مفصلة لأغراض تطبيق هذه الأحكام.

المادة ١٢
التعاون مع المنظمات الأخرى

١ - يجوز للمجلس الدولي للزيتون اتخاذ ترتيبات للتشاور والتعاون مع الأمم المتحدة ووكالاتها المتخصصة، ولا سيما مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة والتنمية، ومع غيرها من المنظمات الحكومية الدولية المناسبة والمنظمات الدولية والإقليمية ذات الصلة. ويمكن أن تشمل هذه الترتيبات اتفاقيات تعاون مع موسسات ذات طابع مالي من شأنها أن تساهم في الأهداف المشار إليها في المادة ١ من هذا الاتفاق.

٢ - وأي اتفاق تعاون يعقد بين المجلس الدولي للزيتون وبين المنظمات الدولية وأو الموسسات السالفة الذكر وتقع بمحضه التزامات هامة على عاتق المجلس الدولي للزيتون يجب أن يحصل على موافقة أعضاء المجلس المسقبة وفقاً للفقرة ٣ من المادة ١٠.

٣ - يخضع تطبيق هذه المادة للنظام الداخلي للمجلس الدولي للزيتون.

الفصل الرابع
لجنة الشؤون الإدارية والمالية

المادة ١٣
لجنة الشؤون الإدارية والمالية

١ - ينشئ مجلس الأعضاء لجنة للشؤون الإدارية والمالية تتألف من مندوب واحد على الأقل لكل عضو. وتحتاج لجنة الشؤون الإدارية والمالية مرتبتين في السنة على الأقل، قبل كل دورة من دورات مجلس الأعضاء.

٢ - وتتكلّف لجنة الشؤون الإدارية والمالية بأداء الوظائف المبينة في هذا الاتفاق وفي النظام الداخلي. وتتكلّف، بشكل خاص، بما يلي:

- ص٢: متوسط صادرات زيتون المائدة (الجمركي) في السنوات التقويمية الست الأخيرة الموافقة لسنوات نهاية مواسم الزيتون المستخدمة في حساب ج ٢ عوّلاً إلى ما يعادله من زيت الزيتون بتطبيق معامل تحويل قدره ١٦ في المائة
- و١: متوسط واردات زيت الزيتون (الجمركي) في السنوات التقويمية الست الأخيرة الموافقة لسنوات نهاية موسم الزيتون المستخدمة في حساب ج ١
- و٢: متوسط واردات زيتون المائدة (الجمركي) في السنوات التقويمية الست الأخيرة الموافقة لسنوات نهاية موسم الزيتون المستخدمة في حساب ج ٢، عوّلاً إلى ما يعادله من زيت الزيتون بتطبيق معامل تحويل قدره ١٦ في المائة.
- ٣ - ترد حصص المشاركة الأولية في المرفق ألف من هذا الاتفاق. وتحدد تبعاً لمتوسط البيانات عن آخر ستة مواسم زيتون والسنوات التقويمية الست الأخيرة التي توفر عنها بيانات ملائية.
- ٤ - لا يجوز أن يمتلك أي عضو أقل من خمس حصص مشاركة. فإذا كانت نتيجة العملية الحسابية أقل من خمس حصص مشاركة لأحد الأعضاء، تزداد حصة هذا العضو إلى خمس حصص ويُنخفض عدد حصص مشاركة بقية الأعضاء بالتناسب.
- ٥ - يعتمد مجلس الأعضاء في دورته العادية الثانية في كل سنة تقويمية حصص المشاركة المحسوبة بموجب هذه المادة. ويُعمل هذا التوزيع في السنة التالية، دون الإخلال بالفقرة ٦ من هذه المادة.
- ٦ - عندما تصبح حكومة من الحكومات، بمعنى المقصود في الفقرة ٣ من المادة ٤، طرفاً في هذا الاتفاق أو لا تعود طرفاً فيه، أو عندما يتغير وضع أحد الأعضاء بمعنى المقصود في الفقرة ٨ من المادة ١٦، يعيد مجلس الأعضاء توزيع حصص المشاركة للسنة التالية بصورة تتناسب مع عدد حصص المشاركة التي يمتلكها كل عضو، مع مراعاة الشروط المبنية في هذه المادة. وفي حال حدوث انضمام إلى هذا الاتفاق أو انسحاب منه خلال السنة الجارية، يعاد التوزيع لأغراض التصويت فقط.

٦ - يجوز مجلس الأعضاء أن يتخذ قرارات عن طريق تبادل المراسلات بين الرئيس والأعضاء من دون عقد دورة، ما لم يعرض أي عضو على هذا الإجراء، باستثناء الأعضاء الذين تختلفوا عن دفع اشتراكهم. ويضع مجلس الأعضاء في نظامه الداخلي قواعد تطبيق إجراء التشاور هذا. وتبلغ الأمانة التنفيذية جميع الأعضاء، في أسرع وقت ممكن، بأي قرار يتخذ على هذا النحو ويلوح القرار في التقرير النهائي عن الدورة التالية مجلس الأعضاء.

المادة ١١ حصص المشاركة

١ - للأعضاء مجتمعين ١٠٠٠ حصة من حصص المشاركة. وتكون هذه المخصص متساوية لاشتراكات الأعضاء المادية ولما لهم من حقوق التصويت.

٢ - وتقسم حصص المشاركة على الأعضاء بالتناسب مع البيانات الأساسية الخاصة بكل عضو، محسوبة وفقاً للمعادلة التالية:

$$\text{م} = \frac{1}{3} (\text{ج}1 + \text{ج}2) + \frac{1}{3} (\text{ص}1 + \text{ص}2) + \frac{1}{3} (\text{و}1 + \text{و}2)$$

وفي هذه المعادلة، تمثل البارامترات متغيرات معيّنة عنها بآلاف الأطفال المتربي، ولا ينفت إلى أيّ كسر من ألف طن يزيد على عدد صحيح. ولا يجوز وجود كسورة في حصص المشاركة.

م: المعلومات الأساسية المستخدمة لحساب حصص المشاركة بالتناسب

ج ١: متوسط إنتاج زيت الزيتون في مواسم الزيتون الستة الأخيرة

ج ٢: متوسط إنتاج زيتون المائدة في مواسم الزيتون الستة الأخيرة، عمولاً إلى ما يعادله من زيت الزيتون بتطبيق معامل تحويل قدره ١٦ في المائة

ص ١: متوسط صادرات زيت الزيتون (الجمركي) في السنوات التقويمية الست الأخيرة الموافقة لسنوات نهاية مواسم الزيتون المستخدمة في حساب ج ١

فإذا لم يتم التوصل إلى توافق في الآراء باتباع الإجراء المطبق على المستوى المناسب، يحال القرار إلى مجلس الأعضاء مشفوعاً بتقرير يبين الصعوبات التي اعترضت هذه العملية وبأي توصية مناسبة.

ويسعى مجلس الأعضاء إلى اتخاذ القرار المعنى بتوافق آراء الأعضاء الحاضرين أو الممثلين الذين يحق لهم التصويت وفقاً للفقرة ٦ من المادة ١٦.

وإذا استحال التوصل إلى توافق في الآراء، يوجّل القرار إلى الدورة التالية، سواء أكانت عادبة أم استثنائية.

فإذا لم يتم التوصل مجدداً إلى توافق في الآراء في تلك الدورة، يوجّل البث في القرار، إن أمكن، ٢٤ ساعة على الأقل.

وفي حال عدم التوصل إلى توافق في الآراء في غضون هذه الفترة الزمنية، يعتبر القرار في حكم المعتمد، ما لم يرفضه ربع الأعضاء على الأقل أو ما لم يرفضه عضو أو أكثر يتلذّكون ما يمدوّن في ١٠٠ حصة من حصص المشارك.

(ب) أي قرار آخر لم يشر إليه في الفقرة ٤ (أ) من هذه المادة أعلاه

إذا لم يتم التوصل إلى توافق في الآراء خلال مهلة زمنية يحددها الرئيس، يُحرر الأعضاء تصويبات وفقاً للأحكام المبينة أدناه:

إذا صوّت لصالح أي قرار ما لا يقل عن غالبية الأعضاء الذين يمثلون ٨٦ في المائة على الأقل من حصص مشاركة الأعضاء وفقاً للفقرة ١ من هذه المادة، يعتبر أن هذا المقرر قد اعتمد.

٥ - لا تطبق إجراءات التصويت والتسلّيل المشار إليها في هذه المادة على الأعضاء الذين لا يستوفون الشروط المبينة في المادة ١٦ من هذا الاتفاق، ما لم يقرر المجلس خلاف ذلك وفقاً للمادة نفسها.

المادة ١٠

قرارات مجلس الأعضاء

١ - يتبع مجلس الأعضاء قراراته بتوافق الآراء. وتُتخذ جميع القرارات بموجب هذه المادة من قبل الأعضاء الحاضرين أو الممثلين الذين يحق لهم التصويت وفقاً للفقرة ٦ من المادة ١٦. ويتعهد الأعضاء ببذل قصارى جهدهم في سبيل إيجاد حل لأي قضايا معلقة بتوافق الآراء.

٢ - يلزم، لاعتماد أي قرار يتبعه مجلس الأعضاء، حضوراً أو تمثيل ما لا يقل عن أغلبية جميع الأعضاء الذين يحق لهم التصويت وفقاً للفقرة ٦ من المادة ١٦.

٣ - ينطبق شرط توافق الآراء على جميع القرارات التي تُتخذ بشأن:

استبعاد أعضاء في المجلس عملاً بالمادة ٣٤؛

الفقرتين ٦ و ١٠ من المادة ١٦؛

إدخال تعديلات على هذا الاتفاق أو إلغاء العمل به وفقاً للمادتين ٣٢ و ٤٣؛

التعاون مع المنظمات الأخرى وفقاً للفقرة ٢ من المادة ١٢.

٤ - فيما يتعلق بالقرارات الأخرى، وإذا لم يتحقق توافق الآراء قبل انقضاء مهلة زمنية يحددها الرئيس، ينطبق الإجراء المبين أدناه:

(أ) اتخاذ القرارات المتعلقة بالمعايير التجارية وتنفيذ القواعد المشار إليها في الفقرة ١ (ج) من المادة ٧ من هذا الاتفاق

كقاعدة عامة، لا تقدم إلى مجلس الأعضاء لاعتمادها سوى القرارات التي تم التوصل بشأنها إلى توافق في الآراء على المستوى المناسب، حسب ما اشترطه المجلس الدولي للزيتون في نظامه الداخلي.

٥ - يجوز لأي عضو، بموجب إشعار خطى يوجه إلى الأمانة التنفيذية قبل انعقاد أي دورة عادية أو استثنائية أو في خلال انعقادها، أن يأذن لعضو آخر بأن يمثل مصالحه وبمارس حقه في المشاركة في القرارات التي يتخذها مجلس الأعضاء في تلك الدورة. ولا يجوز لعضو من الأعضاء أن يمثل أكثر من عضو واحد آخر في أي دورة من دورات مجلس الأعضاء.

٦ - يجوز لأي طرف أو كيان ثالث لديه نية الانضمام إلى هذا الاتفاق و/أو اهتمام مباشر بأنشطة المجلس الدولي للزيتون، بمبادرة منه أو بناءً على دعوة من مجلس الأعضاء وموافقة هذا الأخير المسبقة، أن يحضر بصفة مراقب في جميع أعمال دورة أو دورات معينة مجلس الأعضاء أو في أجزاء منها.

٧ - ليست للمراقب صفة العضو؛ ولا يملك صلاحية اتخاذ القرارات ولا الحق في التصويت.

المادة ٩

النصاب المطلوب لعقد الدورات

١ - يتم التحقق من النصاب المطلوب لعقد أي دورة عادية أو استثنائية مجلس الأعضاء مرة واحدة، في اليوم الذي تُفتح فيه الدورة. ويكتمل النصاب بحضور أو تمثيل ما لا يقل عن ثلاثة أرباع مجموع الأعضاء، عملاً بالفقرة ٥ من المادة ٨.

٢ - وإذا لم يكتمل النصاب المشار إليه في الفقرة أعلاه عند افتتاح الجلسة العامة، يوجّل الرئيس الدورة لمدة ٢٤ ساعة. ويكتمل النصاب المطلوب لافتتاح الدورة في الموعد الجديد الذي حدد الرئيس بحضور أو تمثيل ما لا يقل عن ثلثي مجموع الأعضاء.

٣ - العدد الفعلي للأعضاء المطلوب لاكتمال النصاب هو العدد الصحيح دون أجزاء عشرية الناجم عن تطبيق النسب المذكورة أعلاه على العدد الإجمالي للأعضاء.

(ز) لا يجوز للمدير التنفيذي ولا لكتاب الموظفين والمستخدمين أن يتلمسوا أو يتلقوا تعليمات بشأن الواجبات المنوطة بهم بموجب هذا الاتفاق من أي عضو أو من أي سلطة خارجة عن المجلس الدولي للزيتون. وعليهم أن يمتنعوا عن أي عمل ينعكس سلباً على مركزهم كموظفي دوليين مسؤولين أمام مجلس الأعضاء وحده. وعلى الأعضاء أن يحترموا الطابع الدولي المخصوص لمسؤوليات المدير التنفيذي وكبار الموظفين والمستخدمين وأن يتفادوا التأثير عليهم في قيامهم بمسؤولياتهم.

الباب ٢

سير عمل مجلس الأعضاء

المادة ٨

دورات مجلس الأعضاء

١ - يجتمع مجلس الأعضاء في مقر المجلس الدولي للزيتون، ما لم يقرر خلاف ذلك. وإذا قرر مجلس الأعضاء، بناءً على دعوة من أحد أعضائه، أن يجتمع في غير مقره، فإن ذلك العضو يتحمل ما يترتب على هذا في ميزانية المجلس الدولي للزيتون من نفقات تفوق النفقات التي تنجم عن عقد الدورة في المقر.

٢ - يعقد مجلس الأعضاء دورتين عاديتين في السنة.

٣ - ينعقد مجلس الأعضاء في دورة استثنائية في أي وقت بناء على طلب من:

(أ) الرئيس؛

(ب) ثلاثة أعضاء، على الأقل.

٤ - يوجه الإخطار بعقد أي دورة من الدورات قبل تاريخ انعقاد الجلسة الأولى بستين يوماً على الأقل في حالة الدورات العادية، ويفضل أن يوجه الإخطار قبل ثلاثة أيام ولكن في خلال فترة لا تقل عن ٢١ يوماً من تاريخ الجلسة الأولى في حالة الدورات الاستثنائية. ويتحمل الأعضاء المعنيون نفقات الوفود التي تحضر دورة مجلس الأعضاء.

٤ - الأمانة التنفيذية

- (أ) تكون للمجلس الدولي للزيتون أمانة تنفيذية تتألف من مدير تنفيذي وموظفين كبار وما يلزم من مستخدمين للقيام بالمهام الناشئة عن هذا الاتفاق. وتحدد وظائف المدير التنفيذي وكبار الموظفين في النظام الداخلي الذي يبين، بشكل خاص، المهام المسندة إليهم؛
- (ب) يُعطى الاعتبار الأول في توظيف موظفي الأمانة التنفيذية لضرورة ضمان أعلى مستويات الفاعلية والكفاءة والتزامه. ويعين موظفو الأمانة التنفيذية، ولاسيما المدير التنفيذي وكبار الموظفين والموظفون الإداريون من المرتبة المتوسطة، على أساس مبدأ التناوب المناسب بين الأعضاء والتوازن الجغرافي؛
- (ج) يعين مجلس الأعضاء المدير التنفيذي وكبار الموظفين لفترة أربع سنوات. ويجوز مجلس الأعضاء، وفقاً لأحكام الفقرة ٤ (ب) من المادة ١٠، أن يقرر تجديد أو تمديد أي تعين لفترة واحدة فقط أقصاها أربع سنوات؛
- ويحدد مجلس الأعضاء شروط تعين موظفي الأمانة التنفيذية في ضوء شروط تعين نظرائهم من موظفي المنظمات الحكومية الدولية المماثلة.
- (د) يعين المدير التنفيذي الموظفين وفقاً للأحكام المبينة في هذا الاتفاق وفي النظام الأساسي للموظفين. ويケفل المدير التنفيذي التقيد في جميع التعيينات بالمبادئ المبينة في الفقرة ٤ (ب) من هذه المادة ويقدم تقريراً عن ذلك إلى لجنة الشؤون الإدارية والمالية؛
- (هـ) يكون المدير التنفيذي كبير الموظفين الإداريين في المجلس الدولي للزيتون ويكون مسؤولاً أمام مجلس الأعضاء عن تأدية الواجبات المنوطة به في إدارة الاتفاق ورسم العمل به. ويودي المدير التنفيذي واجباته ويتحاذ قرارات الإدارة مع زملائه من كبار الموظفين وفقاً لأحكام النظام الداخلي؛
- (و) لا يجوز للمدير التنفيذي ولا لكتاب الموظفين وغيرهم من المستخدمين أن يمارسوا أي نشاط مربح في أي قطاع من قطاعات زراعة الزيتون وصناعة منتجات الزيتون المختلفة؛

(د) يعتمد مجلس الأعضاء وينشر تقريراً سنوياً عن أنشطته وعن سير العمل هذا الاتفاق، إلى جانب ما يراه مفيداً وضرورياً من تقارير ودراسات ووثائق أخرى.

٢ - الرئيس ونائب الرئيس

(أ) يعين مجلس الأعضاء من بين وفود الأعضاء رئيساً ونائباً للرئيس لولاية مدتها سنة واحدة. وإذا كان الرئيس أو نائب الرئيس يترأس أحد الوفود عند ترؤسه الجلسات، فإن عضواً آخر من أعضاء وفده يتولى ممارسة حقه في المشاركة في اتخاذ قرارات مجلس الأعضاء؛

(ب) دون المساس بالصلاحيات أو الوظائف المعهود بها إلى المدير التنفيذي في هذا الاتفاق أو وفقاً له، يترأس الرئيس جلسات مجلس الأعضاء، ويدير المناقشات بغية تيسير عملية اتخاذ القرارات، ويمارس ما يتصل بذلك من مسؤوليات ووظائف أخرى مبينة في هذا الاتفاق و/أو محددة بشكل أكبر في النظام الداخلي؛

(ج) يكون الرئيس مسؤولاً أمام مجلس الأعضاء فيما يخص ممارسة وظائفه؛

(د) يحل نائب الرئيس محل الرئيس في حال غيابه، وتكون له نفس صلاحيات الرئيس وعليه نفس واجباته عندما يسمى ليحل محل الرئيس؛

(هـ) لا يتقاضى الرئيس ونائب الرئيس أي أجر. وفي حال غاب كل من الرئيس ونائب الرئيس بصورة مؤقتة، أو في حال غاب أحدهما أو كلاهما بصورة دائمة، يعين مجلس الأعضاء، من بين أعضاء الوفود، موظفين حديدين مؤقتين أو دائمين، حسب الاقتضاء.

٣ - لجنة الشؤون الإدارية والمالية، وغيرها من اللجان واللجان الفرعية

لتسهيل عمل مجلس الأعضاء، يُمنع المجلس صلاحياته إنشاء ما يراه مفيداً من لجان أخرى ولجان فرعية، بالإضافة إلى لجنة الشؤون الإدارية والمالية المشار إليها في المادة ١٣ من هذا الاتفاق، وذلك لمساعدته في ممارسة وظائفه بموجب هذا الاتفاق.

المادة ٧

صلاحيات الأجهزة ووظائفها

١ - مجلس الأعضاء

(أ) يتالف مجلس الأعضاء من مندوب واحد لكل عضو، كما أن لكل عضو أن يعين
لندوبه نائباً أو أكثر ومستشاراً أو أكثر؛

ومجلس الأعضاء هو أعلى سلطة في المجلس الدولي للزيتون وجهاز اتخاذ القرارات فيه،
ويعارض كل ما يلزم من صلاحيات أو وظائف لتحقيق أهداف هذا الاتفاق.

(ب) يكون المجلس مسؤولاً عن تطبيق أحكام هذا الاتفاق. ويتحدد المجلس أي قرار
ويعتمد أي توصية توخيأً لهذا الغرض، ما لم تكن الصلاحيات أو الوظائف المعنية مستندةً صراحةً
إلى المدير التنفيذي؛

ويستمر تطبيق أي قرار أو توصية اعتمداً وفقاً لاتفاق الدول السابق لهذا الاتفاق
وكانا سارين عند دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ، ما لم يكونوا معارضين مع هذا الاتفاق
أو ما لم يطلهما مجلس الأعضاء؛

(ج) لتنفيذ هذا الاتفاق، يعتمد مجلس الأعضاء، وفقاً لأحكام هذا الاتفاق،

١° نظاماً داخلياً؛

٢° نظاماً مالياً؛

٣° نظاماً أساسياً للموظفين يراعي الأنظمة المطبقة على موظفي المنظمات الحكومية
الدولية المماثلة؛

٤° هيكلآً تنظيمياً وتوصيفاً للوظائف؛

٥° غير ذلك من الإجراءات الالزمة لسير عمل المجلس الدولي للزيتون.

حكومة دولية تضطلع بمسؤوليات مشابهة في مجال التفاوض على اتفاقات دولية وتوقيع هذه الاتفاques وإبرامها وتصديقها وتنفيذها، ولا سيما اتفاقات السلع الأساسية.

المادة ٥ الامتيازات والخصائص

١ - للمجلس الدولي للزيتون شخصية قانونية وله، بصفة خاصة، أهلية التعاقد على الممتلكات المنقوله وغير المنقوله وحيازها والتصرف فيها، وإقامة الدعاوى أمام القضاء. وليس من صلاحياته اقتراض الأموال.

٢ - ينظم اتفاق المقر الذي يعقد بين الحكومة المضيفة والمجلس الدولي للزيتون وضع المجلس الدولي للزيتون ومديره التنفيذي وكبار موظفيه ومستخدميه ووضع الميزانية ومندوبي الأعضاء الموجودين في أراضي الحكومة المضيفة لأداء وظائفهم، كما ينظم امتيازات وخصائص كل منهم.

٣ - تعفي حكومة الدولة التي يقع فيها مقر المجلس الدولي للزيتون الرواتب التي يصرفها المجلس لموظفيه وكذلك موجودات المجلس وإيراداته ومتلكاته الأخرى من الضرائب، في حدود ما يسمح به تشريع تلك الدولة.

٤ - للمجلس الدولي للزيتون أن يبرم مع عضو أو أكثر اتفاقات بخصوص ما قد يستلزمها حسن تطبيق هذا الاتفاق من امتيازات وخصائص.

المادة ٦ تكوين المجلس الدولي للزيتون

١ - يتالف المجلس الدولي للزيتون من جميع أعضاء المجلس الدولي للزيتون.

٢ - يعين كل عضو من يمثله في المجلس الدولي للزيتون.

الفصل الثالث الأحكام المؤسسة

الباب ١

الإنشاء والأجهزة والوظائف والامتيازات والخصائص

المادة ٣

هيكل المجلس الدولي للزيتون ومقره الرئيس

١ - يؤدي المجلس الدولي للزيتون وظائفه بواسطة الأجهزة التالية:

(أ) مجلس الأعضاء؛

(ب) الرئيس ونائب الرئيس؛

(ج) لجنة الشؤون الإدارية والمالية، وغيرها من اللجان واللجان الفرعية؛

(د) الأمانة التنفيذية.

٢ - يكون المقر الرئيس للمجلس الدولي للزيتون في مدريد، إسبانيا، طوال مدة هذا الاتفاق، ما لم يقرر مجلس الأعضاء خلاف ذلك.

المادة ٤

الأعضاء في المجلس الدولي للزيتون

١ - كل طرف مت العقد ينضم إلى الاتفاق يكون عضواً في المجلس الدولي للزيتون ما دام قد قبل التقييد بهذا الاتفاق.

٢ - يساهم كل عضو في بلوغ الأهداف المشار إليها في المادة ١ من هذا الاتفاق.

٣ - يفسر مصطلح "الحكومة" بمعنى المقصود في هذا الاتفاق على أنه يشمل مثل أي دولة أو مراقب دائم لدى الجمعية العامة للأمم المتحدة والاتحاد الأوروبي وأي منظمة

البكر الوقاد، وزيت الزيتون المكرر، وزيت الزيتون المكون من زيت زيتون مكرر وزيتون زيتون بكر.

٦ - يُقصد بعبارة "زيت ثقل الزيتون" الزيت المستخلص بمعالجة ثقل الزيتون بالذيبات أو بطرق معالجة فيزيائية أخرى، ولا يُقصد بما الزيوت المستخلصة بعمليات إعادة الأسترة ولا أي خليط بزيوت من أنواع أخرى. وتشمل العبارة التسميات التالية: زيت ثقل الزيتون الخام، وزيت ثقل الزيتون المكرر، وزيت ثقل الزيتون المكون من زيت ثقل زيتون مكرر وزيتون بكر.

٧ - يُقصد بعبارة "زيتون المائدة" المنتج الحضر من الشمار السليمة لأصنافٍ من شجرة الزيتون المزروعة المحترمة لإنتاجها أنواعاً من الزيتون تصلح بشكل عاشر للحفظ وتعالج أو تخمير بطريقة مناسبة وتُعرض للتجارة والاستهلاك النهائي.

٨ - يُقصد بعبارة "منتجات الزيتون" جميع منتجات الزيتون الصالحة للأكل، وبصفة خاصة زيوت الزيتون وزيوت ثقل الزيتون وزيتون المائدة.

٩ - يُقصد بعبارة "منتجات الزيتون الجانبيّة"، بصفة خاصة، المنتجات الناشئة عن تقليم شجر الزيتون وصناعة منتجات الزيتون والمنتجات الناشئة عن استخدامات بديلة لمنتجات هذا القطاع.

١٠ - يُقصد بعبارة "سنة موسم الزيتون" الفترة المتقدمة من ١٠ أيلول/سبتمبر من السنة إلى ٣١ آب/أغسطس من السنة التالية بالنسبة إلى زيتون المائدة والفترقة المتقدمة من ١ تشرين الأول/أكتوبر من السنة إلى ٣٠ أيلول/سبتمبر من السنة التالية بالنسبة إلى زيت الزيتون. وفيما يتعلق بنصف الكرة الجنوبي، تطابق هذه الفترة السنة التقويمية بالنسبة إلى زيتون المائدة وزيت الزيتون.

١١ - يُقصد بعبارة "المعايير التجارية" المعايير التي يعتمدها المجلس الدولي للزيتون بواسطة مجلس الأعضاء فيه والتي تطبق على زيوت الزيتون وزيوت ثقل الزيتون وزيتون المائدة.

- بحث التوازنات العالمية فيما يخص زيت الزيتون وزيوت ثقل الزيتون وزيتون المائدة، وإجراء دراسات في هذا الشأن واقتراح التدابير المناسبة؛
- نشر بيانات وتحليلات اقتصادية عن زيت الزيتون وزيتون المائدة وتزويد الأعضاء بالمؤشرات اللازمة للمساهمة في سلامة عمل أسواق منتجات الزيتون؛
- نشر واستخدام نتائج برامج البحث والتطوير المرتبطة بزراعة الزيتون ودراسة إمكانية تطبيقها في مجال زيادة كفاءة الإنتاج.

الفصل الثاني

التعريف

المادة ٢

التعريف لأغراض هذا الاتفاق

- ١ - يقصد بعبارة "المجلس الدولي لزيتون" المنظمة الدولية المشار إليها في الفقرة ١ من المادة ٣ والمشأة بغرض تطبيق أحكام هذا الاتفاق.
- ٢ - يقصد بعبارة "مجلس الأعضاء" جهاز اتخاذ القرارات في المجلس الدولي لزيتون.
- ٣ - يقصد بعبارة "الطرف المتعاقد" الجهة التي قبلت التقييد بهذا الاتفاق، سواء أكانت دولة، أم مراقباً دائمًا لدى الجمعية العامة للأمم المتحدة أو الاتحاد الأوروبي، أو منظمة حكومية دولية بمعنى المقصود في الفقرة ٣ من المادة ٤.
- ٤ - يقصد بمصطلح "العضو" طرف متعاقد على النحو المعرف أعلاه.
- ٥ - يقصد بعبارة "زيت الزيتون" الزيت المستخلص من ثمرة شجرة الزيتون (*Olea europaea L.*) وحدها، ولا يقصد بها الزيت المستخلص باستخدام المذيبات أو بعمليات إعادة الأسترة، ولا أي خليط بزيوت من أنواع أخرى. وتشمل العبارة التسميات التالية: زيت الزيتون البكر المتاز، وزيت الزيتون البكر، وزيت الزيتون البكر العادي، وزيت الزيتون

٢ - في مجال زراعة الزيتون وتكنولوجيا زيت الزيتون والتعاون التقني

- تعزيز التعاون التقني والبحوث والتطوير في قطاع الزيتون عن طريق تشجيع التعاون بين الم هيئات وأو الكيانات العامة أو الخاصة، الوطنية أو الدولية؛
- القيام بأنشطة محددة إلى تحديد المصادر الجينية لأشجار الزيتون وإلى صورها والاستفادة منها؛
- دراسة التفاعل بين زراعة الزيتون والبيئة، وخاصة بغية تعزيز الحفاظ على البيئة والإنتاج المستدام، وضمان تنمية القطاع تنمويةً متكاملةً ومستدامةً؛
- تعزيز نقل التكنولوجيا من خلال القيام بأنشطة تدريب في الميادين المرتبطة بقطاع الزيتون عن طريق تنظيم أنشطة دولية وإقليمية ووطنية؛
- تعزيز حماية العلامات الجغرافية لمنتجات الزيتون امثلاً للاتفاقات الدولية ذات الصلة التي قد يكون العضو طرفاً فيها؛
- تشجيع تبادل المعلومات والخبرات في مجال الصحة النباتية فيما يتعلق بزراعة الزيتون.

٣ - في مجال ترويج منتجات الزيتون، ونشر المعلومات، واقتصاد الزيتون

- تعزيز دور المجلس الدولي للزيتون كمركز عالمي للتوثيق والمعلومات بشأن شجرة الزيتون ومنتجاتها وكماليتها لجميع العاملين في القطاع؛
- التشجيع على استهلاك منتجات الزيتون، وتوسيع التجارة الدولية في زيت الزيتون وزيتون المائدة والمعلومات المتعلقة بالمعايير التجارية للمجلس الدولي للزيتون؛
- دعم الأنشطة الدولية والإقليمية التي تشجع نشر المعلومات العلمية النوعية عن الخصائص التغذوية والصحية وغيرها من خصائص زيت الزيتون وزيتون المائدة بغية تحسين إعلام المستهلك؛

ظهير شريف رقم 1.17.73 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام 2015، الموقع بجنيف في 9 أكتوبر 2015

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

علم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام 2015، الموقع بجنيف في 9 أكتوبر 2015؛

وعلى القانون رقم 79.16 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.17.59 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017)؛

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على الاتفاق المذكور، الموقع بنيويورك في 25 أبريل 2022.

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام 2015، الموقع بجنيف في 9 أكتوبر 2015.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام 2015

الفصل الأول

الأهداف العامة

المادة ١

أهداف الاتفاق

١ - في مجال توحيد المعايير والبحوث

- السعي إلى تحقيق التمايز في التشريعات الوطنية والدولية المتعلقة بالخصائص الفيزيائية - الكيميائية والمنافية لزيوت الزيتون وزيوت نفل الزيتون وزيتون المائدة ببنية الحلولة دون نشوء أي عقبات أمام التجارة؛

- القيام بأنشطة في مجال الاختبارات الفيزيائية - الكيميائية والمنافية لتحسين المعرفة بتركيب منتجات الزيتون وخصائص جودتها، بغية تعزيز المعايير الدولية والمسكون بما يلي:

- مراقبة جودة المنتجات؛

- مراقبة التجارة الدولية وتنميتها؛

- حماية حقوق المستهلك؛

- منع الممارسات الاحتكارية والمضللة والغش؛

- تقوية دور المجلس الدولي لزيتون كمحفل امتياز للوسط العلمي الدولي في مجال الزيتون وزيت الزيتون؛

- تنسيق الدراسات والبحوث المتعلقة بالخصائص التقنية وغيرها من الخصائص الأصلية لزيت الزيتون وزيتون المائدة؛

- تسهيل تبادل المعلومات عن تدفقات التجارة الدولية.

خامساً: مقتضيات ختامية

المادة الخامسة عشرة : السلطات المختصة

السلطات المختصة لتنفيذ هذا الاتفاق هي:

- في المملكة المغربية: الوزارة المكلفة بالنقل الطرقي;
- في جمهورية سلوفينيا: الوزارة الكلفة بالنقل الطرقي.

المادة السادسة عشرة : دخول حيز التنفيذ ومدة صلاحية الاتفاق

1. يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ إخطار الطرفين المتعاقدين بعضهما البعض، عبر الطرق الدبلوماسية، باستكمال الإجراءات المطلوبة لدخوله حيز التنفيذ وفق لتشريعاتهما الوطنية.

2. يظل هذا الاتفاق ساري المفعول، ما لم يتم إنهاء العمل به من قبل أحد الطرفين المتعاقدين بواسطة إشعار كتابي عبر القنوات الدبلوماسية. وفي هذه الحالة، ينتهي مفعول الاتفاق في أجل ستة أشهر من تاريخ توصل الطرف المتعاقد الآخر بالإشعار المذكور.

واثباتاً لذلك، وقع المفوضان المخول لهما من قبل حكومتهما هذا الاتفاق

حرر بالرياض، في 05 أبريل 2016، في نظيرين أصليين باللغات العربية والسلوفينية والإنجليزية، والتي لها نفس الحجية. وفي حالة الاختلاف في التأويل، يرجح النص الإنجليزي.

عن

حكومة جمهورية سلوفينيا

عن

حكومة المملكة المغربية

كارل إريافيك

وزير الشؤون الخارجية

صلاح الدين مزوار

وزير الشؤون الخارجية والتعاون

معايير السلامة والانبعاثات الغازية وفقا لنظام الاتحاد الأوروبي في هذا المجال. وينطبق الأمر نفسه على الالتزامات الدولية المتعاهد عليها في هذا الشأن.

4. بخصوص الفقرة الثالثة من هذه المادة، يجوز للجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق، عند اتخاذ قرار بشأن الحصص أو إمكانية التحرير في المستقبل، تخصيص معاملة تفضيلية للمركبات التي تستجيب لأحدث معايير السلامة واحترام البيئة.

المادة الثانية عشرة: المراقبة

يجب الاحتفاظ بالرخص وجميع الوثائق الأخرى المنصوص عليها في إطار الاتفاques المتعددة الأطراف أو الثنائية أو في إطار القانون الوطني، على متن المركبة. ويجب الإدلاء بها عند الطلب إلى السلطات المختصة في البلد المضيف.

المادة الثالثة عشرة : التزامات الناقل والمخالفات

1. يجب على ناقل أحد الطرفين المتعاقدين والمستخدمين التابعين لهم، خلال قيامهم بعمليات نقل في أراضي البلد المضيف، احترام القوانين والأنظمة المعمول بها في هذا البلد.

2. في حالة ارتكاب مخالفات لأحكام هذا الاتفاق في البلد المضيف من قبل الناقل، يجب أن تخبر السلطة المختصة في البلد المضيف السلطة المختصة في البلد الأصلي قصد اتخاذ هذه الأخيرة التدابير اللازمة في مواجهة الناقل طبقا لقوانينها الوطنية.

3. يتبادل الطرفان المتعاقدان المعلومات بخصوص العقوبات المطبقة.

4. لا تستثنى مقتضيات أحكام الفقرتين الأولى والثانية من هذه المادة الإجراءات المتخذة من طرف السلطات القضائية أو سلطات مختصة أخرى في البلد المضيف.

المادة الرابعة عشرة : التعاون واللجنة المختلطة

1. يجب على السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين اتخاذ جميع التدابير اللازمة لتطبيق أحكام هذا الاتفاق، وتتبادل المعلومات الضرورية وكل تغيير في التشريعات الوطنية يمكن أن يؤثر على تطبيقه.

2. تقدم السلطات المختصة المساعدة لبعضها البعض من أجل تنفيذ هذا الاتفاق.

3. يُحدث الطرفان المتعاقدان لجنة مشتركة لتطبيق أحكام هذا اتفاق ومعالجة القضايا المتعلقة به.

رابعاً: أحكام مشتركة

المادة التاسعة: الضرائب والرسوم.

1. تغدو عمليات النقل بواسطة المركبات المسجلة بتراب أحد الطرفين المتعاقدين والتي تُنجز لمدة مؤقتة على تراب الطرف المتعاقد الآخر، وفقاً لأحكام هذا الاتفاق، وفي إطار مبدأ المعاملة بالمثل، من أداء جميع الضرائب المتعلقة بملكية وتسجيل واستخدام المركبة.
2. تغدو المحروقات الموجودة داخل الخزانات العادلة للمركبة كما تم تحديدها من قبل الصانع واللزمه لسيارة المركبة وكذا الزيوت وقطع الغيار من جميع الرسوم والضرائب المفروضة على الاستيراد في البلد المضيف شريطة احترام الناقل لأنظمة الجمركية الجاري بها العمل.
3. تخضع عمليات النقل التي تشملها أحكام هذا الاتفاق في البلد المضيف للرسوم والواجبات المفروضة على مستعملي الطريق، والرسوم والإتاوات الأخرى المتعلقة باستعمال الشبكة الطرقية والجسور والأنفاق، إلى غير ذلك بالبلد المضيف. ويجب أن تكون هذه الرسوم والإتاوات مطبقة على الناقلين الوطنيين والأجنبين دون تمييز.
4. يمكن للجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق أن تقوم بدراسة إعفاء الناقل، جزئياً أو كلياً، وفي إطار المعاملة بالمثل، من دفع الضرائب والرسوم من أجل الرفع من جودة خدمات النقل، واقتراح ذلك على السلطات المختصة

المادة العاشرة: الأبعاد والأوزان

1. لا يجب أن تتجاوز الأوزان القصوى للمركبة أو للمحور أو لأبعاد المركبة تلك المحددة في وثائق التسجيل أو الحدود القصوى المعمول بها في البلد المضيف.
2. لا يمكن القيام بالنقل بواسطة المركبات التي تتجاوز أوزانها أو أبعادها الحدود المعتمدة فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين دون التوفر على رخصة خاصة مسلمة من طرف السلطة المختصة لهذا الطرف، ويجب مسبقاً تقديم طلب في هذا الشأن.

المادة الحادية عشرة: التجهيزات والخصائص الأخرى للمركبات

1. يجب أن تكون المركبات التي تحمل بضائع خطرة أو قابلة للتلف مجهزة ومهيأة طبقاً لأنظمة الدولية (مقتضيات الاتفاق الأوروبي المتعلق بالنقل الدولي للبضائع الخطيرة ADR أو القابلة للتلف (ATP).
2. يجب احترام مقتضيات اتفاق AEGR المتعلقة بفترات السيارة والراحة للمسائين.
3. يتعهد الطرفان المتعاقدان على التشجيع، في إطار هذا الاتفاق، على استخدام مركبات تستجيب

- ج. نقل قطع الغيار ومواد الموجة للبواخر والطائرات المعطلة.
- ح. نقل المؤمن والمعدات الطبية الالزمة في حالات الطوارئ وخاصة في حالات الكوارث الطبيعية والمساعدة الإنسانية.
- خ. نقل المعدات والأعمال الفنية الموجة للمعارض أو لأغراض غير تجارية.
- د. نقل اللوازم والأشياء والحيوانات لأغراض غير تجارية الموجهة للتظاهرات المسرحية والموسيقية والسينمائية والرياضية والسيرك والمعارض أو الحفلات والمعدات المطلوبة بصفة استعجالية للتسجيلات الإذاعية أو الانتاجات السينمائية أو التلفزيونية.
- ذ. نقل الرحيل بواسطة مركبات وطاقم مناسب لهذا الغرض.
- ر. النقل الجنائي.

2. يخول إلى اللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14، باتفاق مشترك، إضافة أو حذف من لائحة الفئات المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة، المستثناء من نظام الرخص.
3. يمكن لللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق إعفاء جميع عمليات النقل من نظام الترخيص لفترة زمنية محددة.

المادة الثامنة : أحكام مشتركة لنقل البضائع

1. تتفق السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين على حصص الرخص. وتتبادل هذه السلطات سنوياً نماذج الرخص. وتحدد مدة صلاحية هذه الرخص في 13 شهراً ابتداءً من بداية كل سنة ميلادية.
2. تعتبر الرخص المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة غير قابلة للتفويت.
3. لا يمكن استعمال الرخصة المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة إلا لمركبة واحدة خلال كل رحلة. وفي حالة مجموعة مركبات، فإن المركبة ذات المحرك هي من تحدد إلزامية الرخصة أو الإعفاء منها.
4. تحدد اللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق عدد وأنواع، وشروط تسليم واستعمال نماذج الرخص، وكذلك الشروط التي يجوز فيها إعفاء كل عملية للنقل من نظام الرخصة.

ثالثاً: نقل البضائع

المادة السادسة: نظام الرخص

1. يقوم الناقلون الذين يوجد مسكنهم أو مقرهم الاجتماعي في أراضي أحد الطرفين المتعاقددين، في إطار نظام الترخيص، على أراضي الطرف المتعاقد الآخر بـ:

- أـ عمليات النقل بين أراضي الطرفين المتعاقددين؛
- بـ العبور عبر أراضي أحد الطرفين المتعاقددين.

بالنسبة للنقل بين أراضي الطرفين المتعاقددين والعبور، ليس من الضروري أن تكون البضائع المحملة مصنوعة في أراضي أحد الطرفين المتعاقددين.

2. يمنع القيام بالنقل الداخلي ويدخلو المركبات فارغة دون التوفر على رخصة استثنائية من طرف السلطة المختصة بالبلد المضيف.

تقرر اللجنة المشتركة المحدثة بموجب المادة 14 من هذا الاتفاق في نموذج الرخصة الاستثنائية وشروط تسليمها وكذا الوثائق الازمة لذلك. وتسلم السلطات المختصة للطرفين المتعاقددين هذه الرخصة الاستثنائية خلال مدة 15 يوماً تبتدئ من تاريخ إرسال الطلب من طرف السلطة المختصة للطرف المتعاقد الآخر. ويمكن تغيير هذه المدة في حالة حدوث ظروف غير متوقعة، وعلى السلطات المختصة إخبار الجانب الآخر بذلك.

3. يمنع القيام بعمليات النقل بين نقطة بأراضي الطرف المتعاقد الآخر وبين نقطة بأراضي بلد ثالث.

4. يمكن للجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق أن تقرر إضافة أنواع أخرى من الرخص أو إعفاء بعض عمليات النقل المشار إليها في هذه المادة من الترخيص.

المادة السابعة : عمليات النقل المحررة

1. استثناء من أحكام المادة 6 من هذا الاتفاق، لا تخضع عمليات النقل التالية لنظام الرخصة:

- أـ نقل البضائع بواسطة مركبات لا يتعدى وزنها الإجمالي المأذون به محملة، بما في ذلك وزن المقطورات، 3.5 طن.

بـ نقل المركبات المتضررة أو المعطلة ونقل المركبات التي تتطلب الإصلاح.

ثـ التنقل بالفارغ لمركبة معدة لنقل البضائع وموجهة لتعويض مركبة تعطلت في بلد آخر وكذلك عودة المركبة التي أصيبت بعطب فارغة بعد إصلاحها.

ثـ نقل الحيوانات الحية في مركبات مصنوعة أو تم تحويلها نهائياً لهذا الغرض.

- 2.2. خدمات لنقل الركاب انطلاقاً من أراضي البلد الأصلي للناقل إلى نقطة الوصول وقيام الحافلة برحلة العودة فارغة.
- 3.2. الرحلة الفارغة التي تقوم بها حافلة موجهة لتعويض حافلة أخرى أصيبت بعطل.
3. يمكن أن تقوم اللجنة المشتركة المحدثة بموجب المادة 14 من هذا الاتفاق بإعفاء بعض خدمات النقل العرضي الأخرى من الرخصة أو الترخيص.
4. يخضع إلى نظام الرخصة دخول الحافلات فارغة إلى أراضي البلد المضيف. ويتم سنوياً تبادل حصص هذه الرخص بين الطرفين المتعاقددين. وتقرر اللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق في عدد هذه الرخص.
5. لا يمكن إركاب أو إزالة الركاب أثناء الخدمات المشار إليها في الفقرة الثانية من هذه المادة دون رخصة خاصة مسلمة من طرف السلطة المختصة بالبلد المضيف.
6. يجب أن يتم تقديم طلب الرخصة أو الترخيص المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة إلى السلطة المختصة بالبلد الأصلي للناقل وإذا وافقت هذه الأخيرة على الطلب، يتم إرساله إلى السلطة المختصة بالبلد المضيف.
7. تقوم اللجنة المشتركة المحدثة بموجب المادة 14 من هذا الاتفاق بتحديد نموذج طلب الرخصة أو الترخيص والوثائق الواجب إرفاقها بالطلب. تسلم السلطات المختصة للطرفين المتعاقددين الرخصة المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة خلال مدة شهر واحد تبتدئ من تاريخ إرسال الطلب من طرف السلطة المختصة للطرف المتعاقد الآخر. ويمكن تغيير هذه المدة في حالة حدوث ظروف غير متوقعة، وعلى السلطات المختصة إخبار الجانب الآخر بذلك.
8. يجب على الناقل الاحتفاظ بورقة الطريق على متن الحافلة خلال الخدمات المشار إليها في الفقرتين الثانية والخامسة من هذه المادة. ويتعين على اللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق تحديد مضمون وشروط استخدام ورقة الطريق.

المادة الخامسة : أحكام مشتركة لخدمات نقل الركاب

1. تسلم الرخص المشار إليها في المادتين 3 و 4 أعلاه للناقل بصفة شخصية ولا يمكنه تفويتها لنقل آخر.
2. يمنع القيام بالنقل الداخلي. غير أن الرحلات داخل البلد المضيف التي تهم مجموعة من الركاب جلبت إلى هذا البلد من قبل نفس الناقل لا تعتبر نقلًا داخلياً بشرط أن تتم الإشارة إليها في ورقة الطريق.

لا يمكن أن يتم استغلال خدمة منتظمة بين الطرفين المتعاقدين إلا على أساس اتفاق شراكة يبرم بين ناقل على الأقل من كل طرف من الأطراف المعنية بالخدمة.

2. يجب أن يتم تقديم طلب الرخصة المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة إلى السلطة المختصة في البلد الأصلي للناقل. إذا كانت هذه الأخيرة موافقة على هذا الطلب، يتم إرسال الطلب إلى السلطة المختصة في البلد المضيف.

تقوم اللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق بتحديد نموذج طلب الرخصة والوثائق الواجب إرفاقها بالطلب، وكذلك شروط البيئة والسلامة وغيرها من الشروط الازمة لتسليم الرخصة.

3. يتم تسليم الرخصة المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة بموجب اتفاق مشترك من طرف السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين. يجب أن تتخذ السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين قرار منح الرخصة أو قرار رفض الطلب خلال مدة 90 يوماً تبتدئ من يوم استلام الطلب من طرف السلطة المختصة في البلد الأصلي. ما لم تكن هناك ظروف غير متوقعة. وفي حالة وجود هذه الظروف، يمكن تغيير هذه المدة مع إخبار الجانب الآخر بذلك.

تكون مدة صلاحية الرخصة المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة هي خمس سنوات كحد أقصى. وتحدد هذه الرخصة الشروط العملية لاستغلال خدمة النقل المنتظم للركاب.

4. يتم تغيير الشروط العملية لاستغلال الخدمة أو إلغاء الخدمة وفقاً للإجراءات المنصوص عليها في الفقرتين 2 و3 من هذه المادة. وإذا لم يعد هناك طلب على الخدمة، يمكن للناقل إلغاؤها مع إبلاغ السلطات المختصة التي أصدرت الترخيص وكذا الزبناء، ضمن الفترة المحددة من قبل اللجنة المشتركة المشار إليها في المادة 14 من هذا الاتفاق.

المادة الرابعة : النقل العرضي

1. يجب أن تكون خدمات النقل العرضي خاضعة لنظام الرخص أو الترخيص التي تسلم من طرف السلطة المختصة لبلد الانطلاق وبلد الوصول وبلد العبور.

2. واستثناء من أحكام الفقرة 1 من هذه المادة، تعفى الخدمات التالية من الترخيص على أراضي الطرفين المتعاقدين:

1.2. خدمات الباب المغلق حيث تستعمل نفس الحافلة لنقل نفس مجموعة الركاب على طول الرحلة وتعود بهم إلى مكان الانطلاق في البلد الذي يوجد به مسكن أو المقر الاجتماعي للناقل.

- سواء كانت في ملكية الناقل أو موضوعة رهن إشارته في إطار عقد تشغيل أو عقد إيجار.
3. "حافلة": كل مركبة مسجلة في تراب أحد الطرفين المتعاقدين معدة حسب تصنيعها وتجهيزاتها للنقل الدولي للركاب والتي تتتوفر، بالإضافة إلى مقعد السائق، على أكثر من ثمانية مقاعد.
4. "النقل": كل عملية قامت بها مركبة، سواء محملة أو فارغة، بما في ذلك نقل المركبة بالقطار أو بالباخرة خلال جزء من الرحلة.
5. "النقل الداخلي": نقل الركاب أو البضائع بين نقاط داخل أراضي أحد الطرفين المتعاقدين من طرف ناقل يوجد مسكنه أو مقره الاجتماعي في الطرف المتعاقد الآخر.
6. "تراب الطرف المتعاقد": يعني على التوالي أراضي المملكة المغربية وأراضي جمهورية سلوفينيا.
7. "البلد الأصلي": أراضي الطرف المتعاقد التي يوجد فيها مسكن أو المقر الاجتماعي للنقل والتي سجلت بها المركبة.
8. "البلد المضيف": أراضي الطرف المتعاقد التي تنجذب إليها عمليات النقل بواسطة مركبة غير مسجلة بأراضي هذا الطرف ودون أن يوجد بها مسكن أو المقر الاجتماعي للنقل.
9. "النقل المنتظم للركاب": الخدمات التي تؤمن نقل الركاب حسب مسار محدد وطبقاً لمواعيد ولسعر محددين ومعلن عنهما مسبقاً. وتفتح الخدمات المنتظمة في وجه العموم بنفس الشروط، مع تحديد نقط إرکاب وإنزال الركاب مسبقاً.
10. "خدمات النقل العرضي": خدمات النقل التي لا ينطبق عليها تعريف خدمات النقل المنتظم وحيث وثيرة وعدد الخدمات لا تؤثر على تصنيفها كخدمات النقل العرضي.
11. "ورقة الطريق": هي وثيقة تتضمن بيانات عن المركبة، والناقل والسائلين ونوع الخدمة والمسار والركاب.
12. "الرخصة أو الترخيص": هي الوثيقة المسلمة من طرف السلطات المختصة لأحد الطرفين المتعاقدين والتي تمنح الحق أو الإمكانية للمركبة المسجلة في أراضي الطرف المتعاقد الآخر بالقيام بعمليات النقل إلى أو عبر أراضي الطرف المتعاقد الذي سلم الرخصة.

ثانياً: نقل الركاب

المادة الثالثة: النقل المنتظم

1. يجب أن تكون خدمات النقل المنتظم بواسطة حافلة خاضعة لنظام الرخص التي تكون مسلمة من طرف السلطة المختصة لبلد الانطلاق وبلد الوصول وبلد العبور.

اتفاق بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية سلوفينيا بشأن النقل الدولي عبر الطرق للركاب والبضائع

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية سلوفينيا المشار إليها فيما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين:
 رغبة منها في المساهمة في تنمية العلاقات التجارية والاقتصادية بين البلدين؛
 وعزمها على تطوير التعاون في مجال النقل الدولي، في إطار اقتصاد السوق؛
 واهتمامها بحماية البيئة والناس، وترشيد استهلاك الطاقة وبالسلامة الطرقية وتحسين
 ظروف عمل السائقين؛
 وهدف تحقيق تطوير النقل المتعدد الوسائط؛
 واعترافاً منها بالصلة المتبادلة ومزايا عقد اتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق؛
 اتفقنا على ما يلي

أولاً: مقتضيات عامة

المادة الأولى : مجال التطبيق

1. ينظم هذا الاتفاق عمليات النقل الدولي للركاب والبضائع عبر الطرق المنجزة من طرف ناقلين يوجد مسكنهم أو مقرهم الاجتماعي في أراضي أحد الطرفين المتعاقدين، بواسطة مركبات مسجلة في هذا الطرف، أطلاقاً من أراضي أحد الطرفين المتعاقدين في اتجاه أراضي الطرف المتعاقد الآخر أو عبراً من أراضيهما.
2. لا تؤثر مقتضيات هذا الاتفاق على الحقوق والواجبات المترتبة عن الالتزامات الدولية الأخرى للطرفين المتعاقدين أو على قوانين الاتحاد الأوروبي والاتفاقيات الدولية بين الاتحاد الأوروبي والدول غير الأعضاء لهذا الاتحاد.

المادة الثانية : تعريف

تأخذ بعض التعابير في هذا الاتفاق التعاريف التالية :

1. "نقل": كل شخص طبيعي أو معنوي مرخص له بممارسة النقل الدولي للركاب أو للبضائع عبر الطرق طبقاً لقوانين وأنظمة المعمول بها في الطرف المتعاقد الذي يوجد به مسكنه أو مقره الاجتماعي.
2. "مركبة": يعني مركبة ذات محرك أو مجموعة من المركبات المسجلة في تراب أحد الطرفين المتعاقدين معدة حسب تصنيعها وتجهيزاتها للنقل الدولي للركاب أو للبضائع عبر الطرق،

ظهير شريف رقم 1.18.57 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق

للركاب والبضائع، الموقع بالرباط في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية سلوفينيا

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للركاب والبضائع، الموقع بالرباط في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة

المغربية وحكومة جمهورية سلوفينيا؛

وعلى القانون رقم 40.16 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.18.49 بتاريخ

21 من رمضان 1439 (6 يونيو 2018)؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للركاب والبضائع، الموقع

بالرباط في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية سلوفينيا.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

حررت في نظيرين بالرباط بتاريخ 5 أبريل 2016، باللغات العربية والسلوفينية والفرنسية والإنجليزية، ولكلة النصوص نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في التأويل، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن
جمهورية سلوفينيا

كارل إريافيك
وزير الشؤون الخارجية

عن
المملكة المغربية

صلاح الدين مزوار
وزير الشؤون الخارجية والتعاون

المادة السابعة والعشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المراكز القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقيات خاصة.

المادة الثامنة والعشرون

دخول حيز التنفيذ

1- تخطر كل من الدولتين المتعاقدتين إدراهما الأخرى كتابة عبر القوات الدبلوماسية، باستكمال الإجراءات التي يتطلبها تشريعها لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ آخر إخطار.

2- تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المداخيل المحصل عليها ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن الضرائب المستحقة عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة التاسعة والعشرون

إلغاء الاتفاقية

تضل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إنهاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تنهي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية الموالية لخمس سنوات من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المداخيل المحصل عليها ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن الضرائب المستحقة عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

وإثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

المادة السادسة والعشرون

تبادل المعلومات

- 1- تبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتدبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدين، أو فروعهما السياسية أو جماعاتها المحلية ما دامت الضريبة المقررة فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. ولن تؤثر المادة 1 على تبادل المعلومات.**
- 2- تظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. ولا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. ويمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.**
- 3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:**
- (أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛**
- (ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛**
- (ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للنظام العام.**
- 4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. ويُخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.**
- 5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.**

المذكورة أولاً لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

6- لا يمكن في أي حال تأويل مقتضيات هذه المادة على أنها تمنع أي من الدولتين المتعاقدين من:

- (أ) تحصيل الضريبة المحجوزة من المصدر المشار إليها في الفقرة 6 من المادة 10؛
- (ب) وتطبيق مقتضيات تشريعها الداخلي المتعلقة بنقص الرسملة وأنشان التحويل.

7- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها وتسمياتها.

المادة الخامسة والعشرون المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فبإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حاليه على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. ويجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المواتية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا ثبتت للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوى الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. ويطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. ويمكنها كذلك أن تشاور فيما بينها قصد تجنب الإزدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابعة.

2- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرة 1، فإن عبارة "ضريبة مؤداة في الدولة المتعاقدة الأخرى" تعتبر أنها تشمل المبالغ التي كان من الواجب أداؤها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، لكنه تم إعفاؤها أو تخفيضها وفقاً للتشريع المتعلق بالتحفيزات الهادفة لتشجيع النمو الاقتصادي الجاري به العمل في تلك الدولة بتاريخ التوقيع على هذه الاتفاقية. تطبق مقتضيات هذه الفقرة فقط لمدة خمس سنوات تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية مباشرة لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ.

3- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة الرابعة والعشرون عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.

2- لا يخضع الأشخاص عديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضليّة من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. ولا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتباراً لوضعيتهم المدنية أو لأبعائهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاولة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً.

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس المالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة

المادة الواحدة والعشرون الأساتذة والمعلمون والباحثون

- 1- إذا قام أي شخص طبعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبدل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقيماً أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متائلاً من مصادر خارج تلك الدولة.
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها بحسب بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية والعشرون مداخيل أخرى

- 1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أياً كان مصدرها، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيماً بدولة متعاقدة ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعلياً. وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية والناشئة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة الأخرى.

المادة الثالثة والعشرون تفادي الإزدواج الضريبي

- 1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤدأة في تلك الدولة الأخرى.

إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات وغيرها من المبالغ المؤددة في إطار صندوق عمومي للتقاعد يدخل ضمن تسيير الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية

1- أ) إن الأجر والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤددة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه الأجر والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة وكان الشخص الطبيعي مقيناً بتلك الدولة:

(أ) مواطننا لتلك الدولة؛ أو

(ب) لم يصبح مقيناً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- أ) إن المعاشات المؤددة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرةً أو عن طريق الاقتطاع من وداع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيناً بتلك الدولة الأخرى ومواطناً لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15، 16، 17 و 18 على الأجر والرواتب وغيرها من المرتبات المماثلة الأخرى وكذا على المعاشات المؤددة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة العشرون الطلبة والمتربون

1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متربن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرةً بدولة متعاقدة، مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى ويقطن بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، والتي يتلقاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

2- فيما يخص المنح والمرتبات برسم عمل ماجور التي لا تشملها الفقرة 1، فالطالب أو المتربن المشار إليه في الفقرة 1 له الحق كذلك، خلال مدة تلك الدراسة أو ذلك التكوين، في الاستفادة من نفس الإعفاءات أو الإسقاطات أو التخفيضات الضريبية الممنوحة للمقيمين بالدولة التي يقطن فيها.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

المادة السادسة عشرة المكافآت

إن المكافآت وأتعاب الحضور والتعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة الفنانون والرياضيون

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً استعراضياً كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 14 و15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه وممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومتي الدولتين المتعاقدتين والتي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة المعاشات والإيرادات العمرية ومنح الضمان الاجتماعي

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليهما الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- إن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المدفوّعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة الرابعة عشرة

المهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

أ) إذا كان هذا المقيم يتتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو فترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال أي فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط.

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة

المهن غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و21، فإن الأجر والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارساً في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارساً فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً إذا:

أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛

ب) وكانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛

ج) وكانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.

بأنشطـة الأعـمال المشار إلـيـها في الجـملـةـ الثـالـثـةـ من الفـقـرـةـ 1ـ من المـادـةـ 7ـ . وـفـيـ هـذـهـ الحالـاتـ، تـطبـقـ مـقـضـيـاتـ المـادـةـ 7ـ أوـ المـادـةـ 14ـ حـسـبـماـ يـقـضـيـهـ الـحـالـ.

5- تـعـتـبـرـ الإـتـاـوـاتـ نـاـشـئـةـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ إـذـاـ كـانـ الـمـدـيـنـ مـقـيـمـ بـتـلـكـ الدـوـلـةـ. غـيرـ أـنـهـ إـذـاـ كـانـ الـمـدـيـنـ بـالـإـتـاـوـاتـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ، سـوـاءـ كـانـ مـقـيـمـ بـدـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ أـوـ غـيرـ مـقـيـمـ بـهـاـ، مـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ أـوـ قـاعـدـةـ ثـابـتـةـ يـرـتـبـطـ بـهـاـ الـعـقـدـ الـذـيـ تـولـدـ عـنـهـ أـدـاءـ الإـتـاـوـاتـ وـتـحـمـلـتـ مـنـ أـجـلـهـ تـلـكـ الـمـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ أـوـ الـقـاعـدـةـ ثـابـتـةـ تـلـكـ الإـتـاـوـاتـ، فـإـنـ تـلـكـ الإـتـاـوـاتـ تـعـتـبـرـ نـاـشـئـةـ فـيـ الدـوـلـةـ الـتـيـ تـوـجـدـ فـيـهـاـ الـمـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ أـوـ الـقـاعـدـةـ ثـابـتـةـ.

6- إـذـاـ تـجاـوزـ مـبـلـغـ الإـتـاـوـاتـ بـسـبـبـ عـلـاقـاتـ خـاصـةـ تـرـبـطـ الـمـدـيـنـ بـالـمـسـ تـفـيدـ الـفـعـلـيـ مـنـ الإـتـاـوـاتـ أـوـ تـرـبـطـ كـلـيـهـاـ بـأـشـخـاصـ آـخـرـينـ الـمـبـلـغـ الـمـتـفـقـ عـلـيـهـ بـيـنـ الـمـدـيـنـ وـالـمـسـ تـفـيدـ الـفـعـلـيـ فـيـ غـيـابـ مـثـلـ هـذـهـ الـعـلـاقـاتـ، باـعـتـبـارـ الـخـدـمـاتـ الـتـيـ تـدـفـعـ مـنـ أـجـلـهـاـ، فـإـنـ مـقـضـيـاتـ هـذـهـ الـمـادـةـ لـاـ تـطبـقـ إـلـاـ عـلـىـ هـذـهـ الـمـبـلـغـ الـأـخـيـرـ. وـفـيـ هـذـهـ الـحـالـةـ، يـبـقـيـ الـجـزـءـ الـزـانـدـ مـنـ الـأـدـاءـ خـاصـاـ لـلـضـرـيـبـةـ وـفـقاـ لـتـشـرـيـعـ كـلـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ مـعـ مـرـاعـاـتـ الـمـقـضـيـاتـ الـأـخـرـىـ مـنـ هـذـهـ الـاـتـفـاقـيـةـ.

المـادـةـ الثـالـثـةـ عـشـرـةـ أـرـبـاحـ رـأـسـ الـمـالـ

1- إـنـ الـأـرـبـاحـ الـتـيـ يـحـصـلـ عـلـيـهـاـ مـقـيـمـ بـدـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ عـنـ نـقـلـ مـلـكـيـةـ الـمـمـتـلـكـاتـ الـعـقـارـيـةـ الـمـشـارـ إـلـيـهاـ فـيـ المـادـةـ 6ـ وـالـتـيـ تـوـجـدـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ الـأـخـرـىـ، تـفـرـضـ عـلـيـهـاـ الـضـرـيـبـةـ فـيـ تـلـكـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ الـأـخـرـىـ.

2- إـنـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ نـقـلـ مـلـكـيـةـ أـسـهـمـ رـأـسـمـالـ شـرـكـةـ تـكـوـنـ أـمـوـالـهـاـ أـسـاسـاـ، بـطـرـيـقـةـ مـباـشـرـةـ أـوـ غـيرـ مـباـشـرـةـ، مـنـ مـمـتـلـكـاتـ عـقـارـيـةـ تـوـجـدـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ تـفـرـضـ عـلـيـهـاـ الـضـرـيـبـةـ فـيـ تـلـكـ دـوـلـةـ.

3- إـنـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ نـقـلـ مـلـكـيـةـ الـأـمـوـالـ الـمـنـقـولـةـ الـتـيـ تـدـخـلـ فـيـ أـصـوـلـ مـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ تـمـلـكـهـاـ مـقاـوـلـةـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ الـأـخـرـىـ أـوـ الـأـمـوـالـ الـمـنـقـولـةـ الـتـيـ تـنـتـمـيـ إـلـىـ قـاعـدـةـ ثـابـتـةـ يـمـلـكـهـاـ مـقـيـمـ بـالـدـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ الـأـخـرـىـ لـغـرضـ مـمارـسـةـ مـهـنـةـ مـسـتـقـلـةـ، بـمـاـ فـيـ ذـلـكـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ نـقـلـ مـلـكـيـةـ هـذـهـ الـمـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ (بـمـفـرـدـهـاـ أـوـ مـعـ مـجـمـوعـ الـمـقاـوـلـةـ)ـ أـوـ هـذـهـ الـقـاعـدـةـ ثـابـتـةـ، تـفـرـضـ عـلـيـهـاـ الـضـرـيـبـةـ فـيـ تـلـكـ دـوـلـةـ الـأـخـرـىـ.

4- إـنـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ نـقـلـ مـلـكـيـةـ السـفـنـ أـوـ الطـائـرـاتـ الـمـسـتـغـلـةـ فـيـ النـقـلـ الدـوـلـيـ أـوـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ الـأـمـوـالـ الـمـنـقـولـةـ الـمـخـصـصـةـ لـاستـغـلـالـ هـذـهـ السـفـنـ أـوـ الطـائـرـاتـ، تـفـرـضـ عـلـيـهـاـ الـضـرـيـبـةـ فـقـطـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ الـتـيـ يـوـجـدـ فـيـهـاـ مـقـرـ الإـدـارـةـ الـفـعـلـيـةـ لـلـمـقاـوـلـةـ.

5- إـنـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ نـقـلـ مـلـكـيـةـ أـيـةـ أـمـوـالـ أـخـرـىـ غـيرـ تـلـكـ الـمـشـارـ إـلـيـهاـ فـيـ الـفـقـرـاتـ 1ـ،ـ 2ـ،ـ 3ـ وـ4ـ تـفـرـضـ عـلـيـهـاـ الـضـرـيـبـةـ فـقـطـ فـيـ دـوـلـةـ مـتـعـاـقـدـةـ الـتـيـ يـقـيمـ بـهـاـ نـاقـلـ الـمـلـكـيـةـ.

بأنشطة الأعمال المشار إليها في الجملة الثالثة من الفقرة 1 من المادة 7. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو غير مقين بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد وتحمّلت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلى من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلى في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الآخر. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلى من الإتاوات مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي أو البث عن طريق الأقمار الصناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة المضغوطة، أو الأقراص والليرز (برامج المعلوماتية)، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو العلمي (اكتساب المهارة)، وكذا مقابل المساعدة التقنية.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيناً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي تولد عنه الإتاوات مرتبطاً فعلياً بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة، أو

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أيه ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أيه ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في تلك الدولة الأخرى وفقاً لتشريعها الضريبي، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز سبعة (7) بالمائة من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها ووفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلى من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا وسواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، وعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية وسندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلى من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً بمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة، أو

الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. ولتحديد هذه التسوية، تأخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، وعند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 في حالة الغش أو الإهمال الشديد أو التغاضي المعتمد.

المادة العاشرة أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لقيمها بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلى من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز:

أ) سبعة (7) بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم إذا كان المستفيد الفعلى شركة في حوزتها مباشرة ما لا يقل عن 25 بالمائة من رأس مال الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم؛

ب) عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى. تسوى السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين باتفاق مشترك طرق تطبيق هذه التحديدات.

إن هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3- تعنى عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع وحصص المناجم أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون، وكذا الدخل الناتج عن حصص المشاركة الأخرى والمداخليل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلى من أرباح الأسهم، مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعلياً. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- لأغراض الفارات السابقة، تحدد كل سنة وحسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة وكافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية والجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

المادة التاسعة

المقاولات الشريكية

1- عندما:

(أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة و مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

وفي كلتا الحالتين، تكون المقاولاتان مرتبطتان في علاقاتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليهما أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لو لا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة – وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك – أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى وكان من

المادة السابعة

أرباح المقاولات

- 1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى المؤسسة المستقرة. غير أن الأرباح المتأنية من مبيعات بضائع أو سلع أو أنشطة أعمال ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها أو تمارسها تلك المؤسسة المستقرة يمكن أن تنسب لتلك المؤسسة المستقرة إذا ما ثبت أن مثل تلك المبيعات أو أنشطة الأعمال تم تنظيمها بهدف التهرب الضريبي في الدولة التي توجد بها المؤسسة المستقرة.
- 2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسـب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقاولة ممـيزة ومنفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة وتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.
- 3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة والمصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المودة، عند الاقضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاولة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. وبالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقاولة أو أي من مكاتبها الأخرى.
- 4- إذا كان من المعتمد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقاولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.
- 5- لا تنسـب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع وسلع للمقاولة.

7- لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعلم هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة وكانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقاولة والوكيل في علاقتها التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة ترافق أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ل يجعل من إحدى الشركاتتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة المداخيل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المذكور الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات الماشية والتوابع والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، والحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفووعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية والمنابع والموارد الطبيعية الأخرى؛ ولا تعتبر السفن والمراعيب والطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، وكذلك عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذلك على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5- إذا كانت الأسهم أو الحصص أو أية حقوق أخرى في شركة أو شخص معنوي آخر مقيم بدولة متعاقدة تخول مالك تلك الأسهم أو الحصص أو الحقوق الأخرى حق الانتفاع بممتلكات عقارية تملكها هذه الشركة أو الشخص المعنوي الآخر، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

- (أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من ستة (6) أشهر؛
- (ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (نفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من ثلاثة (3) أشهر في حدود مدة اثنى عشر شهراً؛
- (ج) مقاولة تقدم في دولة متعاقدة خدمات أو مرافق أو تجهيزات وألات للإيجار، تستعمل في التقسيب عن أو استخراج أو استغلال الزيوت المعدنية في تلك الدولة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من ثلاثين (30) يوماً في مدة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية.

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

- (أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض أو توزيع بضائع تملكها المقاولة؛
- (ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض أو التوزيع؛
- (ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛
- (د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات لمقاولة؛
- (هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيري أو إضافي لمقاولة؛
- (و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقطوع من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت والناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاولة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاولة تعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة في حالة ما إذا كانت له ويزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاولة، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 والتي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة.

6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاولة تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاولة تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

أو جماعاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص طبيعي، تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيماً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية.

4- تشمل عبارة "مقيم بدولة متعاقدة"، إذا كانت هذه الدولة هي المغرب، أي شركة أشخاص أو مجموعة من الأشخاص يوجد مقر إدارتها في المغرب.

المادة الخامسة المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

أ) مقر الإدارة؛

ب) الفرع؛

ج) المكتب؛

د) المصنع؛

هـ) المشغل؛

و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية؛

ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛ و

ح) المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع آخر.

- (ا) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛
- (ب) والمناطق البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر وأعماقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعه الداخلي وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف و استغلال موارده الطبيعية؛
- ج) يعني لفظ "سلوفينيا" جمهورية سلوفينيا وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يعني تراب سلوفينيا وكذا المناطق البحرية التي يمكن لسلوفينيا أن تطبق عليها حقوقها السيادية والقضائية طبقاً لتشريعها الداخلي وللقانون الدولي؛
- د) يشمل لفظ "شخص" الأشخاص الطبيعيين والشركات وأي مجموعات أخرى من الأشخاص؛
- ه) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصاً معنوياً لأغراض فرض الضريبة؛
- و) تعني عبارتاً "مقاؤلة دولة متعاقدة" و "مقاؤلة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاؤلة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة ومقاؤلة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛
- ز) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاؤلة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
- ح) تعني عبارة "السلطة المختصة":
- (ا) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
- (ب) فيما يخص سلوفينيا: وزارة المالية لجمهورية سلوفينيا أو ممثلها المرخص له بذلك؛
- ط) يعني لفظ "مواطن":
- (ا) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛
- (ب) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة؛
- 2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك، ويرجح المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، وتطبق كذلك على تلك الدولة وكذا على جميع فروعها السياسية

المادة الأولى الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدين.

المادة الثانية الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، والضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المودعة من قبل مقاولات، وكذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

أ) فيما يخص المملكة المغربية:

(I) الضريبة على الدخل؛

(II) والضريبة على الشركات؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)؛

ب) فيما يخص سلوفينيا:

(I) الضريبة على دخل الأشخاص المعنيين؛

(II) الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة السلوفينية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المغرب أو سلوفينيا؛

ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

ظهير شريف رقم 1.16.170 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 5 أبريل 2016
بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفينيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 5 أبريل 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفينيا لتجنب الازدواج الضريبي
ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل؛

وعلى القانون رقم 27.16 الم موافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها ظهير الشريف رقم 1.16.143 بتاريخ
21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016)؛

ونظراً للتبدال الإعلامي باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 5 أبريل 2016 بين المملكة المغربية
وجمهورية سلوفينيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

اتفاقية بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفينيا لتتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل

إن المملكة المغربية وجمهورية سلوفينيا رغبة منها في تنمية وتعزيز علاقاتهما الاقتصادية
من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب
على الدخل، اتفقنا على ما يلي:

2/- يعتبر هذا الاتفاق تأكيداً وتكميلاً لأحكام معينة من الاتفاق المنشئ للبنك ولا يعد تجاوزاً أو إخلالاً أو تعديلاً أو اننقاصاً بمقتضيات الاتفاق المنشئ للبنk وخاصة الفصل الثامن منه.

حرر بالرباط بتاريخ 24 سبتمبر 2014 في نظيرين أصليين باللغات العربية والفرنسية والإنجليزية ولكل النصوص نفس الحجية.

عن
البنك الأوروبي لإعادة الإعمار
والتنمية

السيدة هيلدغارد غاشيك
المديرة العامة لمنطقة جنوب وشرق المتوسط

عن
المملكة المغربية

السيد محمد بوسعيد
وزير الاقتصاد والمالية

في حال اتفاق الطرفين على إنهاء، يظل هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة كافية لتسوية أمور البنك بال المغرب.

6- لا يكون لإنهاء هذا الاتفاق أي أثر على تنفيذ الطرفين لمشاريع وبرامج وأنشطة البنك بال المغرب التي تكون قيد الانجاز آنذاك ما لم يتفق الطرفان كتابياً على خلاف ذلك. كما لا يكون لهذا إنهاء أي تأثير على الوضع الاعتباري والحسابات والامتيازات والإعفاءات المنوحة للبنك و/أو لموظفيه وفق مقتضيات الاتفاق المنشئ للبنك.

7- تظل التزامات المغرب سارية المفعول بعد انتهاء العمل بهذا الاتفاق بما يضمن مغادرة موظفي البنك من التراب المغربي بترتيب جيد وتصفيه ممتلكات البنك وأصوله وممتلكات وأصول موظفيه حسب مقتضيات هذا الاتفاق.

المادة 19: تسوية النزاعات

1- يعمل الطرفان على تسوية أي نزاع أو خلاف مرتبط بهذا الاتفاق وديا. ولهذا الغرض، يجتمع الطرفان في أقرب وقت، بناء على طلب أحدهما، لمناقشة أي نزاع أو خلاف. إذا تقدم طرف بطلب كتابي يتعلق بنزاع أو خلاف فإنه على الطرف الثاني الرد كتابياً على هذا الطلب.

2- يحال أي نزاع أو خلاف أو أي مطلب آخر لا يتوصل الطرفان إلى تسويته وديا في غضون 120 يوماً من تاريخ تقديم طلب الاجتماع أو خلال مدة أطول يحددها الطرفان ، ما لم يتعلق الخلاف بأمور ضريبية، إلى هيئة تحكيم مؤلفة من ثلاثة ممكلين يعين كل طرف محكماً واحداً ويعين المحكم الثالث، ما لم يتفق الطرفان على خلاف ذلك، من طرف رئيس محكمة العدل الدولية أو أي هيئة أخرى يختارها بموجب مرسوم اعتمد مجلس محافظي البنك لتسوية النزاعات حسب المادة 58 من الاتفاق المنشئ للبنك. لا يجوز لهيئة التحكيم اتخاذ تدابير مؤقتة حماية أو تعويضات مسبقة قبل صدور قرار التحكيم لفائدة أي طرف على حساب الطرف الثاني كما لا يجوز للهيئة التحكيم اللجوء لأية سلطة قضائية أخرى طلب لهذه التدابير أو التعويضات. تتخذ هيئة التحكيم قرارها بغالبية الأصوات ويكون هذا القرار نهائياً وملزماً للطرفين. تكون للمحكم الثالث كامل الصلاحية لتسوية كل المسائل الإجرائية في حالة اختلاف الطرفين حولها.

تم تسوية أي نزاع أو خلاف أو مطلب أو قد يترتب عن هذا الاتفاق حول الأمور الضريبية وديا وحصرياً عبر مشاورات وفاوضات بين الطرفين حسب الحالات.

المادة 20: التأويل

1- يتم تأويل هذا الاتفاق على ضوء الغرض الرئيسي منه وهو تمكين البنك من مزاولة مسؤولياته وتحقيق غرضه وأداء وظائفه في المغرب بشكل تام وفعال.

2/- تخضع العقود، التي يمولها البنك كلياً أو جزئياً عن طريق موارده الخاصة أو عن طريق الإعانت، و المرتبطة بتسليم السلع أو القيام بأعمال و/أو تقديم خدمات في القطاع الخاص و/أو القطاع العام، بما في ذلك على سبيل المثال لا الحصر، على المستوى الإقليمي أو البلدي، لمسطرة تقويت المناقصات طبقاً لسياسة وقوانين تقويت المناقصات التي يتبعها البنك، بصيغتها المعبدلة حسب الضرورة، ما لم يتفق الطرفان كتابياً على خلاف ذلك. في حين لا تخضع الخدمات و/أو القروض التي يقدمها البنك لهيئات من القطاع العام و/أو الخاص، بما في ذلك على سبيل المثال لا الحصر، الخدمات والقروض التي يقدمها البنك على المستوى الإقليمي أو البلدي، لطلبات العروض.

المادة 17 : إشعارات

لأغراض هذا الاتفاق، تتم الاتصالات بين الطرفين عبر العناوين و أرقام الهاتف التالية، ما لم يشعر الطرف المعنى الطرف الآخر كتابياً بخلاف ذلك:

وزارة الشؤون الخارجية والتعاون، إلى عناية الوزير
البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية، إلى عناية الأمين العام

المادة 18: أحكام نهائية، دخول حيز التنفيذ وإنهاء

1/- يطبق هذا الاتفاق بصفة مؤقتة من تاريخ توقيع الطرفين عليه و يدخل حيز التنفيذ بصفة نهائية بعد إشعار حكومة المملكة المغربية البنك كتابياً باستكمال الإجراءات الداخلية المطلوبة لدخوله حيز التنفيذ.

2/- يتخذ المغرب كافة الإجراءات الضرورية لتسهيل تطبيق مقتضيات هذا الاتفاق.

3/- يمكن تعديل هذا الاتفاق باتفاق كتابي بين الطرفين عن طريق الوسيلة المناسبة. ويدخل هذا التعديل حيز التنفيذ بعد إشعار المغرب للبنك باستكمال الإجراءات الداخلية المطلوبة لدخوله حيز التنفيذ.

4/- تعين المغرب والبنك، كل على حدة، وزارة مختصة و مكتباً للبنك بالمغرب لتنسيق الأنشطة المتعلقة بإطلاق وتحضير و تنفيذ برامج ومشاريع البنك في القطاع العمومي.

5/- ينتهي العمل بهذا الاتفاق في الحالات التالية:

- أـ. إذا لم يعد المغرب عضواً في البنك؛
- بـ. إذا اتفق الطرفان على إنهاء العمل بهذا الاتفاق أو
- جـ. إذا أشعر أحد الطرفين الطرف الآخر كتابياً برغبته في إنهاء العمل بالاتفاق في أجل لا يتعدى ستة أشهر من تاريخ التوصل بالإشعار.

2-/ يلتزم المغرب أو الهيئة المسؤولة والمختصة، بضمان حرية النقاش الكاملة واتخاذ القرارات خلال الاجتماعات التي يعقدها البنك. كما يلتزم المغرب بمنح المشاركين في هذه الاجتماعات، من غير موظفي البنك، نفس الحصانات والامتيازات الممنوحة للموظفين حسب المقتضيات ذات الصلة في الاتفاق المنشئ للبنك و في هذا الاتفاق.

المادة 15: النقل والاتصالات

1-/ لا تخضع الاتصالات الصادرة من أو الواردة على المكتب أيا كانت وسائلها وأشكالها للرقابة أو أي شكل من أشكال الاعتراف أو التدخل.

2-/ يجوز للبنك، شريطة احترام التشريعات والأنظمة الجاري بها العمل، مالم تتعارض هذه التشريعات والأنظمة مع الاتفاق المنشئ للبنك، استعمال الرموز والشفرات و توزيع واستقبال المراسلات وبباقي أشكال الاتصال عن طريق البريد أو عن طريق حقائب مختومة تتمتع بالحصانات والامتيازات والإعفاءات لا نقل أفضلية عن تلك الممنوحة للطروdes البريدية والحقائب الدبلوماسية ولحامليها.

3-/ يجوز للبنك ولموظفيه الولوج لشبكات ومعدات الاتصال المناسبة في المملكة المغربية كما يجوز لهم استعمال وسائل اتصالهم الخاصة بما فيها الأقمار الصناعية ومعدات الاتصال المتحركة و/أو غيرها من التجهيزات، وذلك في ظل نفس الشروط المطبقة بالنسبة للتمثيليات الدبلوماسية بالمغرب والمنظمات الدولية و لفائدة أعضاء السلك الدبلوماسي طبقاً لقوانين وأنظمة المغرب.

4-/ يجوز للبنك، مع مراعاة القوانين وأنظمة المغرب المرتبطة بالاتصالات اللاسلكية ولأنظمة الاتحاد الدولي للاتصالات ما لم تتعارض هذه القوانين وأنظمة مع مقتضيات الاتفاق المنشئ للبنك ، تثبيت وتشغيل معدات الاتصال من نقطة إلى نقطة أو أي وسائل اتصال وإرسال أخرى قد تدعو الضرورة إلى استخدامها لتسهيل الاتصال بالمكتب سواء من داخل أو من خارج المملكة المغربية.

المادة 16: إعفاء معاملات البنك من القيود

1-/ مع مراعاة الأنظمة المغربية وبما لا يتعارض مع مقتضيات الاتفاق المنشئ للبنك، تكون للبنك الحرية الكاملة لمزاولة أنشطته الرسمية في كل أرجاء المغرب بدون قيود و بدون الحاجة إلى أذونات و/أو تراخيص إضافية من السلطات المغربية بما فيها ، على سبيل المثال لا الحصر، السلطات المكلفة بحماية المنافسة، والبنك المركزي و/أو أي هيئات منظمة أو جهات مسؤولة عن مراقبة قطاعات معينة أو أنواع من العمليات و/أو الشراء.

مع مراعاة مقتضيات المادة 13 ب، إذا قام البنك بتحويل رهن يوجد بحوزته كضمان، فإنه يتوجب عليه تبلغ السلطات المغربية المعنية عن الجهة التي تستفيد من الرهن. كما يبلغ البنك، بشكل صحيح، هذه الهيئة بعدم استفادتها من الامتيازات والخصائص والإعفاءات التي يتمتع بها البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية فيما يخص هذا الرهن الذي تم تحويله.

ج- اقراض أموال وإصدار التزامات وغيرها من الأوراق المالية بما فيها بالدرهم شريطة:

- قبل الشروع في بيع التزاماته فوق تراب المغرب، يلتزم البنك بالحصول على موافقة السلطات المغربية المختصة التي تم إشعارها من طرف الهيئة المعتمدة بمقتضى المادة 34.2 من الاتفاق المنشئ للبنك.
- يتوجب على البنك الحصول على موافقة من السلطات المغربية في حال تقييم التزامات البنك بالدرهم.

د- إقراض رؤوس الأموال بأي عملة بما فيها الدرهم، حيث:

- إذا كانت القروض مسجلة بالعملة الأجنبية أو بالدرهم الذي يحصل عليه البنك عن طريق تبادل العملات الأجنبية، تتم معاملات القرض عبر حسابات بالدرهم "القابل للتحويل" أو بالعملة الأجنبية يفتحها البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية لدى بنوك تكون مقراتها بالمغرب. ويمكن، بدون قيود، تحصيل وحيازة واستعمال وتحويل هذه المبالغ التي يحصلها البنك في شكل مبلغ أصلي أو فوائد أو تكاليف أخرى متعلقة بالقروض التي وافق عليها البنك من خلال هذه الحسابات بالدرهم "القابل للتحويل" أو بالعملة الأجنبية، بما في ذلك القروض المسجلة بالدرهم.

- إذا كانت القروض مسجلة بالدرهم والتي حصل عليها البنك عن طريق اقراض بالدرهم بالمغرب، فإن عمليات القروض هذه تتم عبر حساب "خاص" يفتحه البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية لدى بنوك تكون مقراتها بالمغرب. و المبالغ التي يحصلها البنك في شكل فوائد أو تكاليف أخرى متعلقة بالقروض التي وافق عليها البنك من خلال حساباته "الخاصة" يمكن له تحصيلها وحيازتها واستعمالها وتحويلها بدون قيود.

المادة 14: حرية الاجتماعات والنقاش

- 1/- للبنك الحق في الدعوة إلى عقد اجتماعات عامة و اجتماعات اللجان والهيئات واللجان الصغرى (بما في ذلك المؤتمرات الدولية والتجمعات الأخرى التي ينظمها و/أو يدعو إليها البنك)، داخل المكتب أو في أماكن أخرى من المغرب ، تكون للبنك وحده الصلاحية في ذلك.

3-/ تعفى السلع التي يستوردها البنك والتي تعتبر ضرورية لاستعماله الرسمي من الضرائب والرسوم المفروضة على الواردات. في حين تستفيد وسائل النقل الخاصة بالبنك من نظام الإعفاء المؤقت ضمن السلسلة المؤقتة "منظمة دولية" "M و".

يتم تفعيل الإعفاءات المذكورة في البند 3 ، بعد تقديم إذن الإعفاء المسلم من طرف المصالح المختصة بوزارة الشؤون الخارجية والتعاون.

4-/ تعفى جميع السلع المستوردة و/أو المصدرة، التي يحتاجها البنك للقيام بمهامه، من كل أشكال المنع أو التقييد أثناء الاستيراد والتصدير.

5-/ تعفى جميع الممتلكات والتجهيزات والمعدات التي يتوصل بها البنك عن طريق هبات أو الممولة من صناديق المنح غير القابلة للسداد والموجهة للدولة أو للمؤسسات العمومية أو الجماعات المحلية من الضرائب والرسوم على الواردات. وتستثنى من هذا الإعفاء العribات السياحية الممنوعة في شكل هبات للمؤسسات العمومية والجماعات المحلية.

6-/ تعفى الفوائد و المداخيل الأخرى التي يجنيها البنك، من الضريبة على القيمة المضافة شريطة أن تكون القروض (أو تمويلات أخرى) قد منحت لمدة تساوي عشر سنوات أو أكثر والتي منحت في إطار تمويل مشاريع وافقت عليها حكومة المملكة المغربية وفقا لإجراءات الموافقة على مشاريع البنك.

وبالنسبة للعمليات الأخرى، فإن الفوائد و المداخيل الأخرى المدفوعة للبنك تعتبر صافية من الضريبة على القيمة المضافة .ويتم اقتطاع واستخلاص الضريبة على القيمة المضافة مقابلة لهذه الفوائد و المداخيل الأخرى من لدن المقترضين وغيرهم من المستفيدين الآخرين من هذه التمويلات .في هذا الخصوص، يعفى البنك من أي التزام يخص اقتطاع و جمع ودفع هذه الضريبة على القيمة المضافة شريطة أن يتم تحويل هذا الالتزام إلى المقترض أو المستفيد من التمويل بمقتضى عقد قرض أو تمويل من البنك.

المادة 13: الأنشطة المالية

طبقا لمقتضيات الاتفاق المنسي للبنك و شريطة احترام القوانين والأنظمة المعمول بها في المغرب، ما لم تتعارض هذه القوانين والأنظمة مع مقتضيات الاتفاق المنسي للبنك ومقتضيات هذا الاتفاق، تكون للبنك كامل الحرية للقيام ب:

أ- اقتناه وحيازه والتصرف في جميع الأموال و العملات والأدوات المالية والأوراق المالية، وفتح حسابات في بنوك يكون مقرها في المغرب بعملات أجنبية أو "بالدرهم المغربي القابل للتحويل" أو حسابات " خاصة" (حسب ما تعنيه هذه العبارة في التشريع الداخلي المغربي)، لما يقتضيه القيام بنشاطاته الرسمية بالمغرب وإنجاز المعاملات المالية وإبرام العقود المالية.

ب- تحويل الأموال و العملات الأجنبية والأدوات المالية والأوراق المالية من وإلى المغرب، و من وإلى أي دولة أخرى، وداخل الأراضي المغربية، و صرف العملات الأجنبية أو "الدرهم القابل للتحويل" الذي بحوزته إلى أي عملة أخرى؛

المادة 9: حرمة مباني المكتب

1- تحظى مباني المكتب وكل وسائل النقل الموجودة بحوزته أو تلك الموضوعة رهن إشارة المكتب و/أو المسؤول عن المكتب، أينما وجدت فوق أراضي المغرب ، بالحصانة وتوضع تحت تصرف ومراقبة البنك و/أو المسؤول عن المكتب على التوالي.

2- لا يجوز لممثلي السلطات المغربية الولوج إلى البنك بدون إذن صريح من رئيس البنك وبالشروط التي يحددها. ويفترض أن ولوج البنك متاح ضمنيا في حالة نشوب حريق أو في حال وقوع كارثة طبيعية تستدعي حماية فورية. يتفق البنك والمملكة المغربية حول الطريقة والشروط التي يمكن على إثرها دخول ممثلي المغرب إلى مباني مكتب البنك دون الموافقة المسبقة للبنك لمنع حريق وتطبيق أنظمة صحية في حالة الاستعجال.

المادة 10: حماية المكتب

تعهد المملكة المغربية، بناء على طلب مسؤول المكتب أو نائبه، باتخاذ جل التدابير الأمنية وإجراءات حفظ النظام الضرورية لحماية مباني المكتب والمنطقة المحاذية مباشرة له وكذا حماية الموظفين المتواجدين داخل البنك ضد أي انتهاك أو اقتحام أو أضرار.

المادة 11: الخدمات

1- يعمل المغرب على تسهيل إجراءات استفادة مكتب البنك من الخدمات العمومية الضرورية ، كما يحظى البنك بنفس المعاملة الممنوحة لمباني باقيبعثات الدبلوماسية و المنظمات الدولية في المغرب ويتحمل البنك المصارييف المترتبة عن هذه الخدمات بما يماثل ما تتحمله من مصارييف هذه البعثات الدبلوماسية والمنظمات الدولية.

2- يعمل المغرب ، بناء على طلب البنك ، وفي حال دعت الضرورة إلى ذلك ، على تبسيط الإجراءات الإدارية المحتملة لحصول البنك على الخدمات و/أو الأشغال الضرورية بغية ضمان قيام البنك بمهامه بشكل عادي. ويتحمل البنك المصارييف المترتبة عن هذه الخدمات.

المادة 12: الإعفاء من الضرائب

1- في إطار أنشطته الرسمية، يعفى البنك وأصوله وممتلكاته ومداخيله وأرباحه من كافة الرسوم والضرائب المباشرة.

2- عندما يقوم البنك باقتناء حاجيات أو خدمات ذات القيمة الجوهرية و تكون ضرورية في إطار أنشطته الرسمية و يتضمن ثمنها ضرائبها ورسومها، فإن الدولة العضو التي تحصل على هذه الرسوم والضرائب تتخذ التدابير اللازمة لضمان إعفاء البنك من أداء هذه الضرائب و الرسوم أو ضمان تسديد قيمة هذه الأخيرة عند تحديدها.

المادة 7 : العبور والإقامة

1/- يتخذ المغرب سائر التدابير الازمة لضمان دخول وإقامة و مغادرة التراب المغربي للأشخاص الآتي بيانهم في إطار مهامهم الرسمية:

أ- محافظو البنك ونوابهم والمستشارين وأعضاء آخرين لوفودهم الرسمية وكذا أزواجهم والأشخاص المعالون من طرفهم؛

ب- موظفو البنك والأشخاص المعالون من طرفهم و عمال المنزل الذين يوجدون في خدمتهم؛

ج- كل الأشخاص المدعوون رسميا من طرف البنك في إطار المعاملات والأنشطة الرسمية للبنك في المملكة المغربية. و على البنك إخبار السلطات المغربية باسماء هؤلاء المدعوين.

2/- يتمتع الأشخاص المذكورون في البند الأول بنفس الامتيازات، الممنوحة لأعضاء السلك الدبلوماسي من نفس الرتبة، فيما يتعلق بحرية التنقل والحركة داخل المغرب، مع مراعاة القوانين والأنظمة المتعلقة بولوج المناطق التي تحتاج إلى تراخيص خاصة. وتنطبق نفس الأحكام على تسهيلات السفر.

3/- يعفي المغرب الأشخاص المذكورين في البند الأول من القيود المفروضة على دخول الأجانب و إقامتهم كما يعفيهم من القيود على الهجرة و الاغتراب و إجراءات تسجيل الأجانب الهدافة إلى التحكم في الهجرة و الاغتراب. ويتعاون البنك مع السلطات المغربية لتفادي أي مساس بالأمن الوطني للمغرب.

4/- يتمتع الأشخاص، غير الحاملين للجنسية المغربية وغير الموظفين في البنك، المدعوون من طرف البنك، أثناء ممارستهم لمهامهم الرسمية ، بالحقوق والامتيازات والإعفاءات المنصوص عليها في البند 2 من المادة 7 طيلة فترة إقامتهم.

المادة 8: المكتب

1/- بالإضافة إلى مكتب الدار البيضاء، يمكن للبنك، بعد التشاور مع الحكومة المغربية، افتتاح مكاتب أخرى في مناطق مختلفة بالمغرب.

تسهل المملكة المغربية للبنك، الإجراءات الضرورية ، لاقتناء أو كراء مقرات يختارها البنك لمباني هذه المكاتب وكذا ، عند الاقتضاء، معدات وخدمات المنفعة العامة الضرورية لمزاولة أنشطته.

2/- يترأس كل مكتب مسؤول عن المكتب و نائب مسؤول عن المكتب بالإضافة إلى موظفي البنك.

3/- لكل مكتب الحق في رفع راية وشعار البنك فوق مبني المكتب وعلى وسائل نقل المسؤول عن المكتب.

د- يجوز لموظفي البنك استيراد سيارتهم طيلة فترة عملهم بالمغرب على أساس نظام الإعفاء المؤقت، وذلك في غضون ستة أشهر من تاريخ التحاقهم بمنصب عملهم بالمغرب. ويمكن تسجيل هذه السيارات ضمن السلسلة المؤقتة من فئة منظمة دولية (M. و) وذلك بعد الإدلاء بإذن الإعفاء المسلح من قبل المصالح المختصة لوزارة الشؤون الخارجية والتعاون. ولا تطبق مقتضيات هذه الفقرة على موظفي البنك المغاربة.

2- يتمتع المسؤول عن المكتب ونائبه والأشخاص المعالين من طرفهما فوق التراب المغربي بنفس الوضع الاعتباري و الحقوق و الامتيازات والحسانات والإعفاءات التي تمنحها المملكة المغربية لأعضاء السلك الدبلوماسي من نفس الرتبة وحتى للأشخاص المعالين من طرفهم طبقا للاتفاقيات الدولية ذات الصلة التي يعده المغرب طرفا فيها.

3- يتوجب على البنك إبلاغ وزارة الشؤون الخارجية والتعاون بلائحة موظفي البنك والأشخاص الآخرين الذين تطبق عليهم مقتضيات هذه المادة و مقتضيات المادة 7 ، كما يبلغ البنك الوزارة بتواريخ وصولهم وتواريخ مغادرتهم للمملكة بصفة نهائية و/أو بانتهاء مهامهم بالمكتب ، بغية تمكين الوزارة من ضمان استفادتهم من الوضع الاعتباري و الحقوق والامتيازات والحسانات والإعفاءات المنوحة وفقا للاتفاق المنشئ للبنك ولهذا الاتفاق.

4- يقوم المغرب، في أقرب الأجال، بمنح وثائق هوية (بطائق دبلوماسية مثلا) لفائدة المسؤول عن المكتب ونائبه و موظفي البنك غير المغاربة ولأزواجهم من نفس صنف تلك المطلوبة أو التي تمنح بالمغرب لأعضاء السلك الدبلوماسي من نفس الرتبة وفقا للاتفاقيات الدولية ذات الصلة التي يعده المغرب طرفا فيها.

5- تمنح الامتيازات والحسانات والإعفاءات والتسهيلات المذكورة في هذا الاتفاق لصالح البنك وليس للمنفعة الشخصية للأفراد أنفسهم. كما أن من حق و من واجب البنك رفع الحصانة عن أي موظف، وفقا للاتفاق المنشئ للبنك، في حالة ما إذا ارتوى أن هذه الحصانة سوف تعيق سير العدالة وأن من الممكن رفعها دون الإخلال بالأغراض التي منحت من أجلها هذه الحصانة.

6- لا يتمتع موظفو البنك بالحصانة القضائية إذا ثبتت مسؤوليتهم المدنية في حال حدوث أضرار ناجمة عن حادثة سير كانوا سببا فيها.

7- يحتفظ البنك بنظامه الشامل بالتأمين الصحي / حوادث الشغل ونظام شامل للتأمين على الشيوخوخة لفائدة موظفيه ومستخدميه من كل الجنسيات بما فيها الجنسية المغربية. و مadam يحافظ على هذه الأنظمة، فإن البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية وموظفيه ومستخدميه العاملين بالمغرب لن يكونوا خاضعين لأي التزامات (التسجيل، الخصم من الراتب، الاشتراك، السداد وغيرها) تجاه الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي أو أي نظام آخر للتأمين الصحي / حوادث الشغل وللتأمين على الشيوخوخة المعمول به في المغرب.

المادة 4: حرمة المحفوظات بالمغرب

لا يجوز انتهاك حرمة محفوظات البنك وبصفة عامة كل الوثائق الموجودة في ملكيته أو في حيازته حيثما وجدت وأيا كان شكلها. وتشمل محفوظات البنك، على سبيل المثال لا الحصر، جميع الوثائق والمستندات والمراسلات والملفات والكتب والأفلام والرسوم التوضيحية والصور والتسجيلات الصوتية والملفات والبيانات والأقراص وأي مواد أخرى وكذا أي شفارة وأو رمز، والوسائل المعلوماتية وقواعد البيانات التي تسمح بتخزين أو حفظ المعطيات وأو المعلومات التي تخص البنك أو توجد بحوزته.

المادة 5: حصانة ممتلكات وأصول البنك بالمغرب

تتمتع ممتلكات وأصول البنك، حيثما وُجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة ضد التفتيش ، والاستيلاء، و المصادر و نزع الملكية أو أي نوع من أنواع الحجز أو الاستحواذ من قبل السلطات التنفيذية أو القضائية أو التشريعية.

المادة 6: الامتيازات والحسابات الممنوحة لموظفي البنك وللأشخاص المعالين من طرفهم

1- يتمتع موظفو البنك في المغرب، بالإضافة إلى الحسابات والامتيازات والإعفاءات التي يخولها لهم الفصل الثامن من الاتفاق المنشئ للبنك، بالحسابات والامتيازات والإعفاءات التالية:

أ- يحظى موظفو البنك بمعاملة لا تقل أفضليّة من تلك الممنوحة لأعضاء السلك الدبلوماسي من نفس الرتبة فيما يتعلق بالقيود المفروضة على تحويل العملات وفتح حسابات بنكية بالعملة الأجنبية أو بالدرهم القابل للتحويل بالبنوك المغربية. ويستثنى موظفو البنك المغاربة من هذه الامتيازات. ويقصد بالسلك الدبلوماسي ممثلو الدول المعتمدون من قبل دولهم بالمغرب (بصفته بلد الاعتماد) وكذا أعضاء المنظمات الدولية العاملة بالمغرب.

ب- يتمتع موظفو البنك والأشخاص المعالون بنفس المعاملة الممنوحة لموظفي البعثات الدبلوماسية فيما يتعلق بإجراءات الترحيل أثناء الأزمات الدولية. ولا تنطبق مقتضيات هذه الفقرة على موظفي البنك المغاربة.

ج- يعفى موظفو البنك من الضرائب والرسوم المفروضة على استيراد أثاثهم و أمتعتهم الشخصية ماعدا تلك المفروضة على استيراد السيارات. وتمنح هذه الامتيازات شريطة الإدلاء بقائمة مفصلة للأثاث والأمتعة الشخصية المستوردة، وبإقرار مكتوب من البنك بتعيين الموظف المذكور بالمغرب، وبعد تقديم إذن بالإعفاء مسلم من قبل المصالح المختصة لدى وزارة الشؤون الخارجية والتعاون. ولا يجوز تحويل ملكية الأغراض المستوردة المذكورة في هذه المادة، وإن كان بدون مقابل، بدون إذن مسبق من إدارة الجمارك والضرائب غير المباشرة. ولا تنطبق مقتضيات هذه الفقرة على موظفي البنك المغاربة.

المادة 3: امتيازات و حصانات البنك

- 1- يتمتع البنك فوق التراب المغربي بالوضع القانوني والهصانات والامتيازات والإعفاءات المنصوص عليها في الاتفاق المنشئ للبنك والمشار إليها في هذا الاتفاق.
- 2- يتمتع البنك، في إطار أنشطته الرسمية، بالهصانة القضائية فوق التراب المغربي، ماعدا في الحالات التالية:
 - أ- إذا قرر البنك صراحة رفع هذه الهصانة في حالة خاصة أو في وثيقة مكتوبة؛
 - ب- في حالة قيام دعوى مدنية ناتجة عن مزاولته لاختصاصاته كاقتراض الأموال وضمان الالتزامات وشراء أو بيع أو ضمان بيع أي أوراق مالية؛
 - ج- في حالة رفع طرف ثالث لدعوى مدنية بخصوص أضرار ناجمة عن حادثة سير أي عربة كان يسوقها أحد الموظفين بالبنك أثناء قيامه بمهام التي يكلفه بها البنك؛
 - د- في حالة قيام دعوى مدنية مرتبطة بحادث ترتب عنه وفاة أو أضرار جسمانية ناتجة مباشرة عن فعل أو امتناع عن فعل صادر عن البنك في المغرب، باستثناء كل دعوى ناتجة أو مرتبطة بعلاقة عمل بين البنك وأي فرد من موظفيه؛
 - هـ- في حال تطبيق قرار تحكيم صادر ضد البنك ناتج عن تقديم طلب لجوء إلى التحكيم بواسطة البنك أو بالنيابة عنه؛
 - و- في حالة طلب مضاد مرتبط مباشرة بدعوى قضائية يقيمها البنك؛
 - ز- فيما يتعلق بعقود التأمين والعقود المبرمة لإنجاز الأشغال بمباني المكتب أو غيرها من الصفقات الخاصة باقتناء ممتلكات أو أشغال أو خدمات، التي قد يلجا البنك إلى إبرامها بالمغرب، والتي تقل المبالغ المودعة عنها بما يقابل مبلغ 150.000 جنيه استرليني سنويا. يمكن أن يخضع عقد الإيجار لمبني المكتب للقانون المغربي، شريطة تسوية أي خلاف قد ينشأ عن العقد أو العلاقة به عن طريق التحكيم.
- 3- يتلزم الأشخاص، الذين يتمتعون بالامتيازات والهصانات والإعفاءات ، بالتشريع المغربي ويلتزمون بالامتناع عن التدخل في الشؤون الداخلية للمغرب ، مع مراعاة الوضع القانوني والامتيازات والهصانات والإعفاءات المنصوص عليها في هذا الاتفاق ، و طالما لم يؤثر ذلك على مهامهم الرسمية لفائدة البنك.
- 4- يتعاون البنك مع السلطات المغربية المختصة قصد تفادى كل تجاوز في استعمال الهصانات والامتيازات و/أو الإعفاءات المشار إليها في هذا الاتفاق.

ح- تدل عبارة " ممتلكات البنك وأصوله " على جميع ممتلكات وأصول البنك بما في ذلك كل وسائل النقل الذي يملكتها البنك أو تلك المجموعة رهن إشارة المسؤول عن المكتب.

ط- تدل عبارة " الإعانت " على الأموال التي يقدمها البنك من موارده العادية من الرساميل وأو من موارده من الصناديق الخاصة أو تلك المجموعة رهن تصرف البنك من طرف أي هيئة عمومية أو خاصة، سواء كانت هذه الأموال غير قابلة للسداد ، أو قبلة للسداد وفق شروط معينة ، أو قابلة للسداد كليا أو جزئيا، بهدف تمكين البنك من توفير و/أو تمويل تعاون تقني أو أي أنشطة أخرى مماثلة لفائدة هيئات (عمومية كانت أو خاصة) في المغرب.

ي- تدل عبارة " دعم الاستثمار " على الدعم الذي يقدمه البنك لهيئات عمومية أو خاصة بال المغرب ممول عن طريق الإعانت. يقدم البنك هذا الدعم في إطار التحضير أو دعم أي شكل من أشكال القروض والضمادات أو عمليات الاستثمار المتعلقة بالبنك و/أو أي نشاط آخر يشجع على التحول نحو اقتصاد السوق ويعزز المبادرة الخاصة وروح المقاولة بال المغرب. يفهم من هذا النص أن دعم الاستثمار يشمل أيضا ، على سبيل المثال لا الحصر، المنح التحفizية لدعم كل قروض و ضمانات و عمليات استثمار البنك وكذا دعم الاستثمار (المسماة أيضا تمويلا مشتركا على شكل دعم) الموجهة لتمويل الممتلكات والتجهيزات والأشغال والخدمات و/أو المواد ذات الصلة (سواء تلك المنتجة بالمغرب و/أو المستوردة).

ك- تدل عبارة " المساعدة التقنية " على الدعم الذي يقدمه البنك لهيئات عمومية أو خاصة بال المغرب ممول عن طريق الإعانت. ويقدم البنك هذا الدعم التقني في إطار التحضير أو دعم أي شكل من أشكال القروض أو الضمادات أو عمليات الاستثمار المتعلقة بالبنك و/أو أي نشاط آخر يتوافق مع أغراض البنك، كما وردت في المواد 1 و 2 و 8 و 9 و 11 و 13 و 20 و 21 من الاتفاق المنشئ للبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية. يفهم أن المساعدة التقنية تشمل، على سبيل المثال لا الحصر، تقديم الخدمات الاستشارية (من طرف مستشارين محليين و/أو أجانب)، والدراسات والتقييم، والتقويم والندوات والورشات و/أو المؤتمرات ، والأشغال وأنشطة دعم القدرات وكذا الممتلكات والمواد (المغربية المنشأ و/أو المستوردة) الضرورية لهذا الغرض.

المادة 2: الشخصية القانونية

يمتلك البنك شخصية قانونية كاملة وتكون له على وجه الخصوص الأهلية القانونية الكاملة:

- أ- لإبرام العقود؛
- ب- لحيازة الممتلكات الثابتة والمنقولة والتصرف فيها؛
- ج- للتقاضي.

وحيث إن، وطبقاً للمادة 33.2 من الاتفاق المنشى للبنك، يمكن للبنك فتح وكالات أو فروع (مكاتب) فوق تراب الدول الأعضاء؛

وحيث إن هذا الاتفاق يهدف إلى تأكيد وإتمام الأنظمة الأساسية و الحصانات والامتيازات والإعفاءات الممنوحة للبنك بالمغرب؛

اتفاق الطرفان على ما يلي:

المادة 1 : تعريف

لأغراض هذا الاتفاق، بالإضافة إلى المصطلحات والتعابير المحددة في موضع آخر من هذا الاتفاق، للمصطلحات والتعابير المحددة فيما بعد المعاني التالية ما لم يقتض سياق النص معنى آخر :

أ- تدل عبارة " مسؤول عن المكتب " على الموظف الرئيسي في المكتب المعين من طرف البنك مديرًا أو مسؤولاً عن المكتب، والذي يتوجب إبلاغ السلطات المغربية بتعيينه إذا دعت الضرورة إلى ذلك؛

ب- تدل عبارة " نائب المسؤول عن المكتب " على الموظف المعين من طرف البنك كنائب المدير أو نائب المسؤول عن المكتب والذي يتوجب إشعار السلطات المغربية بتعيينه إذا دعت الضرورة إلى ذلك؛

ج- تدل عبارة " الموظفون " على جميع موظفي ومستخدمي البنك، وأعضاء مجلس الإدارة للبنك ونوابهم، والمستشارين والخبراء التقنيين وكذا الخبراء الموكول لهم القيام بمهام لفائدة البنك؛

د- تدل عبارة " الأشخاص المعالون " على أزواج موظفي البنك وأبنائهم القاصرين؛

هـ- تدل عبارة " عمال المنزل " على الأشخاص، غير المغاربة، الذين يقومون بالأشغال المنزليّة لدى أسر موظفي البنك؛

وـ- تدل عبارة " المكتب " على جميع وكالات وفروع البنك المتواجدة فوق تراب المغرب، في حال دعت الضرورة إلى ذلك، وتدل كذلك على إحدى هذه الوكالات و الفروع حسب السياق؛

زـ- تدل عبارة " مبني المكتب " على المبني أو المبني والملحقات وكذا القطع الأرضية حيث شيدت هذه المبني والملحقات والتي تستعمل لأغراض المكتب الرسمية ، وكذا مقر الإقامة الرئيسية للمسؤول عن المكتب (بما في ذلك المنشآت و الأثاث و التجهيزات والمرافق والمرآب و أماكن التخزين و الأقبية و/أو أي غرف أو ملحقات أخرى مجاورة لهذه المبني)؛

اتفاق

بين

المملكة المغربية

و

البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية

بشأن

مكتب وأنشطة البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بالمغرب

إن المملكة المغربية (المغرب)

والبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية ("البنك")

المشار إليهما معا فيما يلي بـ"الطرفين"

وحيث إن البنك مؤسسة مالية دولية أنشأت وتضطلع بمهامها وفق مقتضيات الاتفاق المنسي للبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية المبرم بتاريخ 29 مايو 1990، (الاتفاق المنسي للبنك)؛

وحيث إن المغرب قد طلب، في رسالة بتاريخ 10 مارس 2011، أن يمنح صفة بلد مستفيد حسب مقتضيات الاتفاق المنسي للبنك؛

وحيث إن المغرب يعد عضوا في البنك و طرفا في الاتفاق المنسي للبنك ويخضع بذلك لأحكام هذا الاتفاق؛

ظهير شريف رقم 1.15.141 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 24 سبتمبر 2014 بين المملكة المغربية والبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بشأن مكتب وأنشطة البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بال المغرب.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 24 سبتمبر 2014 بين المملكة المغربية والبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بشأن مكتب وأنشطة البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بال المغرب ؛

وعلى القانون رقم 12.15 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.122 بتاريخ 18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015) ؛

ونظراً للإعلام الممكّنة للمملكة باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 24 سبتمبر 2014 بين المملكة المغربية والبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بشأن مكتب وأنشطة البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بال المغرب.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

صفحة

اتفاق البلد المضيف بين حكومة المملكة المغربية ومنظمة الأمم المتحدة ممثلة ببرنامج المستوطنات البشرية التابع للأمم المتحدة بشأن إنشاء المكتب الوطني للمملكة المغربية.
.....
.....
.....

558

صفحة

اتفاق حول التعاون والمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجمركي بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية.

ظهير شريف رقم 1.18.60 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق حول التعاون والمساعدة الإدارية المتبادلة في المجال الجمركي، الموقع بالرباط في 11 أكتوبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة روسيا الاتحادية.....

اتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للمسافرين والبضائع بين المملكة المغربية وجمهورية مالي.

ظهير شريف رقم 1.19.103 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للمسافرين والبضائع، الموقع بالرباط في 8 مارس 2018 بين المملكة المغربية وجمهورية مالي ...

539

548

المملكة المغربية

لِحَرِيقِ الْمُعْتَدِلةِ

نَشْرَةُ الْاِتْفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخليل المطبعة الرسمية	تعريفة الاشتراك			بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب			
		سنة	ستة أشهر		
فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	النشرة العامة نشرة الترجمة الرسمية نشرة الاتفاقيات الدولية نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري	

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

- اتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للركاب والبضائع.

طهير شريف رقم 1.18.57 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بشأن النقل الدولي عبر الطرق للركاب والبضائع، الموقع بالرباط في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية سلوفينيا.

487

اتفاق دولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام 2015.

طهير شريف رقم 1.17.73 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق الدولي لزيت الزيتون وزيتون المائدة لعام 2015، الموقع بجنيف في 9 أكتوبر 2015.

497

بروتوكول تعديل الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة البحرين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة للضرائب على الدخل.

535

طهير شريف رقم 1.17.102 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر بروتوكول تعديل الاتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة مملكة البحرين لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب من الضرائب بالنسبة للضرائب على الدخل، الموقع بالمنامة في 25 أبريل 2016.

صفحة

فهرست

اتفاق بين المملكة المغربية والبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بشأن مكتب وأنشطة البنك المذكور بالمغرب.	487
طهير شريف رقم 1.15.141 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 24 سبتمبر 2014 بين المملكة المغربية والبنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بشأن مكتب وأنشطة البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بالمغرب.	451
المملكة المغربية وجمهورية سلوفينيا :	
• اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.	
طهير شريف رقم 1.16.170 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 5 أبريل 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية سلوفينيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.	466